

# DINAN AGGLOMÉRATION

## ENQUÊTE PUBLIQUE

**Pour l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale-Air Énergie  
Climat (SCoT-AEC) sur le territoire de la Communauté  
d'Agglomération de Dinan**

### ***Mémoire en Réponse***

Enquête du 20 août au 19 septembre 2025

# Préambule

---

Suite à la réception du procès-verbal de la Commission d'enquête le 2 octobre 2025, Dinan Agglomération produit son mémoire en réponse à l'ensemble des remarques émises par :

- les Personnes Publiques Associées (PPA) lors de leur consultation du 13 mars au 13 juin 2025,
- les citoyens lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 20 août 2025 au 19 sept 2025,
- la Commission d'enquête dans le cadre de son procès-verbal.

Le mémoire en réponse se compose :

- D'une première partie reprenant l'ensemble des questions de la Commission d'enquête auxquelles des réponses sont apportées ;
- D'un tableau reprenant, par thématique, l'ensemble des avis des PPA avec les réponses apportées – Annexe 1 ;
- D'un tableau issu de la Commission d'enquête, reprenant l'ensemble des remarques émises par les Conseils Municipaux et les réponses apportées – Annexe 2 ;
- D'un tableau issu de la Commission d'enquête, reprenant l'ensemble des contributions émises par les citoyens et les réponses apportées – Annexe 3.

# Mémoire en réponse

## I. Les questions au Maître d'Ouvrage :

Au regard des observations émises par le public, des avis réglementaires et de notre propre analyse, la commission d'enquête soumet ici plusieurs interrogations. Par souci de clarté et de simplification, elles sont classées par thèmes. Il est à noter que la commission d'enquête a pu disposer de l'ensemble des observations dès réception des registres, soit le 24 septembre 2025.

Certains avis, notamment celui du Préfet, sont accompagnés de réserves et demandent que des compléments soient apportés au dossier avant son adoption. Vous veillerez donc à porter une attention particulière à ces remarques.

### III.1 Généralités :

*Contributions abordant le sujet :*

@62, @83, @123, @124, @126, @127, @138, @139, @164, @167, MIM1, MIM2, MIM4, MIP1.

*Questions du public :*

Globalement, les habitants apparaissent attachés à leur territoire et à leur patrimoine qu'ils voient comme un atout à protéger.

Cependant, il est reproché par un contributeur de tenir la présente enquête parmi tant d'autres et en plein été, suivie de la rentrée scolaire. Il est également critiqué la stérilité de la concertation, illustrée par des réunions coloriage avec les tables tournantes où la parole est bloquée quand elle ne plaît pas. Aussi, Dinan agglomération ne semble pas prendre en compte les souhaits des habitants du territoire.

Le SCOT de Dinan Agglomération est très restrictif, notamment en matière de développement des énergies renouvelables (EnR), car les installations EnR sont purement et simplement interdites sur certains territoires (prescriptions 16 – Cœur de biodiversité). Cette préconisation va à la fois à l'encontre des objectifs nationaux en matière d'EnR et soulève des questions sur sa validité juridique.

Également, certains observent une incohérence entre les objectifs du SCoT et les projets et pratiques développés par les collectivités et les acteurs locaux, notamment en matière de mobilité, d'implantation des services et équipements. Il y a un manque de cohérence et de solidarités entre les collectivités du territoire dont les enjeux du territoire semblent totalement différents entre le pôle de Dinan, les secteurs ruraux et le littoral.

Par ailleurs, plusieurs contributions mentionnent la difficile lecture des cartes proposées par le document soumis à l'enquête publique.

*Questions de la commission d'enquête*

Au stade de l'enquête publique, seul un retour général a été donné. Pour autant, les suites plus précises que vous envisagez de donner sont déterminantes dans la construction de l'avis de la commission d'enquête sur le futur SCoT. Aussi, nous vous demandons une réponse plus exhaustive et plus étoffée sur la manière dont vous envisagez de prendre en compte chacun des avis PPA émis sur votre projet. Les réponses attendues à cet effet visent bien à la manière dont chaque point contenu dans ces avis sera pris en compte. **Pourriez-vous nous indiquer pour chaque avis PPA si vous allez en tenir compte, mais aussi de quelle manière, avec quelles évolutions de votre projet ?**

*Vous trouverez ci-joint, l'ensemble des avis PPA, classés dans un tableau excel par thématique, avec une réponse pour chacune des remarques.*

L'objectif d'un SCOT est de définir une organisation territoriale pour un bassin de vie. On note que certains bassins de vie débordent du territoire, Broons et Dinan, sur la frange ouest, et que d'autres communes, au nord, sont sous l'influence de bassins de vie extérieurs au territoire (Erquy, Dinard, Saint-Malo). Par ailleurs, sur les 13 bourgs pôles, 7 n'ont pas formulé d'avis. Ceci amène la commission d'enquête à soulever les points suivants :

- Avez- vous des explications sur le fait que beaucoup de communes, notamment des bourgs pôles, n'ont pas rendu d'avis sur le dossier ?

En effet, Matignon, Saint-Cast le Gualdo, Plancoët, Plouasne, Trélivan, Broons, n'ont pas délibéré sur le SCoT AEC.

Pour autant, les communes ont été contributrices du travail d'élaboration du SCoT à travers des ateliers et séminaires d'élus tout au long de la procédure. Elles ont également eu la présentation à plusieurs reprises en Conférences des Maires et en Conseil Communautaire. De plus, nous avons précisé que sans délibération l'avis de la commune était considéré comme favorable et que la délibération n'était pas obligatoire. La technicienne et l' élu en charge du dossier sont intervenus dans 8 Conseils Municipaux afin d'accompagner les Maires dans la présentation du sujet.

- Comment analyser-vous la relative faiblesse d'expression des communes ?

Pour l'arrêt du document, il a été organisé plusieurs séminaires permettant de recueillir l'expression des élus ainsi que des présentations dans les différentes instances communautaires (Conférence des Maires et Conseil Communautaire). En parallèle, les collègues de l'urbanisme rencontrent, de manière individuelle et par secteurs, les Communes qui dans ces réunions peuvent également faire remonter leurs remarques. Ainsi, la délibération lors de la consultation des Personnes Publiques Associées n'a pas constitué le seul moment d'expression pour les communes

- De la même façon, de nombreuses PPA n'ont pas formulé d'avis (Syndicat mixte St Brieuc par exemple) sur le document. Ont-elles participé aux réunions préalables ? Si oui, quelle a été leur contribution ?

Les collègues du Pays de Brocéliande, du Pays de Saint-Malo, du Pays de Rennes, et du Pays de Saint-Brieuc ont participé aux réunions PPA, malgré un plan de charge très contraint car tous ont ou terminent une procédure de révision. Pour assurer une continuité de traitement entre nos territoires, ils ont été à l'écoute et attentifs aux sujets : du logement des agriculteurs, des questions de l'eau et du commerce. Excepté le Pays de Saint-Brieuc, les autres territoires font partie de l'InterSCoT Ille-et-Vilaine, lieu d'échanges et de partage entre SCoT.

- Pouvez-vous nous exposer le travail inter-SCoT réalisé en amont de l'élaboration du présent document ?

Dinan Agglomération est inscrite dans la démarche intercommunale initiée dans le 35 et co-animée par les services de l'Etat et de l'Audiar (Agence d'Urbanisme de Rennes, à laquelle Dinan Agglomération est adhérente). Depuis 2022, les deux sujets traités dans le cadre de l'InterSCoT ont été le commerce et l'eau. Ces travaux ont nourri les réflexions à l'échelle de Dinan Agglomération et ont permis d'échanger avec les territoires voisins et de se créer une culture commune. Sur la question de l'eau, la démarche a également permis de réunir les acteurs de l'aménagement et de l'eau autour de constats partagés. Pour autant sur cette thématique il reste à faire puisque l'un des éléments partagés est le manque de données « Eau » à l'échelle des territoires d'aménagement. Cette problématique dépasse souvent largement la collectivité et nécessite de la coopération territoriale.

Cette démarche d'InterSCoT n'existe pas sur le département des Côtes d'Armor.

- Quel bilan tirez-vous du premier SCoT ?

Le 1er SCoT a été approuvé en 2014, à l'échelle du Pays de Dinan. L'élaboration d'un projet de territoire et une 1ère expérience de travail en commun a favorisé l'émergence de Dinan Agglomération, lors de la réforme territoriale. L'approbation d'un PLUiH en déclinaison opérationnelle de ce 1er SCoT, est une réalisation concrète de ses effets.

Ce 1er document fondateur a également posé une 1ère armature territoriale sur laquelle repose toujours le SCoT AEC en cours d'élaboration et portait des objectifs de réduction de la consommation foncière qui permettent aujourd'hui de mettre en œuvre le ZAN de manière moins subie.

Plusieurs collectivités évoquent la complexité du document et sa lourdeur, ainsi que son manque de lisibilité notamment ses illustrations cartographiques. **Aussi, comptez-vous procéder à une modification**



**substantielle (cartes au format A3, carte synthétique A0) afin de rendre ces documents réellement accessibles au public ?**

De même, est-il possible de disposer d'un plan où les périmètres du PNR et celui de Dinan Agglomération sont superposés ?

Un atlas des cartes en format A3, présentes dans le document, sera réalisé pour l'approbation. Il sera complété des cartes des ZAE, des ZACOM et de la carte du territoire au sein du PNR, du Plan Vélo. Ces cartes en format PDF pourront être plus facilement consultables.

En revanche, le SCoT n'a pas vocation à délimiter à l'échelle parcellaire des périmètres mais à localiser certaines orientations et enjeux. La carte de l'armature verte n'a donc pas vocation à être agrandie au-delà du format A3.

Dans la note en préambule de l'enquête publique vous faites mention de votre volonté de compléter les justifications et les éléments de diagnostics sur la capacité d'accueil eau et assainissement, **pouvez-vous nous préciser à quel moment ces données complémentaires seront apportées au dossier ?**

Dans le cadre des modifications avant approbation, des éléments supplémentaires sur la conformité des STEP et de leur milieu récepteur ainsi que certains éléments supplémentaires sur l'eau potable seront apportés. En revanche, les études HMUC ne seront pas terminées d'ici l'approbation et pourront être intégrées ultérieurement au SCoT AEC.

De la même manière concernant l'insuffisance du volet mer vous évoquez une étude lancée en 2025 conjointement avec le pays de Saint-Malo dont les résultats seront pris en compte dans le cadre d'une prochaine évolution du document, **pouvez-vous nous préciser à quel moment est programmé le rendu de cette étude ?**

Cette étude est lancée fin 2025. Les résultats sont attendus courant 2027 et seront intégrés au SCoT dans le cadre d'une modification ou d'une révision ultérieure.

Il apparaît par ailleurs, au regard des questions du public et des PPA, la nécessité de clarifier les intervenants en fonction du sujet évoqué (pistes cyclables, volet air, zones d'activités ou commerciales, ...). **Aussi, pouvez-vous clarifier sur ces points quelle est l'autorité administrative compétente ou préciser le partage des compétences afin que le public en soit clairement informé ?**

Tout d'abord, on peut noter que la mise en œuvre du SCoT passe par les différentes politiques publiques qui orientent l'aménagement urbain, résidentiel, économique et commercial, ainsi que les infrastructures et équipements (routes, production d'énergie, gestion des déchets). En premier lieu, c'est le PLUiH de Dinan Agglomération qui traduira les orientations du SCoT-AEC.

Concernant les pistes cyclables, Dinan Agglomération met en œuvre son Plan Vélo en partenariat avec le Département et les communes. Dinan agglomération a défini des voies cyclables structurantes pour lesquelles l'agglomération est maître d'ouvrage. Les communes peuvent développer leurs propres pistes cyclables sur la voirie communale en centre bourg. Dinan agglomération vient subventionner ces travaux dans le cadre de la continuité de son Plan vélo. Le Département est en cours d'élaboration de son propre Plan Vélo et peut être amené à faire des aménagements vélo sur ses routes départementales. La Région gère les Véloroutes inter-régions qui sont davantage promus comme infrastructures touristiques. (Cf question sur les mobilités douces et la carte du Plan Vélo.).



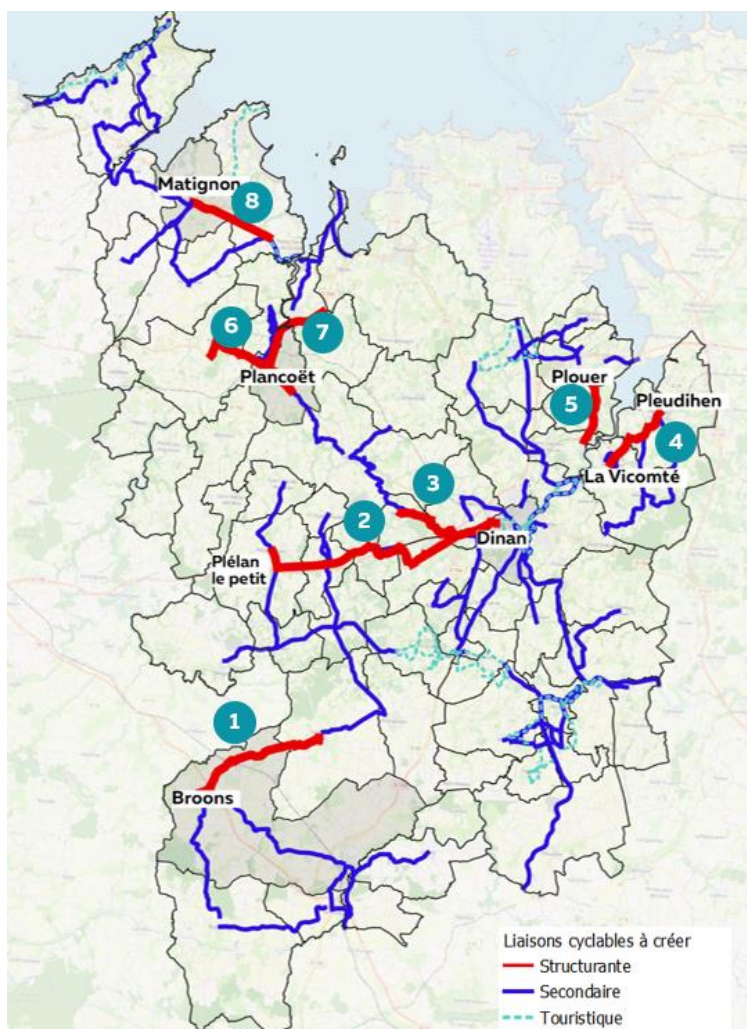
## ITINÉRAIRES STRUCTURANTS

- 1 Broons – Yvignac-la-Tour
- 2 Plélan-le-Petit – Dinan
- 3 Auceleuc – Quévert - Dinan
- 4 La Vicomté-sur-Rance – Pleudihen-sur-Rance
- 5 La Hisse (Saint-Samson-sur-Rance) – Plouër-sur-Rance
- 6 Pluduno - Plancoët
- 7 Plancoët – Créhen
- 8 Matignon – Notre-Dame du Guildo

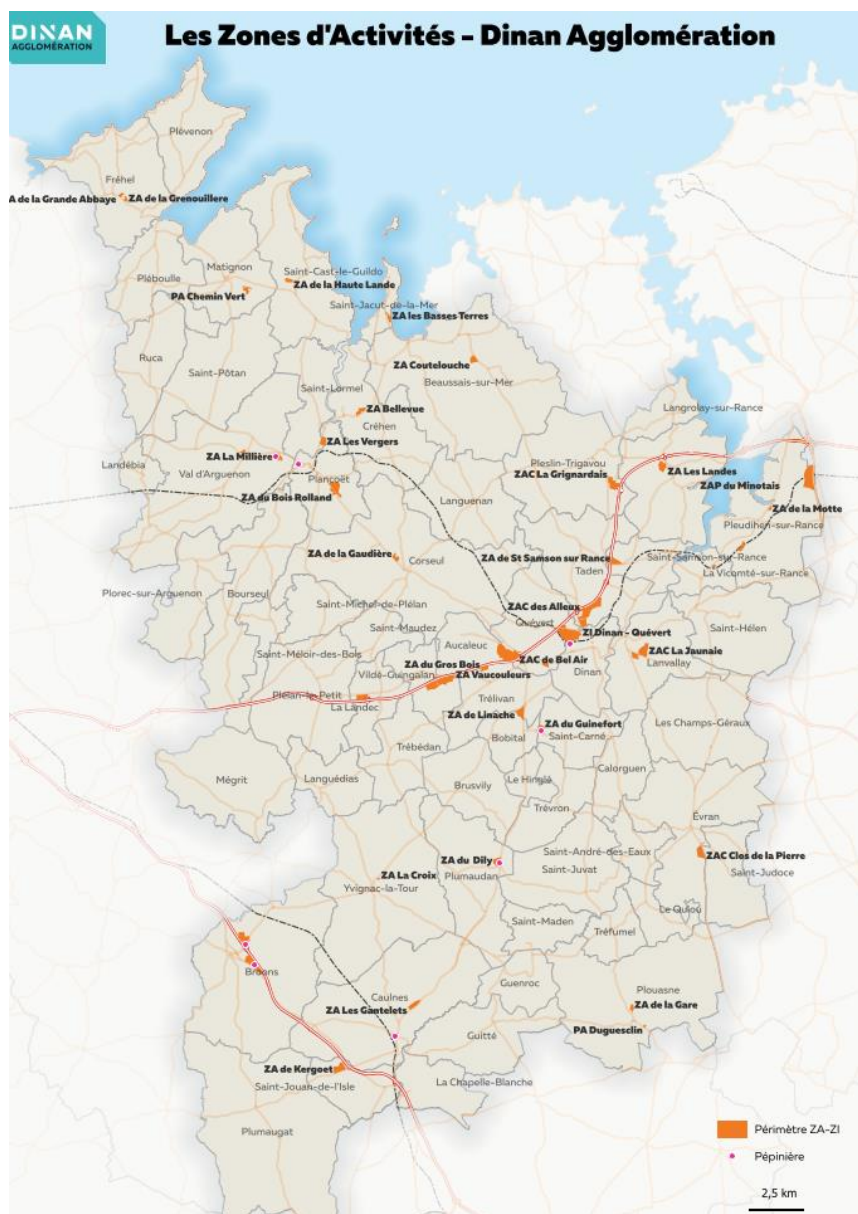


## ITINÉRAIRES SECONDAIRES

200 km de liaisons secondaires



Toutes les zones d'activités qualifiées d'intérêt communautaire sont gérées par Dinan Agglomération. En revanche, les zones d'activités commerciales sont privées. La distinction entre ces types de zones peut parfois prêter à confusion car certains commerces sont implantés dans des zones d'activités, tandis que certains artisans se trouvent dans des zones commerciales. L'identification des différentes zones sur une carte va permettre de clarifier les éléments. La carte sera intégrée à l'Atlas.



La gouvernance de la qualité de l'air en France est structurée à plusieurs niveaux (national, régional, local), avec des compétences partagées entre l'Etat, les agences, les collectivités territoriales et des associations agréées.

Au niveau national : l'Etat pilote la politique de la qualité de l'air. La loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) de 1996 constitue la base du dispositif réglementaire. Le cadre européen (directives de l'UE sur la qualité de l'air ambiant) fixe des valeurs limites pour les principaux polluants (NO<sub>2</sub>, PM<sub>10</sub>, O<sub>3</sub>, SO<sub>2</sub>...).

L'Etat définit la stratégie nationale de la qualité de l'air, transpose et fait appliquer les directives européennes, finance et encadre le réseau national de surveillance. Le Ministère de la Transition Ecologique (MTE) veille à la cohérence des politiques, appuyé par la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) et le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD).

Les outils nationaux sont :

- o Les Plans Nationaux Santé-Environnement (PNSE) qui intègrent la qualité de l'air comme priorité de santé publique.
- o Les Plans nationaux de réduction des émissions (PREPA) qui fixent des trajectoires de réduction des polluants atmosphériques.

L'Inventaire national des émissions assuré par le Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique (CITEPA).

Au niveau régional : le rôle des régions est la coordination et la planification :

- o Elles élaborent le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), qui intègre les enjeux de qualité de l'air et de climat.



- o Elles peuvent financer ou coordonner des actions régionales de réduction de la pollution, notamment dans les transports, l'énergie ou l'aménagement du territoire.
- o Elles travaillent souvent en lien avec les Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) (ex : Air Breizh).

Au niveau local : le rôle des préfetures, départements et collectivités :

Les Préfets de région et de département déclenchent les procédures d'alerte en cas de pic de pollution (circulation différenciée, limitation d'activités industrielles, etc.). Ils pilotent les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) dans les zones où les valeurs limites sont dépassées (métropoles, vallées industrielles...).

Les départements n'ont pas de compétence directe, mais ils participent aux PPA ou Plans Climat Air-Energie Territoriaux (PCAET) des intercommunalités (en tant que Personnes Publiques Associées). Ils interviennent via leurs compétences en transport scolaire, routes départementales, ou aides à la transition énergétique.

Les collectivités locales (communes, EPCI, métropoles) sont responsables de la mise en œuvre des PCAET (obligatoires pour les EPCI > 20 000 habitants) et d'y joindre un PAQA (Plan d'Actions Qualité de l'Air). Elles peuvent instaurer des Zones à Faibles Emissions (ZFE), des aides à la mobilité propre, ou des plans de circulation. Elles mènent des actions de sensibilisation (écoles, entreprises, citoyens). Dinan Agglomération met également en place un Contrat Local de Santé qui aborde la question de la qualité de l'air avec une entrée santé et populations sensibles.

La mesure et la surveillance de la qualité de l'air est assurée par des Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA). Il existe 19 AASQA en France (par ex. Airparif, Air Breizh...). Ce sont des associations loi 1901, agréées par le Ministère de l'Environnement. Elles mesurent la qualité de l'air (stations fixes, capteurs mobiles, modélisation), informent le public (site web, indices de qualité de l'air) et appuient les collectivités pour l'élaboration des PPA, PCAET, ZFE, etc. Leur financement provient, à parts quasi égales, de l'Etat, des collectivités, d'industriels ou d'établissements publics.

Dans le cas présent, le SCoT-AEC traduit les orientations du SRADDET en matière de qualité de l'air (et se substitue à un PCAET). L'activité agricole, pointé du doigt comme étant l'activité la plus génératrice de polluants atmosphériques sur le territoire de Dinan Agglomération, est-elle aussi une compétence partagée ?

L'Etat, par la redirection de la Politique Agricole Commune (PAC), a un rôle prépondérant dans la lutte contre les polluants atmosphériques. Dinan Agglomération précise que l'intercommunalité n'est qu'un acteur mineur sur les questions d'activité agricole. Elle intervient via son Plan Alimentaire Territorial (PAT) et sur les questions de protection de la qualité de l'eau.

**En outre, pourriez-vous apporter des précisions sur les sujets suivants :**

**-Reformuler précisément la notion de Village ;**

La notion de « village » est employée dans le SCoT-AEC pour caractériser un secteur urbanisé et constructible, en dehors du bourg (la centralité). Il présente des réseaux, du gisement foncier et répond à un projet politique. Une distance inférieure à 50 m entre les bâtiments est prise en compte afin de délimiter son enveloppe.

La notion de « village » est également utilisée dans le cadre de la Loi Littoral. On entend par village la définition suivante : « Le village s'organise autour d'un noyau traditionnel, assez important pour avoir une vie propre tout au long de l'année. Le village se distingue du hameau par une taille plus importante et par le fait qu'il accueille encore ou a accueilli des éléments de vie collective, comme par exemple une place de village, une église, quelques commerces de proximité (boulangerie, épicerie) ou des services publics, même si ces derniers n'existent plus compte tenu de l'évolution des modes de vie ». <sup>1</sup>

Les villages littoraux qui répondent à la définition du SCoT-AEC doivent également répondre aux critères « village » de la loi Littoral. Ces villages sont listés dans le SCoT-AEC, tel que le demande la loi. Aucun des villages, littoraux ou non, ne fait l'objet de secteur d'extension de l'urbanisation. Les villages se développent en densification uniquement.

<sup>1</sup> Définition issue de la fiche « littoral et urbanisme » de la DGALN (2021)

-Pleudihen est indiqué sur la carte comme bourg-pôle, mais pas dans le tableau p.26 ; L'ajout au tableau sera intégré.

-La zone des Rochettes apparaît dans l'annexe cartographique des SIP, mais pas dans le tableau ; L'ajout au tableau sera intégré.

-Qu'entend-on par secteur opérationnel p44 du DOO ?

Un secteur opérationnel correspond à un secteur urbanisable (zone U ou AU). La majeure partie des secteurs opérationnels seront soumis à une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP sectorielle) au PLUiH. Ces OAP invitent à un urbanisme de projet moins réglementaire.

-Les exigences pour la constructibilité dans les villages sont-elles cumulatives (p 28) ?

Non. La rédaction de la prescription 49 sera reprise afin de faire apparaître l'aspect non cumulatif des situations.

**Envisagez-vous d'annexer le glossaire et les définitions précisées au regard des avis des PPA, tel que présenté à l'enquête publique ?**

Oui

**Au regard de certaines contributions (et des avis des communes), pouvez-vous nous apporter des précisions sur le partage des résultats de la concertation ?**

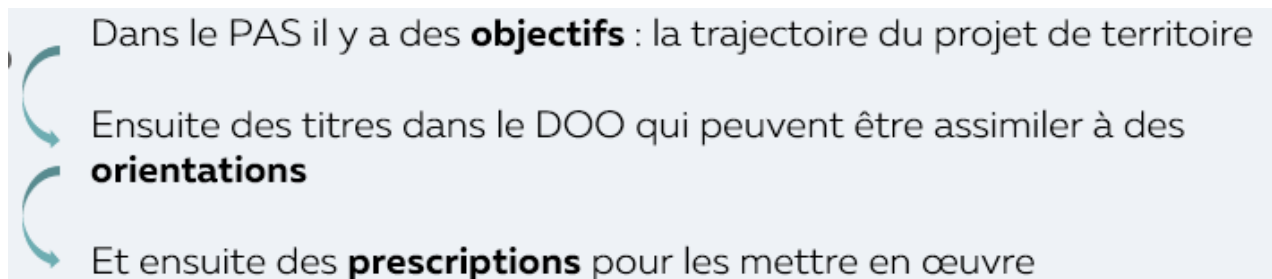
La concertation, dont le bilan est présent au dossier, a fait l'objet d'une restitution devant la population à laquelle l'ensemble des conseils municipaux ont été conviés. Cette restitution a permis de mettre en avant les apports de la concertation face aux orientations prises par les élus dans le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS).

L'ensemble des temps de concertation a fait l'objet de comptes rendus.

**Enfin, pouvez-vous expliciter le choix sémantique entre prescription et orientation, le DOO ne contenant que des prescriptions ?**

Les objectifs sont présents dans le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) et permettent de définir la trajectoire et le projet de territoire porté par Dinan Agglomération.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) intègre et décline ces objectifs du PAS, par des orientations qui correspondent aux titres (numérotés I.A.I, I.B.II etc...) dont chacun comprend une ou plusieurs « prescriptions » qui correspondent aux parties opposables du DOO (numérotés prescription 1 prescription 2 ...). Ces prescriptions s'imposeront notamment au PLUiH par principe de compatibilité.



### III.2 Hypothèse de scénario démographique :

*Contributions abordant le sujet :*

@141, C6

*Questions du public :*

L'association les riverains du quartier du Bouloir critique l'hypothèse démographique du SCoT-AEC, jugée trop optimiste et susceptible de surestimer les besoins en logements. Selon elle, la croissance retenue de +0,6 % par an conduit à prévoir 1 000 nouveaux logements, alors que les projections de l'INSEE, plus prudentes (+0,3 à +0,4 %), n'en justifieraient que 500, voire 250 selon des calculs alternatifs. Cette surestimation entraînerait une mobilisation foncière excessive, contraire à la politique de sobriété foncière (ZAN). L'association recommande donc d'aligner les prévisions sur celles de l'INSEE, de réduire les objectifs de construction à 500 logements et d'instaurer une révision périodique des hypothèses démographiques tous les 5 ans.

Contrairement à ce qui peut être affirmé, diviser par deux le taux de croissance ne conduit pas nécessairement à diviser par deux le besoin en logements. En effet, ce besoin ne dépend pas uniquement de l'évolution de la population mais aussi de la taille moyenne des ménages.

La taille moyenne des ménages correspond au nombre moyen d'occupants par résidence principale. Lorsqu'elle diminue, cela signifie qu'il y a davantage de ménages pour une population équivalente, ce qui accroît mécaniquement le nombre de logements nécessaires.

A l'horizon 2046, la projection de la taille des ménages est de 1.92 ménages en moyenne sur le territoire (contre 2.17 en 2020). Cette diminution de la taille moyenne des ménages s'explique par plusieurs facteurs : le vieillissement de la population (plus de personnes âgées vivant seules), la décohabitation (séparation) et la baisse de la natalité.

En outre, sur le territoire de Dinan Agglomération la population compte en 2021 plus de 30% de personnes âgées de 60ans et plus, une part qui est en augmentation constante du fait de l'accueil de nouveaux retraités et du vieillissement de la population. A l'inverse, le nombre de jeune diminue.

Ainsi, même dans un contexte de ralentissement démographique, la diminution de la taille moyenne des ménages contribue à maintenir un besoin en logements significatif, et une division par deux du taux de croissance n'entraîne pas une division par deux du besoin de logements.

Il convient également de rappeler que si le choix du scénario démographique détermine le besoin en logements celui-ci est neutre vis-à-vis de la consommation d'espace / artificialisation, qui est désormais encadrée par le SRADDET. Un objectif de développement démographique plus faible aurait éventuellement pu entraîner des objectifs moindres en matière de densité et de renouvellement et /ou des objectifs plus importants pour le développement économique, mais n'aurait pas entraîné une baisse des objectifs en matière de consommation d'espace.

### *Questions de la commission d'enquête :*

Monsieur Le préfet dans son avis demande des précisions sur le calcul de l'estimation des 15 000 habitants supplémentaire du scénario démographique prévu dans le SCoT d'ici 2046, (précision de l'année de référence et la population correspondante avec intégration de la commune de Beaussais -sur-mer).

La MRAE note<sup>2</sup> que les hypothèses démographiques du projet sont supérieures aux prévisions de l'Insee, que leur justification reste insuffisante. Elle recommande des scénarios alternatifs. Par ailleurs elle préconise de justifier la capacité des réseaux de transport à répondre à une croissance démographique de 15 000 habitants supplémentaires ainsi qu'à l'accroissement du flux touristique.

**Aussi, pouvez-vous justifier le scénario retenu, et apporter des précisions sur son mode de calcul ?**

Le scénario démographique retenu est justifié dans le titre « 7.2 Justification des objectifs chiffrés d'accueil de population, de production de logements et de développement économique et commercial retenus au regard des solutions de substitution raisonnables » de l'évaluation environnementale.

La trajectoire démographique adoptée par le SCoT-AEC est la suivante :

+0.6% de Taux de Croissance Annuel Moyen (TCAM) entre 2028-2034

+0.4% de TCAM entre 2034-2040

+0.3% TCAM entre 2040-2046.

Le scénario retenu repose sur une hypothèse de ralentissement de la trajectoire démographique par rapport aux périodes précédentes (2010-2015, 2015-2021). Durant ces deux périodes les TCAM étaient de l'ordre de +0.8% et +0.7%. Ce ralentissement s'explique par l'observation de la diminution

de la natalité et du vieillissement de la population sur le territoire : deux phénomènes ayant un impact significatif sur le solde naturel du territoire.

Le scénario adopté par le SCoT, se situe au-dessus de celle adoptée par le scénario central de l'INSEE basé sur le modèle « Omphale » (outil de méthodologie de projection d'habitants, d'actifs, de logements et d'élèves). Selon ce scénario « central », à l'horizon 2050, la Région Bretagne atteindrait les 3.6 millions d'habitants. Cette augmentation reposerait sur un excédent migratoire relativement constant au cours de la période. Simultanément, l'écart entre le nombre de naissances, en baisse, et de décès, en hausse, continuerait de croître jusqu'en 2050. Le solde migratoire (excédentaire) et le solde naturel (déficitaire) tendraient alors à se compenser. La croissance démographique se concentrerait en Ille-et-Vilaine, dans la métropole Brestoise et sa périphérie ainsi que sur une large part du littoral morbihannais. A l'inverse, il stagnerait voire baisserait dans le reste de la Région. Dinan Agglomération à l'est des Côtes d'Armor est proche des dynamiques de l'Ille-et-Vilaine.

Selon le scénario « central », à l'horizon 2050 le territoire de Dinan Agglomération accueillerait 105 000 habitants, ce qui correspond à une croissance de l'ordre de :

+ 0.14% entre 2020-2030

+ 0.16% entre 2030-2040

+0.04% entre 2040-2050.

Le futur projeté s'appuie sur des hypothèses de prolongement des tendances passées en matière de démographie et de mobilités résidentielles. Cependant, des modifications de l'environnement économique, politique ou encore des changements climatiques ou environnementaux peuvent faire évoluer ces comportements dans le temps, modifiant par la suite les évolutions de la population. L'attractivité climatique de Dinan Agglomération, son littoral, sa proximité avec Rennes Métropole (moins de 1h) forme un ensemble d'atouts qui conduit à attirer des actifs, des étudiants, des seniors et toute population en recherche d'un cadre de vie agréable.

En outre, les dernières dynamiques de croissance démographique observées à Dinan Agglomération sont supérieures aux hypothèses de croissance retenus par le scénario central de l'INSEE. Entre 2015 et 2021 le territoire a, en effet, connu une croissance de l'ordre de +0.7% alors que le scénario de l'INSEE envisage une croissance de +0.14% entre 2020 et 2030.

Le scénario retenu par le SCoT-AEC de Dinan repose donc sur la prise en compte de plusieurs facteurs :

- Des dynamiques constatées sur les dernières périodes statistiques disponibles qui se situent significativement au-dessus des projections de l'INSEE pour le court terme ;
- De la volonté politique des élus d'affirmer le territoire du SCoT de Dinan comme un territoire attractif et dynamique ;
- Des fortes incertitudes quant à l'évolution démographique notamment en lien avec le changement climatique et la saturation de l'offre dans la métropole rennaise et le Pays de Saint-Malo qui pourraient augmenter l'attractivité du territoire à court et long terme ;
- Du vieillissement de la population et la diminution de la natalité, deux phénomènes ayant un impact significatif sur le solde naturel du territoire.

Selon les projections démographiques du SCoT-AEC, Dinan Agglomération accueillerait près de 15 000 habitants d'ici 2046 et aurait besoin de :

3 760 logements pour la période 2028-2034 dont 410 pour l'estimation du besoin lié aux résidences secondaires supplémentaires

3 405 logements pour la période 2034-2040 dont 220 pour l'estimation du besoin lié aux résidences secondaires supplémentaires

2 770 logements pour la période 2040-2046 dont 210 pour l'estimation du besoin lié aux résidences secondaires supplémentaires.

Ces projections prennent en compte le vieillissement de la population et la diminution du taux de natalité. En effet, la population de Dinan Agglomération est composée, en 2021, à plus de 30% de personnes de 60 ans et plus, et le territoire accueille également, chaque année, de plus en plus de personnes âgées. A l'inverse, le nombre de jeunes diminue sur le territoire, ce qui aura un impact significatif sur la structure de la population à horizon 2046 et la typologie des besoins en logements nécessaires pour faire face à ce vieillissement. Au regard de ces projections, une prospective de la taille moyenne des ménages a été établie.



## Prospective concernant la Taille Moyenne des Ménages :

	TMM 2020	TMM 2028	TMM 2034	TMM 2040	TM 2046
Secteur Dinan	2,01	1,95	1,90	1,85	1,80
Secteur du Guinefort	2,35	2,30	2,25	2,20	2,15
Secteur de la Rance	2,31	2,20	2,15	2,10	2,05
Secteur Haute-Rance	2,30	2,25	2,15	2,05	2,00
Secteur Maritime	1,96	1,90	1,85	1,80	1,75
Secteur Pays de Plancoët	2,24	2,10	2,05	2,00	1,95
Secteur Pays Evran-Faluns	2,29	2,20	2,10	2,00	1,95
Secteur Plélan-le-Petit	2,39	2,30	2,20	2,10	2,05
TOTAL territoire	2,17	2,09	2,03	1,97	1,92

Le besoin de logements estimés par le SCoT-AEC résulte ainsi de l'addition de l'effet du taux de croissance dégressif de la population, et de l'effet de la diminution de la taille moyenne des ménages.

Le SCOT mentionne la volonté de conforter l'attractivité locale. **Pouvez-vous nous indiquer les moyens et les outils que vous allez mettre en œuvre ? Quelle tendance en ce domaine souhaitez-vous encourager ?**

Dinan agglomération entend l'attractivité locale comme la capacité du territoire à maintenir sa population actuelle et à attirer de nouveaux habitants, entreprises et touristes mais également comme le maintien d'un cadre de vie de qualité (nature, paysages, équilibre de développement territorial). Pour cela, Dinan Agglomération bénéficie d'une situation stratégique au cœur des nombreux flux entre la métropole rennaise, les pôles de Saint-Malo et Saint-Brieuc. Cette situation est un atout majeur propice à son attractivité résidentielle, économique et touristique.

Dinan Agglomération souhaite que cette attractivité soit dirigée vers les centres bourgs pour renforcer le dynamisme local. Pour cela, les extensions urbaines ne sont inscrites qu'autour des bourgs, la stratégie de développement économique est en faveur de la mixité des activités dans les centralités et les terrains des zones d'activités réservées aux activités les plus consommatrices d'espaces ou incompatibles avec l'habitat. Une politique de mobilité est développée pour, d'une part, conforter et valoriser l'accessibilité et la desserte interne du territoire par une mobilité décarbonée et, d'autre part, améliorer la desserte externe avec les pôles extérieurs par une desserte collective (car, train). Les services à la population (sport, jeunesse, et petite enfance) et la culture sont déployés sur l'ensemble du territoire afin de maintenir et encourager le dynamisme associatif.

L'attractivité concerne également le tourisme, qui est une activité importante pour le territoire et dont il est souhaité une maîtrise et gestion des flux pour un renforcement dans les terres et un maintien sur le littoral.



### III.3 Enveloppe foncière :

*Contributions abordant le sujet :*

@58, @64, @65, @78, @83, @137, @141, C6

*Questions du public :*

L'association les riverains du quartier du Bouloir dénonce un déséquilibre dans les analyses du SCoT-AEC : les projections démographiques sont très détaillées et optimistes, tandis que les impacts sur l'agriculture, la disponibilité des terres et les nuisances liées à la circulation sont insuffisamment évalués. Elle demande donc une révision du SCoT-AEC afin d'imposer des exigences statistiques équivalentes pour l'agriculture et les nuisances. Elle propose l'intégration d'une obligation systématique de justifier pour l'utilisation de nouveaux terrains qu'il n'existe pas d'alternative en friche ou en renouvellement urbain. À défaut, la trajectoire ZAN serait compromise et le document fragilisé.

Du fait de la traduction du SCoT AEC via le PLUiH, une importance particulière revient aux objectifs et orientations portant sur l'aménagement des zones urbaines et à urbaniser dans chacune des 64 communes du territoire, ce qui explique l'importance accordée au volet habitat. A l'inverse, le SCoT AEC n'a qu'une portée relative sur l'agriculture car cantonné au volet d'aménagement des zones agricoles et sans réelle portée réglementaire concernant l'activité agricole en soi (modes d'exploitations...). Quant aux nuisances, il s'agit d'un domaine largement réglementé sur le plan national.

Au sujet de la justification de l'utilisation de nouveaux terrains agricoles ou naturels pour l'urbanisation avant la mobilisation des potentiels en renouvellement urbain (ce qui inclut les friches), le DOO stipule clairement que le développement par renouvellement doit être la priorité (cf prescriptions 37, 39 et 40)

*Questions de la commission d'enquête :*

L'État constate le renvoi au PLUi-H de la territorialisation des consommations d'espaces et qu'une partie substantielle des 243 ha a déjà été autorisée ou consommée. Il note par ailleurs que le document ne fait mention du projet de déviation de Plancoët et de la consommation foncière qu'il engendrerait.

Le tableau p 10 du diagnostic économique indique que les ZAE du territoire représentent 560 ha dont 29,2ha sont des lots disponibles cessibles, 14,2 ha des lots cessibles en options, et 25ha sont des réserves foncières de Dinan agglomération. En application de la circulaire ZAN du 31 janvier 2024, les zones d'aménagement concerté font l'objet d'une comptabilisation du foncier particulière. Ce tableau ne ventile pas les réserves foncières en ZAC.

L'objectif chiffré de la consommation d'ENAF se cantonne à reprendre les objectifs du SRADDET, sans explications sur les modalités de calcul de cette estimation et de leur répartition par typologie.

Pour donner suite à notre demande, vous nous avez adressé un tableau identifiant la part du potentiel foncier en ZAC à hauteur de 18 HA.

**Aussi, pourriez-vous nous confirmer que l'objectif à l'horizon 2031 de consommation foncière pour l'activité économique est de 25 ha auxquels peuvent se rajouter les 18 ha en ZAC (soit 43 ha) et nous préciser sur quelles ZAC du territoire sont répartis les 18 ha ?**

En effet, le développement de l'économie se fera sur 25 ha en extension de zones économiques déjà existantes. Il n'y aura pas de création de zones économiques ex nihilo. Ce développement s'ajoute aux possibilités déjà existantes au sein des ZAC : de la Jaunaie (Lanvallay), de Bel Air (Quévert), des Alleux (Taden), de la Grignardais (Pleslin Trigavou) et la ZAC du Clos de la Pierre (Evrans) ; représentées sur la carte ci-dessous :

# Les Zones d'Activités - Dinan Agglomération



**Quel mode de calcul a été retenu pour définir la répartition de la consommation foncière par typologie d'occupations ?**

La répartition de la consommation foncière s'est faite en faveur du résidentiel, au regard des besoins en logements (cf réponse au scénario démographique). En effet, au regard de la densité acceptable sur le territoire et des gisements fonciers existants un besoin en foncier a été déterminé pour répondre au besoin en logements.

Les besoins en foncier économique ont également été travaillés en fonction de certains projets connus. Un travail sur la densification des zones d'activités va être mené pour pouvoir optimiser le foncier.

Cette répartition entre le résidentiel et l'économie est également issue de positionnement et d'arbitrage politique lors de séminaires de travail et des instances décisionnelles de l'Agglomération.

**De même le tableau p 49 du DOO répartit l'estimation du besoin en logements par secteur, mais pas la consommation foncière qu'elle induit. Pouvez- vous nous préciser quelle est la territorialisation précise de l'enveloppe en ha au regard de la répartition indiquée en logements ? Et quelle est l'enveloppe réellement disponible en 2025 au regard de la consommation déjà réalisée depuis 2021 ?**

Il a été souhaité que le SCoT AEC affiche les besoins territorialisés en logements pour répondre au scénario démographique envisagé. La déclinaison en matière de foncier sera effectuée dans le cadre de l'élaboration du PLUiH en cours. En effet, le travail précis autour des gisements fonciers à la commune a été réalisé à l'échelle du PLUiH et détermine les besoins en consommation d'ENAF.

Le SCoT AEC affiche les objectifs par vocation à ne pas dépasser.

D'après les derniers résultats du MOS (à consolider), sur les 243 ha disponibles à la consommation d'ici 2030, 119 ha ont d'ores et déjà été consommés : 73 ha à destination d'habitat, 23 ha pour les activités économiques et commerciales, 18 ha pour les infrastructures (correspondant à la fin de la consommation foncière liée à la déviation de Caulnes) et 5 pour de l'équipement.

**En outre, la prescription 88 « densification de l'enveloppe urbaine » demande à être précisée ; Les taux de densification du tableau p 45 sont-ils des seuils minimaux ? Aussi, quelle justification apportez-vous aux extensions d'urbanisation ?**

Les taux de densification du tableau (p45) mentionnés, correspondent aux objectifs de production de logements au sein de l'enveloppe urbaine du SCoT-AEC. Ces objectifs de % de logements à produire au sein de l'enveloppe urbaine sont des taux moyens. C'est-à-dire que certaines communes pourront, en fonction de la disponibilité de leurs gisements fonciers, se voir appliquer des objectifs plus faibles ou plus élevés que la moyenne affichée dans le tableau p45. En effet, d'une commune à l'autre, au sein d'un même secteur, les gisements fonciers ne sont pas les mêmes. Il est donc difficile de comparer et de mettre des objectifs minimaux par secteur.

En ce qui concerne les objectifs de densité pour les opérations en extension urbaine il s'agit de densité brute minimale.

Les extensions urbaines seront délimitées au sein du PLUiH, au regard des besoins de production de logements propres à la commune et de ses capacités à faire au sein de l'enveloppe urbaine. Les prescriptions 37, 39 et 40 sont garantes d'une urbanisation ou d'une réflexion en priorité sur les gisements fonciers non consommateurs d'ENAF.

Les extensions urbaines ont pour objectif de répondre aux objectifs de production de logements du SCoT-AEC de Dinan Agglomération. En effet, la loi Climat&Résilience définit une trajectoire pour atteindre l'objectif ZAN en 2050, ce qui permet aux territoires de progressivement réduire la consommation d'espaces et l'artificialisation des sols. Le législateur a ainsi défini un objectif ambitieux, mais pas une rupture brutale, sachant que le nécessaire changement de modèle urbain demandera également de profondément changer les modèles économiques et perceptions sociétales. Ce changement demandera ainsi du temps. A court et moyen terme, le développement par extension urbaine restera ainsi un modèle complémentaire nécessaire pour répondre aux besoins de développement.



Néanmoins, le projet de SCoT-AEC s'inscrit pleinement dans cette trajectoire du changement. C'est aussi pourquoi le projet du SCoT-AEC pose dès son préambule des principes essentiels, définis dans son approche globale de pesée des intérêts :

- a. La prise en compte de la capacité d'accueil à l'échelle du territoire (échelle SCoT, intercommunale ou communale), au regard de la disponibilité et des capacités de traitement de l'eau
- b. La prise en compte des objectifs de sobriété foncière pour mobiliser au maximum les gisements fonciers et immobiliers en renouvellement urbain et ainsi réduire la consommation d'espaces et l'artificialisation des sols, conformément à la trajectoire ZAN
- c. Le choix de localisation du projet le plus adéquat au regard des enjeux du développement urbain et le moins impactant pour l'environnement. Ce choix implique l'identification de nombreux critères pour pouvoir peser les différents intérêts du projet et ainsi définir si le choix de localisation est le plus opportun. Dans la balance doivent apparaître les fonctionnalités écologiques du secteur (hydrologiques, biodiversité, stockage carbone...) face à l'intérêt urbanistique du projet (besoins en logements ou économique, mobilité, dynamique sociale...).
- d. La conception du projet d'aménagement selon les principes d'un aménagement de qualité, fonctionnel, durable, sobre en foncier et résilient aux changements climatiques. Là encore, de nombreux aspects doivent être conciliés.

Par ailleurs, dans quelle vocation est classée le projet de réhabilitation des carrières du Routin. Si ce projet n'est plus d'actualité, doit-il apparaître et être aussi précisément présenté dans le diagnostic Économique et social ?

Le projet n'est plus d'actualité. Cette partie sera donc supprimée du diagnostic.

Enfin, la commune de Caulnes a émis une réserve portant sur la question suivante : **comment sont prises en compte les dents creuses dans les villages ?**

Les dents creuses sont constructibles dans les villages constructibles, de la même manière que dans les bourgs. Les parcelles qualifiées d'espaces naturels, agricoles ou forestiers au MOS (Mode d'Occupation des Sols) vont générer de la consommation foncière, les autres seront considérées comme de la densification.

### III.4 Logements :

*Contributions abordant le sujet :*

@E2, @106, @113, @124, @126, @138, @140, @141, @166, C6, MC1, MIP3

*Questions du public :*

L'association les riverains du quartier du Bouloir rappelle que les habitants, dans le cadre de la concertation, ont exprimé une forte attente pour des logements accessibles, en particulier des petits logements adaptés aux jeunes ménages, aux familles monoparentales et aux seniors et demande que le DOO impose une part minimale de logements sociaux et intergénérationnels dans tout projet de renouvellement urbain, en particulier lorsqu'il résulte de la transformation d'équipements collectifs publics (écoles, casernes, hôpitaux).

Le DOO à travers son chapitre « II.A.II. Veiller à l'existence d'un parc de logements diversifiés et abordables partout sur le territoire », inscrit des objectifs en termes de production de logements abordables et locatif social. La prescription 95 reprend l'objectif de 30% de production de logements abordables du SRADDET, pour les bourgs-pôle. La prescription mentionne également que pour les communes soumises à la loi Solidarité et Renouvellement urbain (SRU), 90% de ces logements abordables doivent être du locatif social. Le SCoT AEC n'impose pas des objectifs précis par opération (conformément au Code de l'urbanisme il doit définir des objectifs généraux). Le PLUiH, sur son volet Habitat, traduira l'ambition de promotion du parcours résidentiel et d'un développement d'une offre de logements sociaux adaptée aux jeunes ménages, avec le cas échéant des éléments de programmation ciblés pour certains périmètres-clé qui pourront se traduire par des Orientations d'Aménagement et de Programmation, et/ou des servitudes de mixité sociale.

Un intervenant note aussi que le bilan de la concertation fait ressortir le besoin de permettre à chacun de se loger d'assurer un parcours résidentiel, de réguler le développement des résidences secondaires pour favoriser l'accès aux résidents à l'année. Que sur le secteur du littoral, pour la première période du SCoT, le nombre de résidences secondaires programmées est plus élevé que celui des résidences principales. Il pense que le parc trop important de résidences secondaires a un impact : les jeunes des familles locales sont évincés du marché immobilier, la location de courte durée réduit l'offre de logements, un vieillissement de la population, un déclin des services publics, des dotations de l'Etat plus faible, une représentativité locale faussée dans le corps électoral.

L'objectif du SCoT-AEC est bien d'accueillir de nouveaux habitants pour renouveler la population active et familiale. Pour ce faire, le DOO définit un objectif de production de logements qui vise à répondre aux besoins de la trajectoire démographique, au desserrement de la taille des ménages et à l'augmentation des résidences secondaires. La construction neuve en résidence principale doit en effet compenser le nombre croissant de vente de résidence principale vers de la résidence secondaire. Et c'est cette part de constructions neuves qui vient compenser les résidences secondaires qui apparaissent dans le tableau de production de logements.

En outre, le DOO affirme dans la prescription 97 que la production de logements doit faciliter les parcours résidentiels en privilégiant partout sur le territoire la construction de petits logements (notamment T1, T2).

#### *Questions de la commission d'enquête :*

L'État mentionne la possibilité pour le PLUi-H de mettre en place des zones ciblées pour l'application de servitude de résidence principales. Une liste des zones devant prioritairement recevoir ce type d'outils aurait permis de légitimer d'autant plus l'action du PLUi-H en la matière. Le SCoT-AEC de Dinan aurait pu anticiper de façon plus approfondie les évolutions à venir en matière de production de logement, notamment pour les logements locatifs sociaux.

Aussi, **souhaitez-vous mettre en place des actions afin de gérer de manière plus restrictive les résidences secondaires et les locations saisonnières ?** Considérez-vous que ce sujet soit traité dans le document de manière à permettre l'inversion de la tendance ?

Le SCoT AEC porte un souhait de limiter le phénomène de développement des résidences secondaires en le divisant par deux, mais ne maîtrise pas l'ensemble des outils permettant d'inverser la tendance. Ainsi, les secteurs sous pression touristique sont ciblés dans la Prescription 101 du Document d'Orientations et d'Objectifs. Cette prescription indique que les constructions de logements neufs doivent être à destination de résidences principales. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Orientations et d'Actions du volet Habitat du PLUiH, sera déployé le BRS afin de maintenir la maîtrise foncière de certaines opérations et garantir la vocation principale des résidences. La servitude créée par la loi Lemeur (zones destinées à des résidences principales uniquement) sera mise en place dans les communes volontaires dans le cadre du PLUiH. La production de logements sociaux dans les communes littorales permettra également ce maintien en résidence principale.

En revanche, dans le marché de l'occasion il est beaucoup plus difficile de limiter les transactions à destination de résidences secondaires. De plus, les outils de maîtrise du développement des résidences secondaires sont de la compétence des communes (régulation Airbnb, surtaxe des résidences secondaires, ...).

Ces nouveaux outils nécessitent une appropriation par les élus locaux et du temps de prise en main.

Le SCOT prescrit dans le DOO un pourcentage de 30% de logements abordables dans les bourgs pôles, **Qu'envisage le SCoT pour les autres bourgs et villages ?**

Dinan Agglomération est délégataire des aides à la pierre et gère l'attribution des aides pour le logement social. Le SCoT AEC porte des ambitions de production de logements abordables et notamment sociaux prioritairement dans les bourgs pôles et les communes qui, à l'avenir, seront soumises à la loi SRU.

Pour le reste des bourgs, le travail se fait en négociation avec les communes. Les opérations sont parfois trop petites, ou n'intéressent pas les bailleurs. De plus, la question du logement social dans certains bourgs éloignés de l'emploi, des équipements et services se pose.

### **Avez-vous pris en compte dans votre programmation de logement, le fait qu'au regard du vieillissement de la population, une part importante de logements vont se retrouver sur le marché ?**

L'estimation du besoin de logements repose sur une simulation de l'évolution du nombre de ménages (intégrant l'accueil de nouveaux ménages et le desserrement des ménages actuels, notamment du fait du vieillissement). Par conséquent, l'objectif de production de logements repose sur la différence entre le parc existant et le besoin estimé à terme. Il prend en compte la production de logements supplémentaires : dans de nouvelles constructions ou par opérations de renouvellement urbain ou de densification (incluant également la division de grands logements), et par changements de destination. A contrario, ne sont pas prises en compte les opérations de réhabilitation et d'amélioration du parc de logement existant, dans la mesure où elles ne génèrent pas de logements supplémentaires. Ainsi, cette approche intègre le renouvellement des générations et les transmissions des logements du parc existant.

Il faut également rappeler que la diminution de la population ne signifie pas, dans l'immédiat, une diminution du nombre des ménages et donc du besoin en logement.

### **La question du logement des jeunes ne devrait-elle pas être abordée de manière à maintenir cette population sur le territoire ?**

L'objectif du maintien des jeunes sur le territoire est porté par le SCoT et passe, en effet, par la question du logement : logement abordable, typologie de logements produits, ... La problématique du maintien des jeunes sur le territoire n'a pas pour unique réponse le logement. Aujourd'hui, sur le territoire Dinan Agglomération une offre en étude supérieure est développée et la création d'emplois est positive. De plus, l'offre en logements spécifiques pour les jeunes est présente par le nouveau Foyer des Jeunes Travailleurs et l'hébergement des apprentis.

### **De façon générale, de quelle manière passez-vous de la territorialisation de l'enveloppe des logements à la priorisation de l'accueil de résidents principaux ?**

Le projet de SCoT AEC porte un objectif clair : Toute construction neuve doit être à destination de résidents principaux et ce, quel que soit le secteur géographique de Dinan Agglomération (cf PAS p7 : S'adapter à l'évolution démographique). Si la prescription 101 s'adresse davantage aux communes soumises à pression touristique afin d'éviter le développement de résidences secondaires, les prescriptions 46, 48, et 95 à 97 insistent sur la prise en compte des parcours résidentiels, la mixité sociale, le besoin de petits logements et la diversité de l'offre dans l'ensemble des bourgs.

Pour autant le SCoT AEC ne peut pas maîtriser les changements d'usages dans le marché de l'occasion (ventes d'une résidence principale vers une résidence secondaire). C'est pourquoi, dans le tableau de la territorialisation de la production de logements (prescription 93) apparaît un nombre de résidences secondaires qui, au vu des tendances, continuera d'augmenter dans le cadre de transaction. L'objectif est de maîtriser ce nombre et surtout d'éviter que la construction neuve qui compense cette perte de résidence principale n'alimente, elle aussi, la part des résidences secondaires.

## **III.4 Développement économique :**

### *Contributions abordant le sujet :*

@42, @83, @109, @112, @140, @162, @170, C3, MC1, MIM5, MIP3.

### *Questions du public :*

La Commune Beausais sur mer s'interroge sur les possibilités d'extension de sa Zone d'activité.

La zone d'activité de Beausais-sur-Mer est en discontinuité de l'urbanisation sur une commune littorale et pourrait être bloquée dans son développement.

Il a été repéré l'ensemble des zones d'activités économiques en discontinuité de l'urbanisation sur les communes littorales. 3 zones sont concernées :

- Coutelouche à Beausais-sur-Mer
- La Gare à Pleudihen-Sur-Rance
- La Haute Lande à Saint-Cast le Guildo

Ces 3 zones d'activités seront identifiées au SCoT en tant qu'espace urbanisé à vocation économique avec la définition de critères de densité et d'un nombre d'entreprises présentes et des perspectives de développement propre : extension pour Coutelouche, densification pour La Gare et La Haute Lande.

Le gérant de la boutique Fort La Latte envisage de transformer la maison du gardien, aujourd'hui vacante, en un commerce de restauration et de débit de boissons en complément de la boutique existante.

La prescription 63 qui envisage de freiner la construction de nouveaux locaux commerciaux hors périmètre de centralité lui paraît trop restrictive et ne pas tenir compte de toutes les situations existantes, notamment du cas de figure où des constructions existantes et non utilisées pourraient faire l'objet d'un changement de destination en activité commerciale sans induire d'augmentation de flux routiers et de trafic.

Il note que le Conseil Municipal de Plévenon dans son avis du 22 mai 2025 regrette les termes de la prescription 63 et pense que des activités commerciales pourraient se développer au sein des sites touristiques déjà artificialisés dans des constructions existantes.

Deux projets sont concernés sur le territoire de la commune de Plévenon, celui du bar-restaurant dans la maison du gardien du Fort La Latte, et celui du réaménagement du phare du cap Fréhel.

En conséquence, il souhaiterait que la prescription 63 intègre une exception supplémentaire en autorisant le changement de destination des constructions existantes ou de dépendances de monuments historiques ouverts à la visite en locaux à usage commercial, tout en les conditionnant à l'absence de modification de l'emprise au sol et à l'absence d'augmentation significative des flux de trafic.

P34 du Document d'Orientations d'Objectifs est listé les commerces non soumis au Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique et au périmètre de centralité commerciale, notamment les Show-room et la vente à la ferme.

Afin de prendre en compte la demande du propriétaire du Fort la Latte, il est proposé d'y ajouter :

- *S'il s'agit d'un site touristique justifiant d'un volume significatif de visiteurs et dans le cadre d'un changement de destination d'un bâti existant.*

Ainsi, les sites touristiques les plus emblématiques du territoire, bénéficiant d'ores et déjà d'un nombre significatif de visiteurs (Cap Fréhel, Fort la Latte, centre-ville de Saint Cast le Guildo, Sable d'or les Pins, centre-ville de Dinan) pourront bénéficier de cette disposition.

### *Questions de la commission d'enquête :*

Le DOO ne précise pas quelle est la référence pour identifier la surface foncière existante des SIP à la date d'approbation du SCoT. Selon la référence retenue, le périmètre de certains SIP existants pourrait être très consommateur d'espaces naturels ou agricoles. **Le périmètre des SIP ne semble pas suivre un parcellaire identifié. Une définition à la parcelle des SIP vous paraît-il envisageable ?**

Il est indiqué dans le Code de l'urbanisme que le SCoT localise les Secteurs d'Implantations Périphériques et que c'est au PLUiH de les délimiter par un zonage. Il n'est donc pas envisagé de définition à la parcelle des SIP.

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat pense les seuils envisagés de surface minimale commerciale dans les SIP (200 de SDV, 300 de SDP) lui paraissent bas, elle préconise de les rehausser à 300, 400 m<sup>2</sup> ? **Prendrez-vous en compte cette suggestion ?**

Non, en effet, ce seuil vient dans la continuité du précédent SCoT et du PLUiH en vigueur et n'a jamais posé problème. A l'inverse certains magasins de plus de 200m<sup>2</sup> de surface de vente, pourraient ne rien trouver en centre-ville/bourg. S'il existe des surfaces libres pour l'implantation de grands commerces en centre-ville, il faut pouvoir accompagner ces projets. Pour autant, il ne faut pas changer le seuil vers



la périphérie. La nécessité de construction de logements dans les SIP intégrés va clairement freiner l'implantation de nouveau commerce dans ces secteurs.

## **Comment envisagez-vous de répondre aux attentes de la commune de Plévenon et du propriétaire du site de Fort La Latte ?**

cf réponse au propriétaire du Fort La Latte ci-dessus

## **Si les prescriptions liées au développement de la densité et aux qualités naturelles et écologiques nous paraissent développées pour les bourgs et les SIP, elles nous semblent moins avoir été abordées pour les zones d'activités. Une concertation avec les aménageurs de ces zones a-t-elle été réalisée ou est-elle programmée ?**

L'ensemble des prescriptions en matière d'aménagement (Chapitre II) s'applique à : l'ensemble des projets d'aménagement qu'ils soient à vocation d'habitat, commerciale ou économique. Si certaines prescriptions ciblent spécifiquement les centres-bourgs ou zones résidentielles, le DOO s'adresse bien aussi aux zones économiques, notamment en ce qui concerne la qualité paysagère, les mobilités douces, la gestion des eaux pluviales, les énergies renouvelables.... Ainsi la prescription 69 pourrait être renommée : « Nature ou fonctionnalité écologique en zone urbaine »

On peut également noter que les zones d'activités économiques sont d'intérêt communautaire et sont donc gérées par Dinan Agglomération. Les prescriptions sont donc appliquées sur nos zones.

## **Pouvez-vous nous préciser la place dans le SCoT pour la recherche et l'innovation (ex : boucle énergétique avec de petites éoliennes) ?**

L'expérimentation est portée par un mode de gouvernance de la mise en œuvre du volet AEC et du SDENR-R permettant de réagir et de s'adapter rapidement. Les évolutions législatives et les incertitudes (attente de la publication de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie) en cours sur les ENR nécessitent de suivre les changements et de mettre des instances de discussions entre élus pour pouvoir se positionner sur les projets.

Pour autant, le SCoT-AEC peut poser les grandes orientations stratégiques sur l'innovation énergétique, mais ce n'est pas le document le plus opérationnel pour mettre en œuvre concrètement des boucles énergétiques locales ou des expérimentations techniques comme des petites éoliennes. Il joue surtout un rôle d'impulsion, de cohérence et de coordination et peut porter des innovations et expérimentations sur son patrimoine, par exemplarité.

Le SCoT trace la trajectoire énergétique (vision stratégique et long terme traduite dans le mix énergétique) et l'intention politique mais il n'est pas un document de projet ou de recherche :

- o Il ne porte pas de projets techniques (création d'un réseau local, financement de la recherche)
- o Il n'a pas vocation à gérer des dispositifs expérimentaux (smart grids, stockage local, etc.)
- o Il n'impose pas de règles techniques détaillées sur la production d'énergie

## **Comptez-vous mettre à contribution les entreprises, y compris agricoles, au développement EnR ? Par ailleurs, prévoyez-vous un accompagnement des agriculteurs dans les mutations des procédés de méthanisation (de la cogénération à l'injection) ?**

Le SCoT AEC n'est pas l'outil le plus direct ni le plus opérationnel pour accompagner les entreprises ou agriculteurs dans l'évolution des procédés d'énergies renouvelables ou de méthanisation, mais il peut jouer un rôle structurant en donnant une vision territoriale cohérente de la filière, en intégrant les enjeux agricoles, énergétiques et environnementaux et en favorisant la compatibilité spatiale et l'acceptabilité des projets.

Le SCoT AEC agit à un niveau stratégique et spatial. Il ne finance pas ni ne pilote de projets agricoles, mais il crée un cadre favorable et cohérent. Cette vision est également portée par la charte ENR en cours de rédaction et qui sera l'outil de gouvernance du Schéma Directeur des Energies Renouvelable et de Récupération pour l'accompagnement des projets sur le territoire.



Le SCoT AEC n'a pas vocation à gérer les projets d'ENR agricoles individuels, qu'ils soient agrivoltaïque ou de méthanisation car cela relève directement des exploitants. Il ne définit pas les procédés techniques (cogénération, injection, etc.). Il ne finance ni n'autorise les installations (ce sont les DREAL, DDTM). Il n'a pas la compétence agricole ni énergétique directe.

### III.5 Environnement (eau, espaces naturels...) :

*Contributions abordant le sujet :*

@E1, @E3, @E7, @E8, @E9, @E10, @E11, @E12, @E13, @E14, @E15, @E16, @E17, @2, @4, @5, @6, @7, @9, @10, @11, @12, @13, @14, @15, @16, @17, @18, @19, @21, @22, @23, @24, @25, @26, @27, @28, @29, @30, @31, @33, @34, @35, @36, @37, @38, @39, @40, @41, @42, @43, @44, @45, @46, @47, @48, @49, @50, @51, @52, @53, @54, @55, @56, @57, @58, @59, @60, @61, @63, @64, @65, @66, @69, @ 70, @71, @73, @74, @75, @76, @77, @79, @80, @81, @82, @84, @85, @86, @87, @88, @89, @90, @91, @92, @93, @94, @95, @96, @97, @98, @99, @100, @102, @103, @104, @105, @107, @108, @109, @110, @111, @114, @115, @116, @117, @118, @119, @120, @121, @122, @125, @127, @128, @130, @131, @132, @133, @134, @135, @141, @142, @143, @144, @145, @146, @147, @149, @150, @151, @153, @154, @156, @157, @158, @159, @160, @161, @162, @165, @168, @173, C3, C4, C5, C6, DA1, MC1, MIP1,

*Questions du public :*

La très grande majorité des observations **expriment un rejet pur et simple de l'éolien**, mais également sur certains sites parfaitement identifiés : communes de Trébedan, Mégrit, Champs-Géraux.

Le choix de Dinan Agglomération d'intégrer au mix énergétique une énergie considérée comme intermittente, coûteuse pour le contribuable, est contestée du fait des résultats, opposés à cette solution, de la concertation préalable sur le sujet. Il est aussi rapporté que des communes concernées par le schéma éolien et sur lesquelles des zones d'opportunités d'implantation ont été indiquées se sont exprimées défavorablement et qu'il n'a pas été tenu compte du vote du conseil municipal. La manne financière qu'occasionnerait l'implantation d'éoliennes ne compense à aucun moment les atteintes portées à la santé des hommes, des animaux et du Vivant en général.

L'association AEDD de Trébedan (180 adhérents) soutient le projet de SCOT-AEC de Dinan Agglomération, notamment son ambition écologique, mais alerte sur la complexité des documents et l'imprécision des cartographies. Elle souligne le manque d'actualisation des inventaires de biodiversité et demande une meilleure protection des bois et landes de Trébedan ainsi que le reclassement des espaces naturels en zones à forts enjeux. L'association souhaite aussi un soutien aux particuliers pour réduire la consommation énergétique, une réévaluation des distances minimales autour des éoliennes (mâts désormais de 230 m) et considère le projet éolien de Trébedan incompatible avec les objectifs de préservation de la biodiversité. Enfin, elle défend des énergies renouvelables locales mais critique la revente de projets à l'étranger.

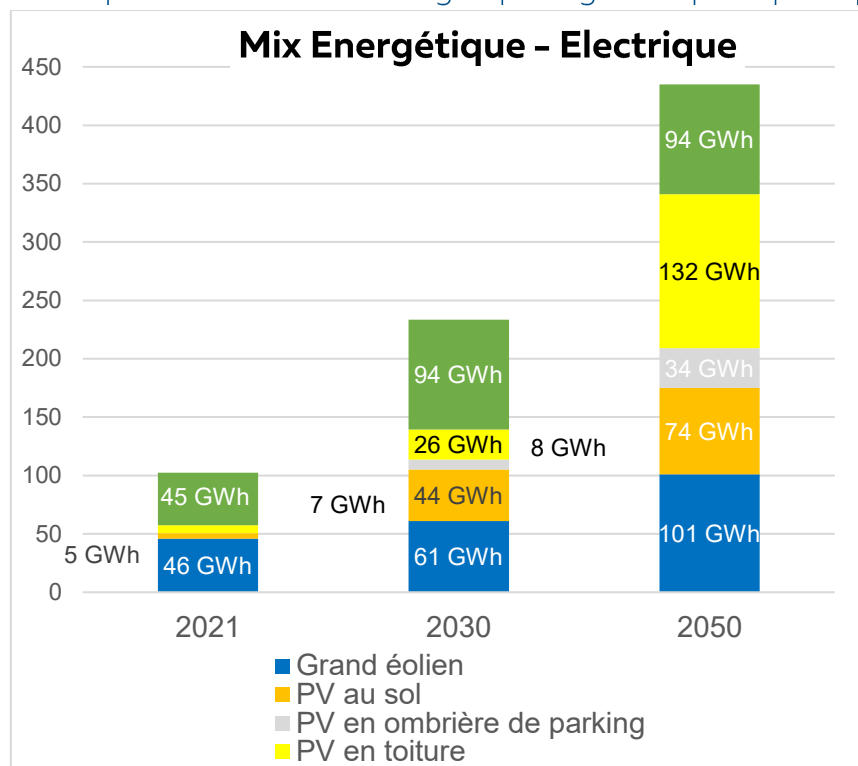
Par ailleurs, l'impression d'être « envahi » par les éoliennes est également prégnant dans les opinions exprimées. Ainsi, des habitants du secteur d'Yvignac-la-Tour et Broons rassemblant les 10 éoliennes présentes sur le territoire de Dinan Agglomération considèrent être suffisamment impactés. **Aussi, vous veillerez à répondre de manière circonstanciée à cette problématique qui semble atteindre la sensibilité des habitants.**

Seule la commune de Trébedan soutient le projet d'implantation de deux éoliennes, l'une près du site protégé et restauré (Obligation Réelle Environnementale confiée en gestion à Bretagne Vivante par la commune) des Grandes Landes, dans un contexte boisé, l'autre près d'une exploitation agricole. La commune regrette que la prescription 17 indiquant que « la production d'énergie renouvelable par méthanisation, éolienne n'est pas autorisée dans les réservoirs de biodiversité » empêche l'implantation du dispositif situé par ailleurs en Espace Boisé Classé comme le sont tous les espaces boisés sur le territoire de Dinan Agglomération. Elle demande le retrait de cette disposition, qu'elle juge anormalement prescriptive sans examen préalable des mesures ERC du projet.

Concernant le pour ou contre les éoliennes, l'Etat vient de publier : « Débats sur l'énergie – Démêler le vrai du faux ».

Dinan agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de la production d'énergie et la nécessité de ne plus dépendre des énergies fossiles. Ces objectifs, inscrits dans la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC 3), la future programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalités des Territoire (SRADDET) s'imposent au Schéma de Cohérence Territorial Air Energie Climat.

Dans ce contexte, Dinan agglomération souhaite tendre vers une autonomie énergétique par la promotion d'un mix énergétique largement porté par le photovoltaïque sur toiture.



L'énergie éolienne ne peut pas être exclue du mix énergétique. Le territoire compte aujourd'hui 10 éoliennes ce qui est relativement faible au regard du potentiel sur le territoire. Dinan agglomération prône le développement de 5 éoliennes et le repowering de parcs existants afin d'aboutir au 101 GWh pour 2050. Aucun secteur préférentiel n'a été identifié. La carte, présente à la page 62 du diagnostic énergétique, a été établie au regard des critères nationaux permettant l'identification des gisements. Cette carte n'a aucune valeur de projet.

Les zones d'accélération des énergies renouvelables identifiées par les Conseils Municipaux, n'ont pas vocation à exclure des secteurs mais à privilégier certains. Aujourd'hui la réglementation ne permet pas d'exclure certains gisements par principe.

Dinan Agglomération a fait le choix, dans un objectif de préservation de la biodiversité et des espaces naturels les plus remarquables, d'indiquer que les cœurs, les réservoirs et les corridors écologiques n'ont pas vocation à accueillir des dispositifs de production énergétiques, tels que les éoliennes, les projets photovoltaïques au sol (hors espaces dégradés) et les installations de méthanisation.

La mise en place d'un projet nécessite de nombreuses études d'impacts sur la biodiversité, la fonctionnalité écologique des terrains, les impacts visuels et sonores....

Dinan Agglomération élabore des chartes d'ENR afin de promouvoir des projets concertés, partagés et générant des retombées locales pour les communes et les habitants du territoire.

Le propriétaire du site Fort La Latte considère que la prescription 130 qui indique que : « l'accès aux sites, (Cap Fréhel et Fort La Latte notamment) doit être limité pour éviter la sur fréquentation par l'éloignement et la gestion du stationnement, voire des restrictions d'accès » repose sur une dénaturation des faits et une appréciation erronée.

Il rappelle que le Fort La Latte est une propriété privée et que la légalité de cette orientation se pose et que dans la gestion de ce site, les propriétaires ont toujours pris les mesures pour le préserver avec un taux de fréquentation stable depuis des années.

Au regard de la gestion rigoureuse du site (zonage de protection et un encadrement administratif et réglementaire strict), les termes « vulnérables » et « sur fréquenté » lui paraissent inappropriés, voire inacceptables. Aussi, il demande que cette prescription soit supprimée, ou voire remplacée par la rédaction suivante : « L'accès aux sites les plus emblématiques (Cap Fréhel et Fort La Latte notamment) doit rester maîtrisé ».

*Il est proposé que la prescription 130 soit reformulée de cette manière : Les pics de fréquentation sur les sites les plus emblématiques (notamment Cap Fréhel et Fort la Latte) doivent être étudiés et limités pour préserver les fonctionnalités écologiques des sites.*

*L'objectif n'est pas de réduire la fréquentation actuelle mais bien contenir son développement et de préserver ces espaces naturels et patrimoniaux, qui peuvent devenir vulnérables par une trop forte fréquentation à certains moments de l'année.*

Plusieurs contributions soulignent néanmoins l'intérêt porté par Dinan Agglomération à la préservation des éléments environnementaux : trame verte et bleue détaillée en cœurs et corridors de biodiversité dont plusieurs qualifiés de sites remarquables par le Parc Naturel Régional Vallée de la Rance - Côte d'Émeraude et qualité de vie préservée dans de beaux paysages. Des protections supplémentaires seraient toutefois envisageables (Grandes Landes par exemple). D'autres pointent l'incohérence du projet de SCoT avec les ambitions du PNR, essentiellement du point de vue de la poursuite de l'urbanisation.

#### *Questions de la commission d'enquête :*

Au vu de la mobilisation d'habitants de TREBEDAN contre le projet communal, sur un foncier public, de construction de 2 éoliennes, pouvez-vous préciser si le projet se situe dans un secteur éolien identifié au diagnostic « Énergie » et si oui, **sous quel numéro (le schéma page 62 du diagnostic, outre une échelle très petite, ne comporte pas de légende) de manière à ce que la commission d'enquête puisse identifier la problématique de ce projet ?**

*Cette carte représente les gisements potentiels, c'est-à-dire sans aucune étude au préalable, rien qu'en appliquant les distances minimums vis-à-vis des habitations et les contraintes réglementaires.*

*La carte ci-dessous reprend la carte du diagnostic des secteurs potentiels d'implantation d'éolienne. Ce ne sont pas des secteurs de projet mais bien des gisements.*




*Le gisement de Trébédan correspond au n° 24*

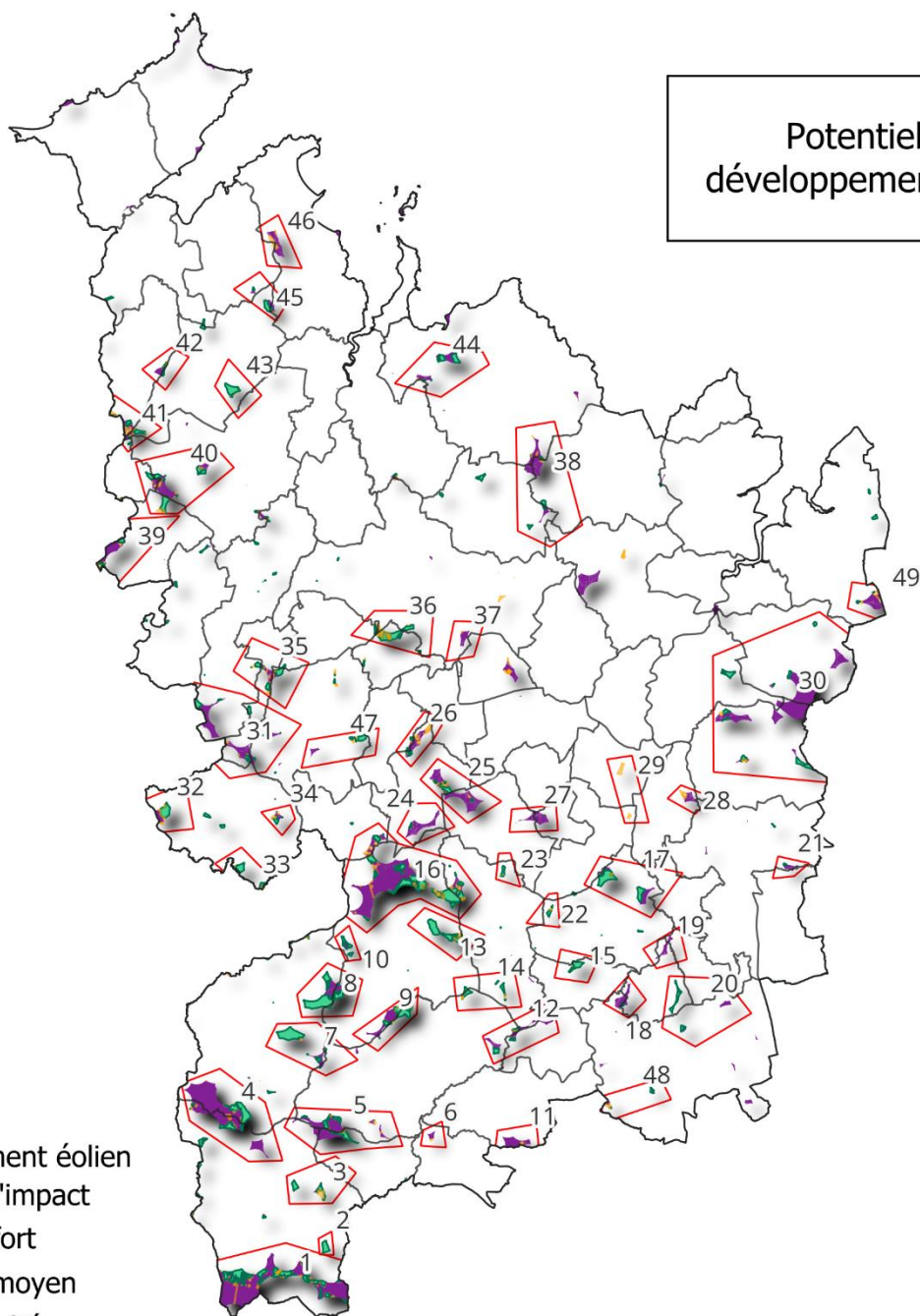
## Potentiel de développement éolien

### Légende

-  Dinan
-  Communes
-  Secteurs éoliens

Zones de développement éolien classées par niveau d'impact

-  Zones à impact fort
-  Zones à impact moyen
-  Zones d'opportunité



La définition des contraintes ou impacts forts et moyens est issue de l'application des critères ci-dessous. Par exemple : Un gisement potentiel dans lequel se trouve des zones humides déjà identifiées sera considéré comme étant à impact fort. En revanche, un gisement qualifié d'opportunité pourra, à l'issue d'études environnementales poussées, se retrouver inapte à recevoir des éoliennes. Ce ne sont donc que des qualifications indicatives.

Dénomination	Grand éolien
Périmètres de protection de 500 m des monuments historiques	
Zones classées	
Zones inscrites	
Zone de Présomption de prescription archéologique PLUI (ZPPA)	
Patrimoine paysager à protéger PLUI	
Zones à 500m du littoral	
Point de vue paysage PNR	
Zonages AVAP	
Natura 2000 : ZPS	
Espaces naturels sensibles (ENS)	
Sites naturels remarquables PNR	
Cœur de biodiversité PNR	
Corridors écologiques remarquables PNR	
Zones humides protégées PLUI	
Zones inondables PLUI	
Zones avec des mesures compensatoires prescrites	
Périmètre d'exposition au risques PPRI PLUI	
Trame verte et bleu	
ZNIEFF 1-2	
Espaces boisés et forestiers	
Zone de raccordement simple aux postes sources	
200 m autour des axes routiers	
200 m autour des axes ferrés	
200 m autour des réseaux électriques aériens	
Aérodrome avec rayon de protection de 5 km	
Plan de servitudes aéronautiques	
Pente supérieure à 10%	
Périmètre de 500 m autour des habitations	

Légende	
	Interdit réglementairement
	Zone à enjeu fort
	Zone à enjeu moyen
	Sans enjeu
	Opportunité

La prescription 17 du DOO comporte l'interdiction a priori la construction d'éoliennes en corridors de biodiversité.  
**Comment cette interdiction a-t-elle été déterminée ? Envisagez-vous d'amender le projet de SCoT en fonction des contributions de la commune de Trébédan et de ABO Energy ?**

Au regard du risque juridique évoqué par la notion : « *n'est pas autorisé* », la prescription 17 du DOO sera reprise de cette manière :

*“ Les espaces naturels, agricoles ou forestiers définis comme réservoirs de biodiversité font l'objet d'une protection par le PLUiH permettant la préservation de leurs fonctionnalités écologiques.*

*Au sein des réservoirs de biodiversité, les nouvelles constructions agricoles ou extensions de l'existant peuvent toutefois être autorisées à condition de ne pas créer de nouveaux sièges d'exploitation et de ne pas impacter les fonctionnalités écologiques.*

*Les aménagements légers, compatibles avec les fonctionnalités écologiques des lieux, peuvent y être autorisés.*

*Les constructions ou installations destinées à la production d'énergie renouvelable sont à éviter dans les réservoirs de biodiversité ».*

Les réservoirs de biodiversités présentent des fonctionnalités écologiques qu'il est nécessaire de préserver de toute urbanisation qui, par principe, présente des impacts.

La prescription 17 du DOO concerne également les dispositifs de méthanisation. **Pouvez-vous lister les raisons pour lesquelles une installation de méthanisation constitue un obstacle à la protection de la biodiversité ?**

Il ne s'agit pas tant de considérer la biodiversité que les réservoirs de biodiversité dont la fonctionnalité est multiple. Les incidences de la réalisation d'une installation de méthanisation sont multiples :

Elle a une empreinte physique et constitue une occupation du sol. Elle participe donc à l'artificialisation des sols et à la consommation d'ENAF : les digesteurs, silos, stockages de digestat, bâtiments et voies d'accès peuvent artificialiser et fragmenter les habitats naturels. Cette fragmentation peut entraîner une perte d'habitat : les prairies, haies, zones humides ou boisements peuvent être détruits ou modifiés, la continuité des corridors écologiques (zones de migration, habitats faune/flore) peut être interrompue.

Elle peut générer des risques liés aux matières entrantes et aux effluents. L'apport de déchets organiques ou agricoles est source de risque de pollution des sols et de l'eau en cas de fuite ou de débordement de digestat. Elle peut modifier la fertilité locale : les digestats épandus peuvent changer la composition chimique des sols et favoriser certaines espèces au détriment d'autres, réduisant la biodiversité locale. Le ruissellement du digestat vers les zones humides peut provoquer la prolifération d'algues ou la dégradation de la qualité de l'eau, l'eutrophisation des cours d'eau.



Elle peut avoir des impacts indirects sur la faune et la flore. Le bruit et le trafic des camions pour l'apport des matières et la collecte du digestat peuvent déranger la faune, notamment les espèces sensibles aux perturbations humaines. Les installations industrielles bénéficient souvent d'un éclairage nocturne pour des raisons de sécurité, qui peut affecter les espèces nocturnes (insectes, oiseaux, mammifères). Elle peut également être source d'attraction pour les espèces opportunistes : les odeurs et déchets peuvent attirer corbeaux, rongeurs ou insectes nuisibles, perturbant les écosystèmes locaux. Elle peut également présenter des risques chimiques et sanitaires en cas de fuites de gaz ou d'ammoniac et avoir un impact potentiel sur la flore et la faune locales. L'épandage de digestat non stabilisé peut introduire des micro-organismes pathogènes dans les sols ou les cours d'eau sensibles. Pour l'ensemble de ces raisons, le présent SCoT souhaite éviter l'installation de méthanisation dans ces zones pour préserver la continuité écologique et éviter la fragmentation des habitats, éviter les pollutions accidentelles qui pourraient menacer des espèces sensibles, réduire le dérangement de la faune et le stress sur les écosystèmes fragiles. Enfin, il garantit la cohérence avec les objectifs de conservation définis dans le SRADDET et la Charte de PNR.

Dans le Projet d'Aménagement Stratégie, l'on peut lire sous l'objectif « Préserver la qualité de l'eau » que le développement urbain sera planifié « en tenant compte des capacités de traitement, des solutions techniques à venir et des capacités du milieu récepteur ». Or non seulement les masses d'eau superficielles qui constituent un réseau important sur le territoire n'atteignent le bon état écologique que pour 4% des cours d'eau selon l'étude réalisée en 2017 par l'agence de l'eau Loire-Bretagne (nitrates, phosphore, pesticides, micropolluants, atteinte à la morphologie, obstacles à l'écoulement, altération des débits), mais encore, La Rance, principal milieu récepteur d'assainissement, est classée en zone sensible à l'eutrophisation depuis 1999.

**Pouvez-vous détailler ce point stratégique de calage du développement sur les capacités du milieu récepteur ?**

L'analyse des milieux récepteurs est prise en compte dans la détermination de la conformité des différentes STEP qui elle-même conditionne le développement de l'urbanisation. Ce point sera détaillé dans l'analyse des capacités d'accueil ajouté à l'Etat Initial de l'Environnement.

**Préalablement aux extensions d'urbanisation, envisagez-vous d'accélérer la réhabilitation des installations existantes dont un grand nombre ne répondent pas aux exigences légales ?**

Dinan agglomération a mis en place un Plan Pluriannuel d'Investissement sur le réseau et les infrastructures d'assainissement pour pouvoir mettre au norme un maximum d'installations. Les extensions de l'urbanisation sont conditionnées au bon fonctionnement des installations de traitement des eaux usées.

Plus généralement, dans un contexte de changement accéléré du climat (voir PJ 1 pour les données concernant votre territoire à l'horizon 2100), **pensez-vous que votre document prend suffisamment en compte les effets du changement climatique sur les sujets suivants : ressource en eau, mobilités actives (maillage territorial), élévation du niveau marin et recul du trait de côte ?**

Le premier axe du DOO est consacré aux défis de la planification en lien avec les transitions écologiques, énergétiques et climatiques, à travers la protection de la ressource en eau, la biodiversité et les fonctionnalités écologiques, les risques et vulnérabilités, la sobriété énergétique et la sobriété foncière. Conformément au Code de l'urbanisme, le DOO formule des orientations générales et renvoie au PLUi-H la responsabilité d'évaluer les besoins et d'adapter la réponse territoriale.

Aussi, les connaissances sur le changement climatique évoluent continuellement et nécessitent une observation des phénomènes. Aujourd'hui, certaines connaissances ou études sont encore insuffisantes ou en cours : évolution de la disponibilité de l'eau et de son partage entre les usages, recul du trait de côte... et ne permettent pas d'aller plus loin dans les engagements à ce stade.

Néanmoins, la question de l'adéquation entre les ambitions du SCoT et les outils à disposition peut être posée et demandera sans doute de réévaluer les réponses apportées aujourd'hui lors de futures révisions du SCoT-AEC.

Dans le programme d'actions du volet AEC, le dispositif de suivi et de mise en œuvre met en avant : les indicateurs de suivi, une analyse des projets par la pesée des intérêts, la prise en compte d'études à venir. L'évaluation à 3 puis 6 ans du document permettra de définir les évolutions nécessaires.

### **III.6 Agriculture :**

*Contributions abordant le sujet :*

@E4, @E17, @2, @4, @156, @157.

*Questions du public :*

Des contributeurs soulignent l'importance de soutenir une agriculture durable.

En compatibilité avec le SRADDET qui encourage le développement des circuits courts alimentaires, la structuration des filières bio et la vente directe à la ferme, un contributeur suggère :

- De protéger les pâturages attenants aux bâtiments d'élevage (levier de qualité de l'eau) ;
- Donner la priorité à l'agriculture paysanne biologique en identifiant les fermes bio comme espaces stratégiques agricoles à protéger, en favorisant les projets de vente directe à la ferme ou sur les marchés, en cohérence avec le Projet Alimentaire Territorial ;
- Conditionner toute extension urbaine sur des terres agricoles biologiques pâturables à la démonstration préalable de l'épuisement des capacités de densification et de réhabilitation du bâti existant ;

A son sens, le SCoT-AEC doit aller plus loin pour être véritablement compatible avec la trajectoire ZAN, le SRADDET Bretagne, les engagements du PNR Vallée de la Rance – Côte d'Émeraude et le Projet Alimentaire Territorial.

Enfin, une contributrice soulève la problématique de la construction de logement sur les terres agricoles lors de l'installation d'une nouvelle activité, notamment lorsque le porteur de projet ne dispose pas de logement par ailleurs.

*Questions de la commission d'enquête :*

La MRAE estime que Les règles applicables aux différents espaces de l'armature de la trame verte et bleue constituent des dispositifs essentiels au soutien de la biodiversité, alors que la chambre d'agriculture demande qu'elles soient nuancées et que soit permise à minima les constructions agricoles dans les corridors écologiques. La chambre d'agriculture demande une évolution de la prescription 145 concernant le changement de destination des anciens bâtiments agricoles en friche, afin qu'elle intègre explicitement la condition d'absence d'impact négatif sur l'activité agricole environnante alors que certaines collectivités estiment que la condition de proximité de la friche agricole avec les équipements et services est beaucoup trop limitative et s'interroge sur le devenir de celles-ci si elles ne peuvent être valorisées.

La Chambre d'Agriculture conteste que les logements de fonction agricole soit considéré comme un bâtiment agricole. Selon leur lecture, la décision du CE du 13 février 2024 reconnaît au logement un lien de fonctionnalité avec l'exploitation agricole, mais en aucun cas une destination agricole au sens du Code de l'urbanisme.

L'Ae recommande l'intégration de mesures spécifiques visant la protection des espaces agricoles et forestiers, incluant l'identification des prairies pour leur capacité de stockage de carbone ainsi que la définition d'espaces agricoles stratégiques. À titre d'exemple, le SCoT-AEC pourrait désigner des zones agricoles protégées (ZAP) ou établir des périmètres de protection des espaces naturels et agricoles périurbains (PENAP).

### **Comment envisagez-vous la priorisation des réponses à ces demandes paradoxales ?**

Dans la note en préambule de l'enquête publique, vous réaffirmer la place de la trame verte et bleue et votre volonté de la renforcer, sans nuire à l'activité agricole sur le territoire, **pouvez-vous nous préciser comment vous envisagez la priorisation, entre les demandes contraires ?**

L'objectif est d'avoir un SCoT AEC opérationnel et traduisible dans le PLUiH, tout en maintenant les ambitions portées en matière de Trame Verte et Bleue et de biodiversité.

Contrairement au PLUiH, le SCoT AEC n'est pas un document opérationnel, mais il fixe les principes de priorisation et de compatibilité entre usages du sol. Dans un document de planification où les objectifs semblent contradictoires, la réglementation et les bonnes pratiques proposent une hiérarchie de principes :

Priorité à la préservation des espaces écologiques stratégiques : Les réservoirs de biodiversité (zones humides, forêts...) et les corridors écologiques constituent le socle de la Trame Verte et Bleue. Le SCoT AEC doit être compatible avec l'article L110-1 du Code de l'environnement et le SRADDET. La préservation des continuités écologiques devant être assurée, le principe est d'éviter toute artificialisation de ces zones, sauf exception motivée ou compensée.

Concernant le développement agricole et maintien des exploitations, le SCoT AEC doit aussi assurer la viabilité agricole (maintien des exploitations, accès aux terrains, infrastructures agricoles...). Il s'agit d'anticiper et de prendre en compte les besoins des exploitants (logement, bâtiments d'élevage, stockage de matériel ou de biomasse...) mais en tenant compte du principe de privilégier l'implantation sur les zones déjà artificialisées ou à faible valeur écologique.

Le SCoT AEC développe donc une stratégie de conciliation permettant au PLUiH de mettre en œuvre un zonage différencié : prioriser les réservoirs de biodiversité pour la conservation et orienter les activités agricoles nouvelles ou extensions vers des zones hors continuités écologiques, ou sur des parcelles déjà modifiées (bâtiments existants, friches, zones agricoles moins sensibles).

Le SCoT AEC traduit donc cette priorisation (notamment dans le DOO). Il n'empêche pas le développement agricole, mais il oriente son implantation, sa densité et sa conception pour minimiser l'impact sur la TVB et la ressource en eau. La traduction de cette priorisation dans le PLUiH est établie à la suite d'échanges réguliers avec la Chambre d'Agriculture afin de concilier au mieux avec le développement agricole. A noter toutefois que le SCoT n'est pas habilité à définir ou interdire des modes d'exploitation agricole.

**Concernant la qualification des logements de fonction agricole, nous notons dans cette même note que la prescription 144 sera modifiée. Pouvez-vous le confirmer ici ?**

Au vu de la jurisprudence, la rédaction de la prescription 144 sera revue. L'objectif sera de maintenir l'intention de préserver les logements de fonction au sein de l'exploitation et d'éviter qu'il soit revendu à un tiers.

*« Dans les zones agricoles, la création de nouveaux logements de fonction d'agriculteurs doit être réservée aux besoins d'une permanence sur site et être localisée à proximité immédiate du siège existant. Les logements de fonction créés par cette nécessité de permanence, y compris de manière rétroactive, devront garder cette vocation première. »*

**Envisagez-vous de déterminer dans le DOO qui sera adopté « les espaces agricoles » à protéger ?**

Non, c'est au PLUiH de déterminer à l'échelle parcellaire les espaces agricoles impactés par une classification en zone NP et N en lien avec l'armature verte du SCoT

**Les atteintes à l'état chimique et écologique des masses d'eau superficielles se retrouvent dans les masses d'eau littorales, le SDAGE ciblant 2 territoires en tant que « baie algues vertes » dont l'origine est essentiellement agricole. Pouvez-vous nous préciser en quoi consiste l'accompagnement foncier auprès des agriculteurs pour permettre la préservation des ressources en eau ?**

Le Droit de Préemption Urbain s'applique depuis 2023 aux périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaines (CSP art L1321-2) sur le territoire de Dinan Agglomération. L'idée est de suivre les mutations dans ces zones et d'agir concrètement, dans la mesure du possible, sur la gestion des terres agricoles dans ces périmètres sensibles : mise en place d'Obligation Réelle Environnementale pour suivre les pratiques agricoles, mettre en réserve, lutter contre la spéculation foncière, etc.

**Comment envisagez-vous votre partenariat avec la SAFER sur les mutations foncières ?**

Le partenariat avec la SAFER est d'ores et déjà existant et se concrétise à travers une convention partenariale (Dinan Agglomération/SAFER) et l'utilisation de l'outil vigi-foncier.



**De même, afin d'améliorer le ratio d'autonomie alimentaire du territoire, à savoir la diversification, la limitation de l'élevage intensif (puisque le constat de 3 UGB par ha sur le territoire représente le double du seuil critique), comptez-vous mettre en place des actions avec d'autres partenaires ?**

Pour le moment il n'y a pas d'autres partenariats envisagés.

### **III.7 Infrastructures :**

*Contributions abordant le sujet :*

@83, @141, @148, @167, C6

*Questions du public :*

L'association du quartier du Bouloir note que le DOO évoque la nécessité d'apaiser la circulation, alors que certains quartiers souffrent déjà de congestion. La densification sans études approfondies de ses effets sur la circulation lui paraît incohérente et demande que soit rendu obligatoire une étude de circulation préalable à toutes opérations de densification.

Un contributeur écrit :

« L'objectif, louable, de favoriser les mobilités alternatives devra se traduire dans l'organisation et la mise en œuvre d'aménagements permettant à l'ensemble des usagers du domaine public :

- d'avoir la liberté de choix de son mode de transport : voiture personnelle, covoiturage et modes actifs (vélo ou marche) ;
- de pouvoir faire ce choix en toute sécurité.

Ce pourrait être l'objet d'un schéma directeur articulant cette démarche au niveau du territoire, de chacun de ses secteurs et de chaque commune »

*Questions de la commission d'enquête :*

**L'agglomération de Dinan a-t-elle réalisé une étude de l'impact de la densification sur les flux de circulation du territoire ?**

Dinan Agglomération a réalisé une étude EMC<sup>2</sup> (enquête mobilité certifiée Cerema) mettant en avant les flux de circulation liés aux déplacements quotidiens des ménages du territoire. Tout projet soumis à évaluation environnementale doit prendre en compte l'impact sur les flux générés, les mobilités actives et les réfections de voirie nécessaires.

Pour des projets non soumis à évaluation environnementale, la réalisation d'étude d'impact, plus sommaire, peut également avoir lieu à l'échelle du projet urbain.

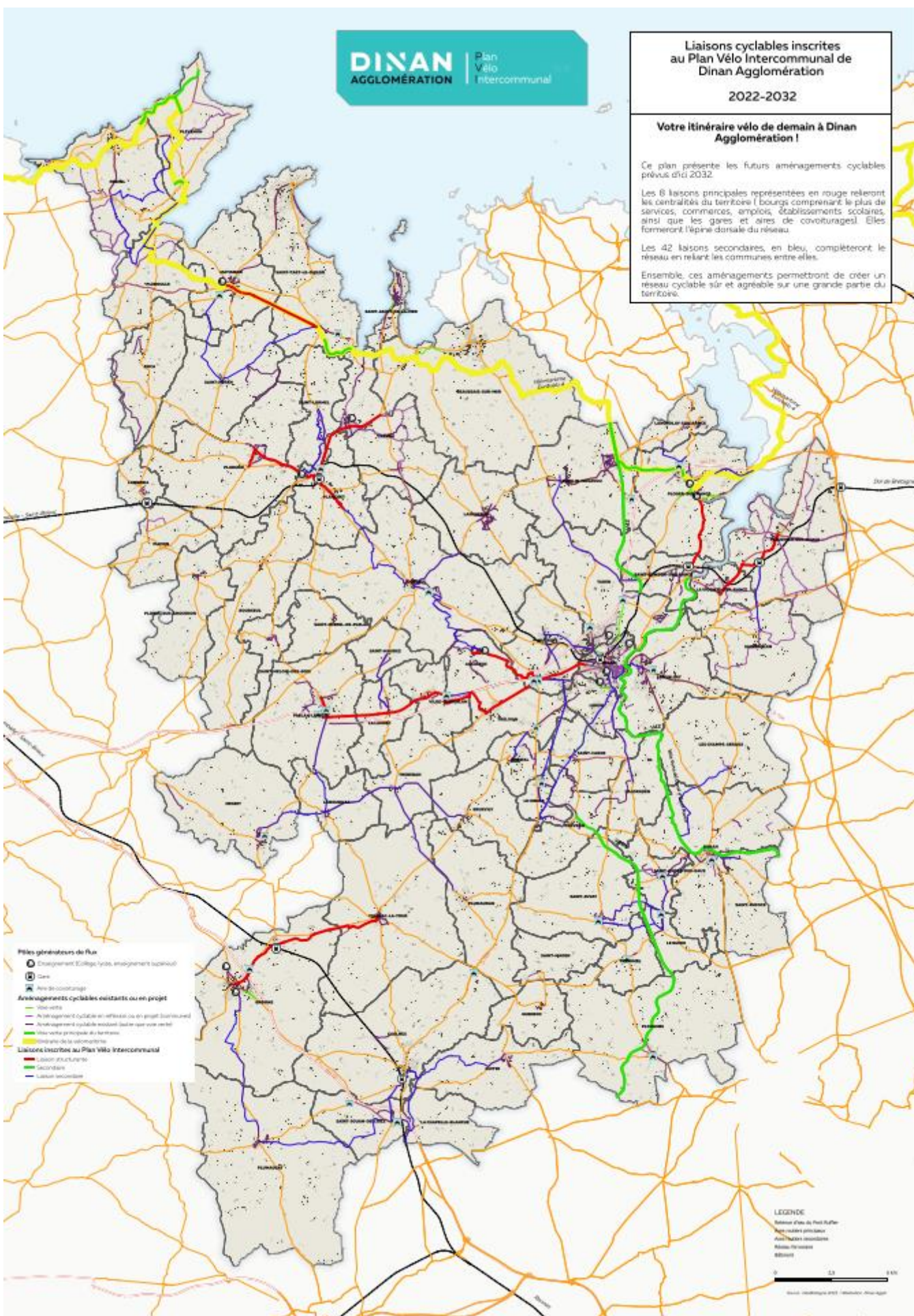
Les orientations du DOO définissent un cadre général à ce titre, favorisant le développement de l'utilisation des mobilités décarbonées et actives, visant ainsi à réduire les flux automobiles. (I.E.V Conforter et valoriser l'accessibilité et la desserte interne au territoire par une mobilité décarbonée / I.E.VI. Améliorer la desserte des liaisons avec les pôles extérieurs / II.C.I. Faire de la sécurité et du confort des usagers à pied ou à vélo la priorité des projets d'aménagement).

**Dinan agglomération a-t-elle un schéma Directeur des mobilités alternatives ?**

**En ce qui concerne les mobilités douces, existe-il un maillage territorial en dehors de la voie verte qui ne concerne qu'une partie du territoire ?**

Dinan agglomération a défini et met aujourd'hui en œuvre son Plan Vélo (cf carte ci-dessous, qui sera intégrée à l'Atlas) en partenariat avec les communes et le Département.

La priorité est aux liaisons structurantes. Ce réseau de voies cyclables permet de mailler l'ensemble du territoire.



Le SCOT met en avant dans son diagnostic le débordement du territoire des migrations pendulaires. Des projets de renforcement des transports publics pour faciliter ces déplacements sont évoqués, mais sans planning



prévisionnel de leur réalisation et de leur maîtrise d'ouvrage, **auriez-vous des précisions à apporter sur ce sujet aux lecteurs du SCoT ?**

Les transports entre Dinan et les territoires voisins sont gérés par la Région. Dinan agglomération participe régulièrement aux échanges organisés par la Région à l'échelle des territoires de mobilité. Le renforcement de la gare de Dinan a permis l'augmentation du nombre de train à destination de Dol et Lamballe. De plus, la gare de Caulnes est identifiée comme Pôle d'Echange Multi Modal (PEM) et permet une desserte régulière vers Rennes et St-Brieuc. L'adhésion de Dinan Agglomération à Bretagne mobilités va permettre aux bassins de mobilité de travailler sur une offre supplémentaire de connexion entre territoires voisins.

### **III.8 Loi littoral :**

*Contributions abordant le sujet :*

@164, MIM2, MIM5, MIP3.

*Questions du public :*

Ce sujet est abordé tout d'abord par le prisme de l'inquiétude de l'élévation du niveau de la mer et de la prise en compte des activités marines.

Un contributeur s'interroge sur l'évolution des zones d'activités situées en zone littorale.

*Questions de la commission d'enquête :*

L'État note que le SCoT aborde peu cette thématique alors que sa note d'enjeux demandait d'identifier les besoins d'installation et d'équipements à terre pour ces activités. **Pouvons-nous disposer de la note d'enjeux de l'Etat ?**

Oui cf pièce jointe.

L'État demande également des compléments sur la capacité d'accueil des communes du littoral et sur la délimitation des espaces naturels présentant un caractère de coupure **afin de répondre aux attendus du code de l'urbanisme.**

Un paragraphe spécifique dans le diagnostic sera ajouté pour faire apparaître la capacité d'accueil des communes littorales et estuariennes.

Concernant les coupures d'urbanisation, plusieurs critères et fondements sont utilisés pour identifier ces espaces :

- Les fondements paysagers et visuels : Les espaces peuvent participer à la préservation du panorama littoral et éviter l'étalement urbain ou le mitage des paysages remarquables. La topographie, la visibilité depuis la mer, la continuité des paysages naturels sont analysées. Ces espaces contribuent à la lecture de la structure urbaine et rurale depuis et vers le littoral (notion de co-visibilité par exemple).
- Les fondements écologiques et environnementaux : Les espaces doivent conserver des habitats naturels, zones humides, dunes, forêts littorales, prairies... Ils contribuent à la trame verte et bleue, au travers des corridors écologiques, des réservoirs de biodiversité, etc. Ces espaces permettent de maintenir la fonctionnalité écologique entre littoral et rétro-littoral, tout en jouant un rôle de coupure urbaine.
- Les fondements urbanistiques et réglementaires : Il s'agit également d'évaluer de manière empirique la coupure entre les zones urbanisées et les espaces naturels littoraux. En fonction de la situation locale, les critères peuvent être la continuité avec les zones non urbanisées voisines, une distance suffisante pour constituer une frange à l'urbanisation, la limitation de la densité bâtie ou du mitage urbain... Par ailleurs, certaines zones sont inconstructibles pour des raisons de risque (zones inondables du PPRI, PPRL...) ou de préservation écologique (zones Natura 2000, ZNIEFF et espaces protégés) qui renforcent la justification de la coupure.

L'application de la loi Littoral dans le SCoT AEC s'est faite dans la continuité des travaux précédents (SCoT du Pays de Dinan, PLUiH, Charte de PNR) afin de sécuriser au maximum les documents

d'urbanisme et de fait les autorisations. Les coupures d'urbanisation s'appuient donc sur les coupures déjà existantes.

La délimitation des espaces proches du rivage et des coupures d'urbanisation figure-t-elle seulement dans l'annexe 2 du DOO, sous forme de plan A4 ?  
Il est possible de proposer une carte globale qui apparaîtra dans l'atlas.

Conformément à l'Art L.141-13 du CU, il aurait été opportun de réaliser une identification des secteurs propices aux ouvrages de défense. À défaut, on pourrait considérer que l'EPCI estime qu'aucun ouvrage n'est nécessaire ou justifié.

Le travail est en cours, en parallèle de l'étude sur l'érosion du trait de côte. On ne peut pas dire aujourd'hui qu'aucun ouvrage n'est nécessaire.

Le SCoT-AEC n'évoque pas la manière dont la capacité d'accueil pour les communes littorales est déterminée, alors que l'article L.121-21 du CU l'impose en ces termes :  
« Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte de la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 ;  
1° bis De l'existence de **risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine, et de la projection du recul du trait de côte** ;  
2° De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;  
3° Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés.

Un paragraphe spécifique à la capacité d'accueil des communes littorales sera rédigé et ajouté à l'Etat initial de l'Environnement.

Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou **la reconstruction des constructions existantes**.

La prescription 24 indique que les espaces soumis à un risque naturel ou technologique, actuel ou prévisible à moyen ou long terme, doivent être préservés de toute urbanisation, dès lors que la sécurité des biens ou des personnes est en danger. Une opération qui augmenterait le risque (artificialisation) ou le nombre de personnes soumis à un risque, pourrait être considérée comme de l'urbanisation. Ainsi, une reconstruction à l'identique qui n'augmente pas le nombre de personnes soumis au risque sera autorisable. En revanche une reconstruction d'une habitation pour un hôtel ou un immeuble pourrait être refusé au regard du nombre supérieur de personnes soumises au risque.

**Existe-t-il une stratégie de repli pour les zones soumises au risque du retrait du trait de côte ?  
Comment serait-elle conduite par Dinan Agglomération ? Quelle sera la traduction dans le SCoT ?**

La prescription 26 indique la possibilité de relocaliser les constructions qui seront soumises à un risque avéré. Pour l'instant aucun secteur de repli n'a été identifié car le travail sur la cartographie du recul du trait de côte est cours. La stratégie sera donc définie à la suite de ce travail.

**Le projet aborde la question de la répartition des usages de l'eau en zone littorale. Pouvez-vous donner des précisions ?**

La prescription 128 fait état de la capacité d'accueil du littoral et donc de la nécessité de définir les projets d'hébergements au regard de la disponibilité de la ressource en eau.  
Cette question est abordée dans l'Evaluation Environnementale vis-à-vis de la population et de la santé humaine. Parmi les mesures identifiées la prescription d'une priorisation des usages économiques existants dépendants de l'accès au littoral ou à la mer est formulée, ainsi que des réserves vis-à-vis des conflits d'usages liés à la consommation d'eau sur le littoral.

La prescription 9 évoque également les études HMUC dont les conclusions identifieront les usages de l'eau y compris sur le littoral.

En complément, la question des usages en mer et du littoral sera développée dans le cadre de l'étude sur la planification en mer.

Les constructions et installations à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics ne pouvant être autorisés que dans les secteurs déjà urbanisés (SDU) identifiés par le schéma de cohérence territoriale, leur détermination est importante. **Avez-vous évolué dans la définition du SDU (second critère : aménagements urbains, jugé trop large par l'Etat) ? Modifierez-vous la liste figurant au projet de SCoT ?**

Le SDU sur la commune de Beaussais-sur-Mer sera retiré de la liste

**De la même façon, modifierez-vous la liste les villages loi-littoral aussi identifiés au SCoT ?**

En revanche, les villages loi littoral resteront dans la liste des villages. Les deux villages sur Plouër-Sur-Rance sont d'ores et déjà considérés comme village dans le PLUiH actuel et celui de la Vicomté-Sur-Rance à une proximité telle avec le bourg que la qualification de village paraît plus appropriée. Il est rappelé que l'enjeu est moindre car les villages (dans leur globalité) non pas vocation à se développer par extension, mais uniquement par densification.

La Région note que le document affirme clairement la priorité donnée aux activités nécessitant une proximité de la mer, **un volet maritime dans le document permettrait cependant de compléter les orientations en la matière. Envisagez-vous de le développer dans le document qui sera approuvé ?**

Non, mais l'intégration des résultats de l'étude de la planification en mer se fera dans le cadre d'une prochaine modification du document.

### **III.9 Volet Air Énergie Climat :**

*Contributions abordant le sujet :*

@E1, @E3, @E7, @E8, @E9, @E10, @E11, @E12, @E13, @E14, @E15, @E16, @E17, @62, @64, @65, @66, @67, @68, @71, @72, @73, @74, @75, @76, @77, @78, @79, @80, @82, @87, @88, @89, @102, @103, @104, @105, @107, @108, @111, @114, @115, @117, @119, @120, @131, @132, @133, @134, @135, @142, @147, @149, @150, @151, @153, @154, @155, @157, @158, @159, @160, @161, @163, @164, @165, @168, @169, @171, @172, @173, C3, C4, C5, DA1, MC1, MIP1.

*Questions du public :*

**Voir les questions évoquées au paragraphe III.5**

*Questions de la commission d'enquête :*

Si le volet AEC du SCoT comporte, conformément aux dispositions de l'article R.229-51 du code de l'environnement, un diagnostic et un plan d'action, **le dispositif de suivi et d'évaluation ainsi que le plan d'actions qualité de l'air, pièces réglementaires essentielles au PCAET sont absentes du projet de SCoT-AEC.** Une alerte est par ailleurs faite sur la nécessaire stratégie territorialisée. **L'absence de stratégie formalisée ne permet pas d'identifier les priorités et les objectifs de la collectivité ainsi que son impact socio-économique, notamment la prise en compte du coût de l'action et celui d'une éventuelle inaction, conformément aux dispositions de l'article R.229-51 du code de l'environnement.**

- Il conviendrait que la collectivité se fixe des objectifs pour les différents jalons temporels 2026, 2030 2050 (en adéquation avec les jalons nationaux pour permettre leur appréciation).
- Le PAS affiche des objectifs dans son axe 1 et 3 (diviser par deux la consommation d'énergie du territoire, autonomie énergétique, développement des énergies renouvelables, réduction des GES), sans objectifs opérationnels.

- Le programme d'action du volet AEC, n'est pas décliné par secteur d'activités, les moyens de pilotage et financiers alloués pour une bonne réalisation des actions sont insuffisants.
- Le pilotage proposé pour les quelques actions recensées est principalement porté par Dinan agglomération, la collectivité gagnerait à enrichir ce programme par des actions portées par les différents acteurs socio-économiques.
- **Un plan d'actions qualité de l'air, dont le contenu est fixé réglementairement, devra donc être intégré au projet de SCoT-AEC préalablement à son adoption. A minima, une étude sur les populations sensibles et leur santé devra être faite en listant notamment la liste des établissements sensibles et leur localisation.**

**Compte tenu de ces éléments et de l'avis réservé du Préfet sur les différentes parties de ce volet, envisagez-vous de compléter votre dossier en ce sens ?**

Un Plan d'Actions Qualité de l'Air sera ajouté au document.

Le jalon 2030 sera ajouté à la stratégie et notamment aux objectifs du mix énergétique.

Le dispositif de suivi et d'évaluation sera annexé au document. Il comprendra l'ensemble des indicateurs de suivi et la gouvernance de la mise en œuvre du SCoT AEC et pas uniquement du programme d'actions AEC.

Le programme d'actions AEC constitue en lui-même une mesure globale au bénéfice de l'évaluation environnementale et sera considéré comme tel, sans faire lui-même l'objet d'une Evaluation Environnementale.

Le projet de territoire du SCoT-AEC de Dinan Agglomération constitue en soi dans sa globalité un projet d'adaptation au changement climatique. La question des ressources et de l'adaptation aux évolutions est posée comme un préalable à la définition du projet de développement. Il identifie les vulnérabilités de son territoire au changement climatique sur des thématiques transversales (ressources et milieux, populations ou encore activités économiques). **La Région incite le SCoT à parachever cette ambition en la déclinant en fonction des typologies d'espaces ou en fonction du niveau de polarité de l'armature territoriale. Quelle est votre position sur ce sujet ?**

Le programme d'actions du volet AEC n'a pas vocation à être territorialisé géographiquement.

Les vulnérabilités sont diverses sur le territoire. Certaines sont propres à des secteurs (érosion du trait de côte et submersion marine) et, à l'inverse, certaines comme les inondations, peuvent concerner l'ensemble du territoire à un moment ou un autre. Le SCoT porte un objectif global d'adaptation mais n'est pas l'outil pour décliner de manière opérationnelle les sensibilités et les solutions par secteur ou niveau de polarité de l'armature territoriale.

En revanche, la mise en œuvre du Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS), inscrit au Programme d'Actions, par la compilation des retours d'expérience sur la gestion des risques permettra d'améliorer la connaissance des vulnérabilités locales à l'échelle du territoire intercommunal.

Le diagnostic de l'état initial de l'environnement est riche, particulièrement sur la biodiversité, mais manque d'un **bilan précis du PCAET** précédent pour évaluer l'efficacité des actions « air énergie climat ». **Comme indiqué précédemment, pouvez-vous fournir un bilan intermédiaire de celui-ci ?**

Un état d'avancement des actions en cours dans le PCAET sera intégré dans l'Etat Initial de l'Environnement.

**Quels sont les documents cadres disponibles en matière d'accélération des EnR (Schéma éolien etc.), au vu du caractère intégrateur du SCoT ?**

Le SRADDET pose certains objectifs en matière de production des ENR.

**En ce qui concerne l'évolution de l'UVE de Taden, pouvez-vous nous confirmer la réalisation effective du réseau de chaleur et à quel horizon ce projet pourrait-il être mis en service ?**

Nous vous rappelons que vous disposez d'un délai de 15 jours à compter de la remise de ce procès-verbal pour nous transmettre votre mémoire en réponse. Vous avez la possibilité d'opter pour un délai supplémentaire à condition de nous en informer dans un délai raisonnable.

Mémoire en réponse

Fait en 2 exemplaires

M. Arnaud LECUYER

Président de Dinan Agglomération

La Commission d'enquête,

Anne-Valérie DAMAGNEZ

Membre titulaire

Pascale LE FLOCH-VANNIER

Membre titulaire

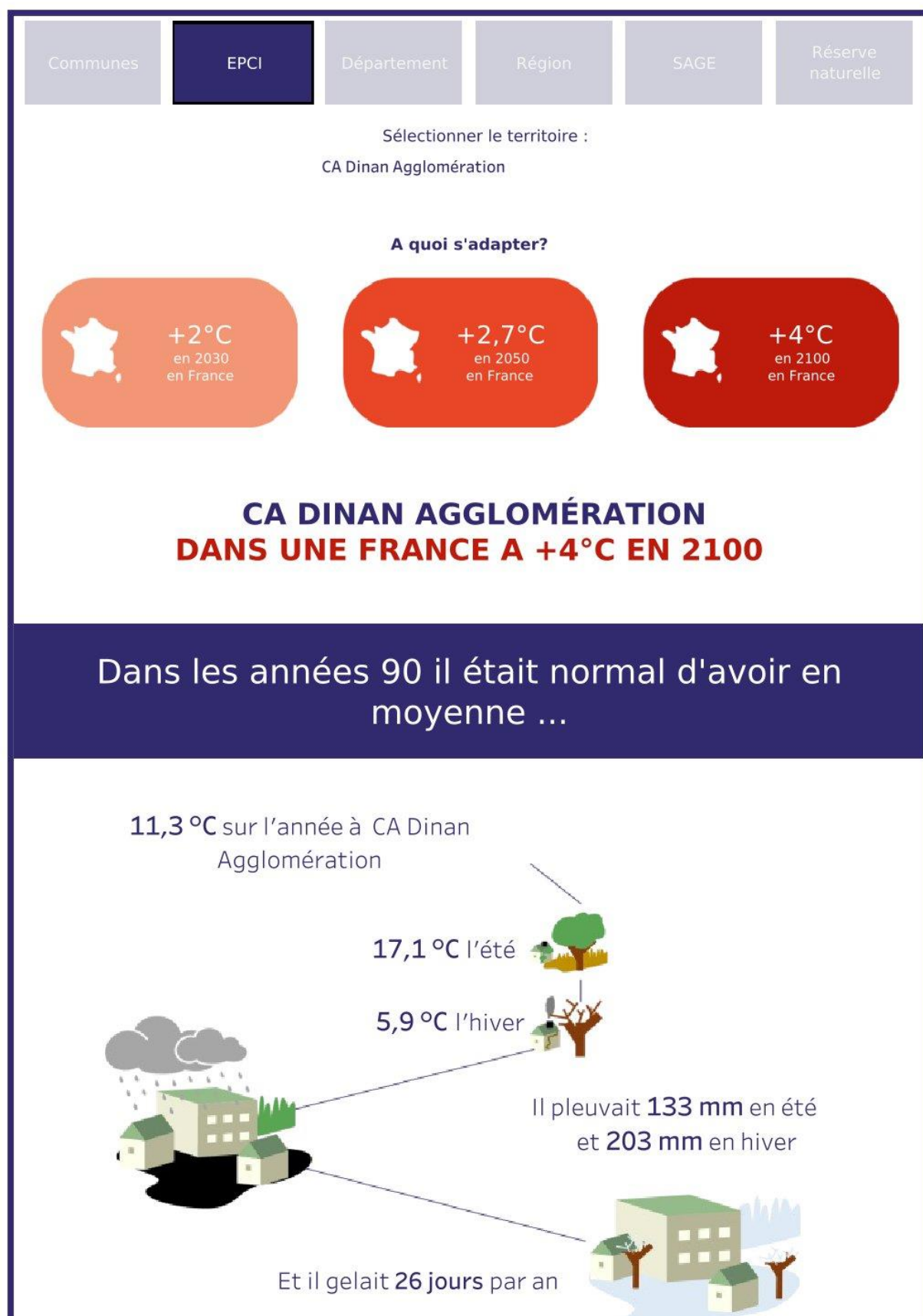
Jean-Baptiste GAILLIEGUE

Président de la Commission d'Enquête

PJ 1 : Données climat Dinan Agglomération à l'horizon 2100

PJ 2: Tableau des observations déposées lors de l'enquête publique

# PJ 1 : Le climat de DINAN AGGLOMÉRATION en 2100





Tout ça c'est le :



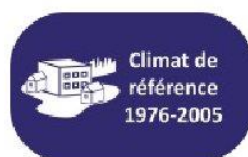
Grâce à un ensemble de modèles, projetons-nous maintenant

**Dans un futur où la France se réchauffe de 4°C en 2100 par rapport à la période préindustrielle**

Les indicateurs qui suivent seront tous exprimés par rapport à la période de référence des modèles 1976-2005

### QUEL SERA LE CLIMAT MOYEN À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?

*Passez votre souris sur les cellules des tableaux pour afficher les infobulles contenant les valeurs basses et hautes de l'intervalle de confiance à 90% de l'ensemble multi-modèles.*



Température moyenne

Année	11,3 °C	14,2 °C soit +2,9 °C
Été	17,1 °C	20,5 °C soit +3,4 °C
Hiver	5,9 °C	8,5 °C soit +2,6 °C

## Cumul de précipitations



Année	711 mm	<b>752 mm</b> soit +5%
Été	133 mm	<b>101 mm</b> soit -25%
Hiver	203 mm	<b>239 mm</b> soit +18%

## Nombre de jours de gel

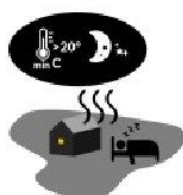
Année	26 jours	<b>9 jours</b>
-------	----------	----------------

## QUELLES FORTES CHALEURS À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?



### Nombre de journées très chaudes par an

Année	<b>3 jour(s)</b>	<b>13 jour(s)</b>
-------	------------------	-------------------



### Nombre de nuits chaudes par an



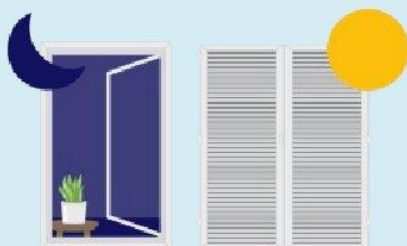
Année	<b>0 nuit</b>	<b>7 nuits</b>
-------	---------------	----------------



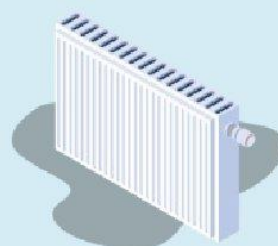
### Record de température sur 20 ans

Année	<b>38,1°C</b>	<b>43,7°C</b>
-------	---------------	---------------

## QUEL IMPACT SUR LE CONFORT THERMIQUE DES BÂTIMENTS ? POUR UN RÉCHAUFFEMENT DE **+4°C** À CA DINAN AGGLOMÉRATION



Le besoin en refroidissement  
des bâtiments augmente de  
**+ 328%**



Le besoin en chauffage des  
bâtiments diminue de  
**- 33%**

## QUELLE ÉVOLUTION DES SÉCHERESSES À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?



Nombre de jours sans pluie par an

Année	235 jours	+ 10 jour(s)
-------	-----------	--------------



### Durée de la plus longue période sans pluie de l'année

(Nombre de jours consécutifs sans pluie)

Année	23 jours	28 jours
-------	----------	----------



### Nombre de journées chaudes par an

Année	20 jour(s)	60 jour(s) soit +40 jour(s)
-------	------------	--------------------------------



### Evapotranspiration potentielle cumulée par an



Année	655 mm	+ 16%
Été	300 mm	+ 17%



### Bilan hydrique

Précipitations - évapotranspiration

Été	-167 mm	- 48%
-----	---------	-------



### Nombre de jours avec sol sec

Année	142 jour(s)	163 jour(s) soit +20 jour(s)
-------	-------------	---------------------------------



Printemps	4 jour(s)	7 jour(s) soit +3 jour(s)
Été	74 jour(s)	81 jour(s) soit +7 jour(s)
Automne	63 jour(s)	72 jour(s) soit +11 jour(s)
Hiver	2 jour(s)	5 jour(s) soit +3 jour(s)



Nombre de jours avec sol très sec

Année	56 jour(s)	93 jour(s) soit +37 jour(s)
-------	------------	--------------------------------

Les sécheresses des sols seront **1,8 fois plus intenses**  
dans une France à **+4°C** à CA Dinan Agglomération

L'eau disponible dans un sol va dépendre des précipitations et de l'évapotranspiration, elle-même influencée par la température de l'air, le vent et l'humidité de l'air. La combinaison d'un déficit pluviométrique et de températures élevées peut engendrer une sécheresse de la couche superficielle des sols, impactant la croissance de la végétation. La nature du sol (notamment sa teneur en matière organique), et sa capacité à retenir l'eau pour qu'elle soit disponible pour les plantes (la réserve utile) vont aussi influencer sa tendance à entrer en sécheresse.

## QUELS RISQUES DE FEUX À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?



Nombre de jours avec risque modéré de feu de végétation

Année	14 jours	+ 25 jours
Été	10 jours	+ 18 jours



Nombre de jours avec risque significatif de feu de végétation

Année	1 jour(s)	+ 3 jour(s)
Été	0 jour(s)	+ 2 jour(s)

L'évaluation de la sensibilité aux feux de forêt se fait grâce à l'Indice Forêt Météorologique (IFM) qui caractérise la propension d'un feu de forêt à éclore et se propager sous l'influence des conditions météorologiques (température, humidité de l'air, vitesse du vent et précipitations).  
Source: Météo France

## QUELLE ÉVOLUTION DES PLUIES ET INONDATIONS À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?





1976-2005

2021-2050

### Cumul de précipitations hivernales

Hiver	203mm	239mm soit +18%
-------	-------	--------------------



### Précipitations extrêmes

Précipitations journalières parmi les 0,01% les plus intenses sur l'horizon, c'est à dire se produisant environ 1 fois tous les 3 ans.

Année	34mm	42mm soit +18%
Été	40mm	44mm soit +7%
Hiver	29mm	38mm soit +30%

Les modèles climatiques resteront peu adaptés à l'étude des extrêmes, ils ne prennent par exemple pas totalement en compte les précipitations orageuses.

Comme tous les indicateurs de précipitations, l'incertitude liée aux modèles est importante et vient s'ajouter à la forte variabilité naturelle. Des travaux sont en cours pour améliorer les projections des extrêmes de précipitations futures.

Traitements et réalisation : Observatoire de l'environnement en Bretagne, 2025.

Dernière mise à jour : 21/07/2025

Source des données : Météo France, projections de référence « explore2 2022 » pour la France métropolitaine (Drias).

Méthodologie de calcul des indicateurs par degrés de réchauffement : indicateurs calculés par l'OEB à partir des données de l'ensemble multi modèle explore2 2022, disponible sur le portail Drias-climat (Météo France).

Méthodologie de mise aux mailles territoriales : les données de sortie de correction de modèles sont en points de grille de 8km. Pour obtenir des indicateurs aux mailles commune, EPCI, département, Région, SAGE et réserve naturelle nous avons reproduit la méthode d'agrégation spatiale de Météo-France utilisée pour ses outils Climat'diag et ClimatHD.



Annexe 1 : Réponses aux Avis des Personnes Publiques Associées				
Thématiques	PPA	Document impacté	Remarques	Réponses
Armature	Région Bretagne		Développement des polarités Le SCoT de Dinan Agglomération présente des objectifs d'accueil de population et d'activités confortant la volonté de structurer l'armature territoriale définie. Les objectifs d'accueil de population et d'activités sont de nature à garantir le développement du poids démographique de leurs polarités principales et intermédiaires et son maintien dans toutes les centralités.	Ne suscite pas de réponse
Capacité d'accueil	MRAE	Résumé non technique	Nécessité d'expliquer plus lisiblement les enjeux territoriaux notamment sur la capacité du territoire à accueillir le projet. Apporter des solutions de substitution raisonnables et pas seulement des comparaison avec d'autres scénarios	En introduction du résumé non technique de l'évaluation environnementale sera développé un paragraphe sur les enjeux autour de la capacité d'accueil du territoire et les ressources nécessaires à l'accueil de nouvelle population.
Capacité d'accueil - Assainissement	MRAE	Evaluation environnementale /Justifications	L'Ae recommande : · de démontrer la capacité des systèmes de traitement des eaux usées et celle des milieux récepteurs à accueillir le projet d'urbanisation dans un territoire littoral sensible et soumis à de fortes pressions touristiques ; · d'évaluer les incidences réelles de l'accueil de 15 000 habitants supplémentaires et de nouveaux flux de touristes sur la gestion des eaux usées, avec une mise en perspective au regard des masses d'eau déjà dégradées, pour aboutir à la reconquête de la qualité des milieux aquatiques.	L'état initial sera complété en lien avec les données des services techniques de DA pour mieux qualifier la sensibilité des milieux récepteurs et faire le diagnostic des infrastructures existantes et de leur performance et dysfonctionnements (conformité, dimensionnement, vétusté, etc.)
Capacité d'accueil - Assainissement	CLE Rance Frémur et service de l'Etat	Etat Initial de l'Environnement	Gestion des eaux usées Le bureau regrette le peu de détails sur les non conformités dans un contexte où l'assainissement peut être bloquant sur l'urbanisation.	L'état initial sera complété par les données sur les conformités des STEP et leur état de fonctionnement
Capacité d'accueil - Assainissement	CLE Rance Frémur	DOO	Gestion des eaux usées Prescription 8 : assainissement des eaux usées => Ajouter la conformité aux conditions pour l'ouverture à l'urbanisation => reformuler le paragraphe : « Les projets de densification dans les secteurs urbains dont le traitement des eaux usées exerce sur le milieu récepteur une pression trop forte [...], doivent démontrer l'adéquation entre les eaux usées rejetées et la capacité du milieu à les recevoir ; ces secteurs doivent être identifiés dans le PLUiH et la construction de nouveaux logements peut y être limitée. » => Ajouter un rappel de l'article 4 du règlement du SAGE sur l'interdiction de rejet des ANC en milieu superficiel sur les communes littorales	Ces demandes seront prises en compte et avec une reformulation de la prescription 8 afin d'être plus clair et l'ajout de l'article 4 du règlement du SAGE
Capacité d'accueil - Assainissement	CLE Rance Frémur	DOO	Gestion des eaux usées Prescription 9 : Schémas directeurs (AEP, assainissement, pluvial) à ajouter Ajouter la prise en compte des objectifs et dispositions des SAGE et autres plans d'actions rédigés par les CLE (Profils de vulnérabilités conchylicoles...)	L'élaboration des schémas d'eaux (potable et assainissement) seront inscrits dans le programme d'actions du volet AEC avec la nécessité de prise en compte des SAGE
Capacité d'accueil - Eau et démographie	CLE Rance Frémur	DOO	Approvisionnement en eau potable / Adéquation Besoins -Ressource Presccription 1, 2 et 128 : observation sur l'analyse Besoins-Ressource à l'échelle du périmètre du SCOT et acte le renvoi au PLUi de l'analyse locale de l'adéquation entre le projet de développement et la capacité de la ressource. Faire mention du plan gouvernemental Eau	La prescription 2 sera modifiée pour ajouter le plan national Eau L'analyse des Besoins Ressources est en cours à l'échelle du SDAEP. Des précisions seront apportées à la prescription 1 bien qu'aujourd'hui nous ne sommes pas en mesure d'avoir l'ensemble des données sur le volet eau potable.
Capacité d'accueil - Eau et démographie	Région Bretagne	Etat initial de l'environnement	Projets de développement, ressource en eau et capacités de traitement Deux défis ont été identifiés par Dinan Agglomération concernant l'eau potable : protéger les ressources en eau qualitativement et quantitativement et évoluer vers la sobriété. La Région salue l'approche prospective de la problématique, compte tenu de l'effet ciseaux entre la baisse de la disponibilité de la ressource en eau et une augmentation du nombre d'abonnés et des volumes consommés, le territoire de Dinan Agglomération. L'évocation du volet Climat des études Hydrologie Milieux Usages Climat (HMUC) pour le SAGE Arguenon et le SAGE Rance Frémur Baie de Beausais comme ressource pour mieux cerner les évolutions prévisibles de la ressource en eau sur le territoire est dans ce cadre particulièrement intéressant, de même que la mise en place d'un observatoire des consommations d'eau. L'Etat initial de l'environnement du SCoT-AEC reprenant les éléments de l'état initial de l'environnement du PCAET 2021-2026, une actualisation des données pourrait également être réalisée.	Les données actualisables du PCAET ont été actualisées.
Capacité d'accueil - Eau et démographie	CLE Rance Frémur	Etat Initial de l'Environnement	Approvisionnement en eau potable / Adéquation Besoins -Ressource Des donnés sont présentées à l'échelle bretonne et départementales sur les évolutions attendues de la ressource en eau. Le bureau regrette qu'il n'y ait pas d'analyse Besoins-Ressource à l'échelle plus fine du périmètre du SCoT	Il existe une réelle difficulté à préciser les données sans les études Hydrologie Milieux Usages Climat (HMUC) et un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) sur l'évolution de la disponibilité de la ressource et l'adéquation avec la consommation à venir. Le schéma directeur du SDAEP est également en cours et certaines données restent à consolider de leur côté pour que les territoires puissent les utiliser.



Capacité d'accueil - Eau et démographie	MRAE	Evaluation environnementale /Justifications	L'Ae recommande de démontrer la capacité du territoire à répondre à la demande en eau potable générée <b>par l'accueil de 15 000 habitants supplémentaires</b> et de nouveaux flux de touristes, dans un contexte de changement climatique (épisodes de sécheresse récurrents).	Il existe une réelle difficulté à préciser les données sans les études Hydrologie Milieux Usages Climat (HMUC) et un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) sur l'évolution de la disponibilité de la ressource et l'adéquation avec la consommation à venir. Le schéma directeur du SDAEP est également en cours et certaines données restent à consolider de leur côté pour que les territoires puissent les utiliser. Pour les flux de touristes, on ne peut qu'insister sur le risque lié au pic saisonnier de consommation, mais il reste très difficile d'estimer la consommation moyenne des touristes de façon isolée.
Capacité d'accueil - Tourisme	Région Bretagne		Itinéraires et sites touristiques Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération identifie les principaux sites touristiques du territoire et intègre plusieurs mesures permettant de déconcentrer le flux de touristes et la préservation des espaces naturels soumis à une forte fréquentation. La Région invite le territoire à identifier plus précisément les espaces naturels soumis à une forte pression touristique (au-delà des seuls sites identifiés comme les plus vulnérables : Cap Fréhel et Fort la Latte) afin d'articuler au mieux fréquentation des sites et itinéraires touristiques et préservation des milieux.	12 sites, sur le territoire de la destinations ont été identifiés comme soumis à forte pression touristique à certains moments donnés. Sur notre territoire ont été identifiés : Saint Jacut les Ebihens Centre ville de Saint Cast Centre ville de Dinan Cap Fréhel / Fort la Latte Sables d'Or les Pins  La prescription 130 sur l'accessibilité aux espaces littoraux sera reformulée. Voir le mémoire en réponse pour plus de détail.
Commerce	Pays de Brocéliande		Les orientations prises dans les domaines de l'habitat et de l'économie présentent de nombreuses similitudes avec celles programmées dans le SCoT du pays de Brocéliande en cours de révision. Ces orientations sont complémentaires et ne créent pas de risques de compétition ou de fragilisation entre les deux territoires, notamment à leur frontière commune. Dans le domaine commerciale, le SCoT de DA prend des mesures strictes de forte limitation du développement commercial, similaires à celles projetées dans le futur SCoT du Pays de Brocéliande. Cette uniformité de politique commerciale permet d'éviter des effets de concurrence dans les espaces au contact entre les deux territoires. Les orientations prises dans le domaine environnemental et écologique permettent d'indentifier et de préserver une trame naturelle continue entre les deux territoires.	Ne suscite pas de réponse
Commerce	CMA		16. Requalifier les espaces commerciaux de périphérie : L'objectif de requalification des espaces commerciaux de périphérie se justifie pleinement. En plus des friches, certains espaces commerciaux peuvent aussi évoluer vers de nouvelles vocations, comme de l'industrie ou de la logistique, selon les besoins du territoire.	Ne suscite pas de réponse
Commerce - Centralité	Région Bretagne	DOO	Vitalité commerciale des centralités Le DOO et le DAACL conditionnent le développement des implantations commerciales sur le territoire en prenant notamment en compte la déconnexion entre l'augmentation de la population et celle des m² commerciaux. Le développement commercial devra s'opérer à l'avenir préférentiellement dans les centralités, puis au sein des SIP, sans aucune nouvelle consommation d'espace, voire artificialisation des sols. En ce sens, les prescriptions du Scot de Dinan Agglomération sont de nature à permettre le développement ou le maintien du commerce de proximité au plus près de l'habitat et de l'emploi, afin de limiter son développement dans les zones périphériques.	Ne suscite pas de réponse
Commerce - Centralité	CMA	DOO	Prescription n°45 Offres d'équipements et de services des bourgs-pôles : Je comprends l'objectif de renforcer la mixité fonctionnelle dans les bourgs-pôles. Il est toutefois important de rappeler que la compatibilité entre habitat et activités ne préexiste pas toujours, mais peut aussi se construire. A travers une conception adaptée des projets, il est possible d'intégrer des activités productives compatibles avec le cadre de vie local : petits ateliers artisanaux, industrie de petite taille, logistique du dernier kilomètre, etc. Cette approche permet de ne pas limiter la mixité à l'association commerce-logement, et de soutenir une véritable diversité des fonctions économiques au sein des centralités.	En effet, le projet de SCoT prône davantage de mixité (activités/habitat) dans les centres bourgs.
Commerce - Centralité	CMA		Prescription n°63 Commerces situés en dehors de localisations préférentielles : o La dérogation permettant la vente de produits agricoles à la ferme va à l'encontre de la prescription n°61, qui vise à concentrer l'offre de proximité en centralité pour éviter la dilution. Il serait plus cohérent d'encourager la création de points de vente communs en centralité, type halle ou boutique partagée, pour valoriser les circuits courts tout en renforçant les polarités commerciales. o La mention des showrooms d'artisans et des magasins d'usine est pertinente. Toutefois, il est indispensable de conditionner ces implantations à un plafond de surface totale du bâtiment (exprimé en m2), ainsi qu'à un pourcentage maximal de surface de plancher affecté à la vente. Ces garde-fous évitent une dérive vers des implantations purement commerciales déguisées. o Enfin, la mutation des locaux commerciaux hors centralité doit aussi permettre l'installation d'activités artisanales, industrielles ou logistiques et non uniquement du logement.	La diversification des activités agricoles sur l'exploitation est une possibilité. Le SCoT ne peut pas à l'encontre de cette diversification. Concernant les shows rooms leur surface est limitée à 30% de la surface totale du bâtiment.
Commerce - Prescription SIP	Chambre d'Agriculture	Annexe du DOO	<b>Observation : Secteurs d'Implantation Périphériques (SIP)</b> La méthodologie utilisée pour leur représentation cartographique nous interpelle, notamment en raison de la forme et de l'ampleur des périmètres tracés (« patatoïdes »), qui intègrent parfois des secteurs agricoles. => demande de revoir les périmètres	Les SIP doivent être localisées graphiquement dans le SCoT AEC et délimitées dans le PLUIH. En revanche, la prescription 117 interdit toute extension de SIP et de commerces existants en dehors des SIP intégrés (c'est à dire entouré d'urbanisation) et à condition de créer du logement. Ainsi, il n'existe pas de risque de développement commercial sur des parcelles à vocation agricole. Pour une meilleure compréhension, certaines "patatoïdes" seront revues pour éviter d'empiéter sur des lotissements ou de l'espace agricole.

Commerce - Prescription SIP	Services de l'Etat	Annexe du DOO	Identification de la date de référence pour la surface des SIP	La date de référence est la date d'approbation du SCoT AEC. A la suite de l'approbation du SCoT, il n'y aura plus d'extension ni de création de surface commerciale > à 300m² en dehors des SIP intégrés et à condition de créer du logement au dessus de la surface commerciale.
Commerce - Prescription SIP	CMA	DOO	Prescription n°116 Secteurs d'implantation Périphérique (SIP): Limiter l'évolution de ces secteurs à la seule fonction commerciale peut s'avérer restrictif. Il serait pertinent de permettre une diversification des destinations.	En effet, les prescriptions 116 et 123 précisent qu'il est possible de construire des activités artisanales dans les SIP. Cela correspond d'ores et déjà à la mixité existante car il y a très peu de SIP présentant uniquement des commerces.
Commerce - Prescription SIP	CMA	DOO	Prescription n°118 Surface minimale dans les SIP : Les seuils envisagés (200 m2 de surface de vente ou 300 m2 de plancher) restent relativement bas et peuvent encore capter des activités compatibles avec les centralités. Rehausser ces seuils à 300 ou 400 m2 permettrait de mieux réserver les SIP aux formats réellement incompatibles avec les centralités.	Ce seuil vient dans la continuité du précédent SCoT et du PLUiH en vigueur. Certains magasin de plus de 200 m² de surface de vente pourraient ne rien trouver en centre ville/bourg. Si il existe des surfaces libres pour l'implantation de grand commerce en centre ville, il faut pouvoir accompagner ces projets. Il est donc souhaité maintenir le seuil actuel. La nécessité de construction de logements dans les SIP intégré va clairement freiner l'implantation de nouveau commerce dans les SIP.
Commerce - Prescription SIP	CMA	DOO	Prescription n°120 Création de logements en SIP intégré : L'objectif de mixité avec du logement est pertinent, mais ne doit pas exclure d'autres formes de mixité fonctionnelle. Selon les contextes, d'autres usages économiques s'avèrent compatibles avec le commerce, comme des activités industrielles légères, de la logistique commerciale, des entrepôts ou des bureaux.	En effet, les prescriptions 116 et 123 précisent qu'il est possible de construire des activités artisanales dans les SIP. Cela correspond d'ores et déjà à la mixité existante car il y a très peu de SIP présentant uniquement des commerces.
Coopération	PNR	PAS	Il serait également intéressant de mentionner la coopération avec le Pays de Saint-Malo et le fait que les deux territoires partagent le périmètre du Parc, et que cette situation est également une opportunité <b>d'intensifier les coopérations entre les deux territoires de SCoT, une approche inter-SCOT comme le</b> prévoit la charte du Parc	Le partenariat avec la Pays de Saint Malo sera évoqué, ne serait ce que part l'étude sur le volet mer et littoral.
Déchets	Région Bretagne		Déchets et économie circulaire Dans le respect des dispositions du volet Prévention et Gestion des déchets du SRADDET et des dispositions relatives aux Installations de Stockage des Déchets Inertes, le SCoT-AEC de Dinan Agglomération porte l'objectif d'une réduction des déchets et de développement du réemploi afin notamment de limiter l'enfouissement. La Région souligne que la réduction des déchets et leur réemploi doivent se faire dans le respect de l'obligation réglementaire en vigueur sur la hiérarchie des modes de traitement et que la limitation de l'enfouissement des déchets doit respecter l'obligation réglementaire de division par deux des capacités de stockage en 2025 (Code de l'environnement – article L.541-1-7°- version août 2015. La Région note que le SCoT identifie dans ses équipements structurants d'échelle intercommunale un centre de transfert dont l'implantation sur une surface d'environ 5 000 m2 est à prévoir et à inscrire au PLUiH. En complément de l'identification des besoins fonciers pour les installations de stockage et de traitement au sein du PLUiH, la Région encourage Dinan Agglomération à mener une réflexion sur les besoins fonciers relatifs aux activités de tri.	Les besoins en foncier concernant les installations de stokage et de traitement des déchets seront intégrés au PLUiH.
Démographie - Scénario	MRAE	Evaluation environnementale	Dans la justification des choix : L'Ae recommande de <b>compléter le dossier d'évaluation environnementale</b> par la présentation de scénarios alternatifs, en cohérence avec la tendance démographique actuelle et <b>les études prospectives de l'Insee</b>	La présentation du scénario central de l'INSEE va être complétée au sein de la justification des choix. L'objectif est de démontrer les limites du scenario altenatif de l'INSEE : d'une part parce que les dernières dynamiques démographiques observées sur Dinan Agglomération sont supérieures à la prospective de l'INSEE, d'autre part, en montrant les limites de l'hypothèse prises par l'INSEE en ce qui concerne le solde migratoire. Ces écarts permettent ainsi de justifier pourquoi le scenario du SCoT ne reprend pas le scenario central de l'INSEE. A cela s'ajoute également la volonté des élus de Dinan Agglomération d'être un territoire d'accueil, avec une dynamiques démographique positive tout en intégrant les prospectives sur le vieillissement de la population et la baisse de la natalité .  Les éléments sur la programmation de logements seront complétés pour apporter plus de précision sur le scenario. Le nombre de logements répondant aux besoins pour l'accueil de nouveaux ménages et pour répondre au desserement sera ajouté pour chaque secteur. Voir mémoire en réponse pour plus de détail.
Démographie - Scénario	Services de l'Etat	Justification	Hypothèses démographiques : Préciser l'année de référence pour les scénarios démographiques et présenter plusieurs scénarios + mise en place d'un mécanisme d'évaluation démo et les ajustements sur le volet foncier	L'année de référence sera également ajoutée dans les justifications.
Démographie - Transport	MRAE	Evaluation environnementale /Justifications	L'Ae recommande d'étudier les déplacements actuels et de démontrer la capacité des réseaux de transport à accueillir 15 000 habitants supplémentaires ainsi que de nouveaux flux de touristes.	On a des données sur les déplacements actuels mais il sera difficile d'analyser les flux futurs. Aujourd'hui le territoire est bien desservi en axes routiers et on poursuit le développement de l'offre en Transport en Commune et la promotion de la gare de Dlnan. La question de la gestion des flux touristiques est étudiée par le service tourisme.

Densification	Chambre d'Agriculture	DOO	Observation : La mutualisation des parkings La prescription 87 encourage la recherche de solutions de mutualisation des parkings et des espaces fonctionnels => Demande que cette mutualisation soit rendue obligatoire, a minima dans les nouveaux secteurs d'aménagement ou dans les zones identifiées comme stratégiques en matière de développement	La mutualisation des parkings ne peut être rendue obligatoire de la même manière sur tous les secteurs de développement au sein d'un SCoT. En revanche, la réflexion a lieu sur chacune des Orientations d'Aménagement et de Programmation dans le PLUiH.
Densification	Chambre d'Agriculture	DOO	<b>Observation : Prescription 88 – Densification dans l’enveloppe urbaine</b> => Important de préciser explicitement que les taux de densification indiqués dans le tableau page 45 du DOO constituent des seuils minimaux à atteindre => Intégrer une préconisation claire conditionnant les extensions d’urbanisation à une justification réelle de besoin, en lien avec les possibilités du renouvellement urbain => Préciser la méthode de calcul ayant permis de définir ces taux. Certains taux de densification paraissent faibles au regard des capacités des territoires concernés. Or, le document ne fournit aucune justification méthodologique à l'appui de ces chiffres. Il est donc nécessaire de préciser , ainsi que les hypothèses utilisées (données de consommation foncière, capacité foncière mobilisable, dynamiques démographiques...).	Les taux de production de logements dans l'enveloppe urbaine n'ont pas vocation à être précisés car ce sont bien des taux moyens. C'est au PLUiH que reviendra la déclinaison opérationnelle En revanche, dans les justifications sera précisé la méthode de calcul en indiquant que l'on est parti d'une moyenne au regard d'une analyse des potentiels de densification (travail d'inventaire dans le cadre du PLUiH). Les potentiels fonciers identifiés sont différents selon les communes ainsi que leur capacité de mobilisation d'où des taux moyens.
Eau - Périmètre de captage	ARS	Programme d'Actions	Ressource en eau : Action 4 - Reprendre la révision des périmètre de captage dans le programme d'action (comme évoqué dans le DOO) + intégrer toutes les eaux non conventionnelles dans la récupération (Programme d'action + DOO)	Les modifications demandées seront apportées au Programme d'Actions
Eau et ENR	ARS	DOO	La prescription 82 indique que les projets photovoltaïques doivent être orientés en dehors des réserves en eau. Il pourra être précisé qu'ils ne doivent pas être implantés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinés à la consommation humaine.	Une modification de la prescription sera apportée pour éviter les implantations de projets photovoltaïques sur les réserves en eau dédiées à l'eau potable. Une analyse au cas par cas sera préconisée pour le reste des plans d'eau.
Eau et ENR	MRAE	DOO	<u>Prescription 82</u> : Il devra être précisé que les projets photovoltaïques ne doivent pas être implantés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, compte tenu des risques d'atteinte à la qualité des milieux.	Une modification de la prescription sera apportée pour éviter les implantations de projets photovoltaïques sur les réserves en eau dédiées à l'eau potable. Une analyse au cas par cas sera préconisée pour le reste des plans d'eau.
Economie	CMA		Prescription n°47 Animation locale et mixité fonctionnelle des bourgs: Il convient simplement de rappeler que la mixité fonctionnelle doit intégrer l'ensemble des formes d'artisanat, y compris celles relevant de la sous-destination "industrie" (artisans sans vitrine, ateliers de production), qui doivent pouvoir s'implanter dans l'ensemble du tissu urbain. En parallèle, les artisans-commerçants avec vitrine relevant de la sous-destination "artisanat et commerce de détail" doivent continuer à être positionnés en centralités ou dans les polarités identifiées.	Ne suscite pas de réponse
Economie	CMA		Prescription n° 104 Zones artisanales intégrées aux bourgs : La recherche de mixité fonctionnelle dans les zones artisanales situées en cœur de bourg est pertinente, mais il convient de veiller à ne pas réduire leur capacité d'accueil. Pour garantir une application cohérente dans les documents d'urbanisme comme le PLU, il est important de préciser qu'il s'agit ici de zones relevant de la sous-destination "industrie".	Il sera rappelé que les terrains en zones d'activités sont prioritairement destinés à accueillir de l'activité industrielle et artisanale.
Economie	Services de l'Etat	DOO	Préciser que la comptabilisation dans le cadre de la circulaire du 31 janvier 2024, ne concerne que les zones d'aménagement concerté et non toutes les zones d'activité économiques	La précision sera apportée dans le DOO au préalable de la la prescription 32.
Energie	Région Bretagne	Programme d'actions	Réhabilitation thermique Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération se fixe comme objectif une réduction de moitié des consommations énergétiques du territoire d'ici 2050, contribuant ainsi à l'objectif régional d'une réduction de 39% à l'horizon 2040 par rapport à 2012. Au regard des caractéristiques du parc de logements du territoire qui est relativement ancien favorisant le phénomène de la vacance, l'enjeu de la réhabilitation thermique de ce parc existant est à juste titre positionné comme prioritaire dans le volet Habitat du PLUiH. En complément, la Région invite le SCoT à préciser son ambition pour ce qui concerne les bâtiments publics.	Dans le programme d'action l'exemplarité de Dinan Agglomération sur la rénovation de son patrimoine dans le cadre de son SDIE, pourra être précisée.
Energie	Région Bretagne		Performance énergétique des nouveaux bâtiments Globalement, plusieurs éléments du SCoT-AEC de Dinan Agglomération concourent à l'objectif de performance énergétique des nouveaux bâtiments. Néanmoins, la Région invite le SCoT-AEC à préciser son ambition notamment à destination des bâtiments publics. La Région note la prise en compte de la notion de confort d'été au même titre que le confort d'hiver, en cohérence avec les évolutions climatiques.	Le programme d'actions AEC identifie une action sur le patrimoine public, notamment celui de Dinan Agglomération comme devant être exemplaire dans la performance énergétique.
ENR	Chambre d'Agriculture	DOO	<b>Observation : L’implantation de panneaux photovoltaïques au sol</b> Prescription 82 – dispositions relatives à l’implantation de panneaux photovoltaïques au sol => Faire mention du document cadre	Le document cadre pourra être mentionné dans la prescription 82

ENR	Région Bretagne		<b>Secteurs de production d'énergie renouvelable</b> Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération articule fortement le croisement des enjeux entre le nécessaire développement des énergies renouvelables et de récupération et l'impératif de la préservation des ressources et de la biodiversité. Pour cela, l'implantation des systèmes de production d'énergie renouvelable est encadrée afin de protéger l'armature écologique que le SCoT positionne comme armature majeure du territoire. Dans cet objectif, il s'agit de privilégier les secteurs déjà artificialisés et les sites dégradés et de limiter les installations au sol. Le SCoT-AEC ne donne pas précision concernant spécifiquement les énergies marines renouvelables. La Région note que Dinan Agglomération dispose d'un schéma des énergies renouvelables et de récupération qui porte une trajectoire vers l'autonomie énergétique du territoire d'ici 2045 avec une production connectée aux besoins locaux.	Ne suscite pas de réponse
ENR	Région Bretagne		<b>Développement de production d'énergie renouvelable</b> Les mesures inscrites dans le SCoT-AEC de Dinan Agglomération visent à multiplier par deux d'ici 2050 la production d'ENR sur le territoire par rapport à 2022, participant ainsi à l'enjeu régional d'une multiplication par 7 de cette production d'ici 2040 par rapport à 2012. La Région partage avec le territoire de Dinan Agglomération cette ambition d'atteindre l'autonomie énergétique. La définition d'un schéma des énergies renouvelables et de récupération permet d'inscrire concrètement la trajectoire du territoire vers l'autonomie énergétique d'ici 2045. La Région souligne l'intérêt de croiser les enjeux de développement de la production d'énergie renouvelable avec les enjeux de développement d'une stratégie de sobriété énergétique, ainsi que la cohérence avec les autres dimensions du SCoT-AEC par le respect de la préservation des ressources et de la biodiversité dans l'augmentation des installations de productions d'énergie renouvelable. Par ailleurs, la Région note avec intérêt la prise en compte de la dimension citoyenne autour de cet enjeu de production d'ENR, permettant ainsi de favoriser l'acceptabilité de ces projets.	Ne suscite pas de réponse
Equipements structurants	CCI	DOO / PLUiH	Identifier les zones économiques portuaires en intégrant également leurs espaces de développement futur (exp: zone de Cannevez à Saint-Cast).	Les zones portuaires pourront être identifiées dans le diagnostic. Le PLUiH définira les zones extensions ou non du secteur.
Espèces invasives	MRAE	EIE / Programme d'action	Lutte contre les espèces exotiques envahissantes (EIE p. 38) : certaines espèces ne sont pas citées, comme le Laurier palme ou le Sénéçon en arbre. Afin de renforcer la sensibilisation et la lutte contre ces espèces, la liste (ou une référence) des plantes invasives avérées et potentielles établie par le Conservatoire Botanique de Brest pourrait être intégrée.	La liste des plantes invasives établie par le Conservatoire Botanique de Brest sera intégrée dans le paragraphe correspondant de l'Etat Initial de l'Environnement.
Espèces invasives	ARS	Programme d'Actions	Intégrer le moustique tigre aux Espèces Invasives	Le moustique Tigre pourra être intégré aux espèces invasives
Foncier	PNR	DOO	La charte du Parc prévoit des Enveloppes foncières (Mesure 10 et Plan de Parc). Sans remettre en cause les règles découlant de la loi Climat et résilience - notamment du ZAN, la transposition de cette disposition par le SCOT est à préciser. Le Syndicat du Parc se tient à disposition pour étudier ce point.	<p>Le SCoT AEC ne cartographie pas d'enveloppe urbaine. Il définit cependant un objectif de production de logements au sein de l'enveloppe urbaine pour les périodes du Programme Local de l'Habitat (6 ans). Cet objectif permet de veiller à ce qu'un certain nombre de logements soit produit sans consommation d'ENAF et au plus près des centralités.</p> <p>Concernant les opérations en extension, le SCoT AEC ne donne pas d'indication sur les secteurs où l'urbanisation doit se développer. Il affirme cependant dans son approche globale la nécessité de prendre en compte le choix de localisation du projet au regard des enjeux du développement urbain et environnementaux (fonctionnalités écologiques, biodiversité, stockage carbone).</p> <p>Si le SCoT n'a pas cartographié d'enveloppe urbaine à l'image de ce qu'a produit le PNR, les principes inscrit au sein du DOO permettent de limiter la consommation d'ENAF et les extensions urbaines. Une prescription pour affirmer que les extensions urbaines doivent se localiser au plus près de l'enveloppe urbaine sera ajoutée pour traduire plus finement l'objectif du PNR.</p> <p>Pour rappel, les villages ne font pas l'objet de zones d'extension.</p> <p>Le PLUi-H de Dinan Agglomération viendra préciser à son échelle la localisation des extensions urbaines.</p>
Foncier	Services de l'Etat	DOO	Pas de répartition de l'enveloppe foncière en fonction de l'armature territoriale . Une ventilation aurait permis une meilleure lisibilité sur l'utilisation du foncier	La territorialisation a été effectuée sur la production de logements. Le besoin foncier n'est pas le même selon la typologie des communes et leur capacité à mettre en œuvre le renouvellement urbain. Il a donc été choisi de ne pas définir de répartition à l'échelle du SCoT pour permettre au PLUiH de mettre en place ce travail plus fin, en collaboration avec l'ensemble des communes.
Foncier	Services de l'Etat	DOO	Stratégie de renaturation renvoyer au PLUiH, aurait pu être plus développée	La renaturation (restauration des fonctionnalité écologique d'un espace agricole ou naturel) est ciblée sur l'armature verte identifiée dans l'armature du territoire. La renaturation dans le sens de désartificialisation est ciblée sur les friches (agricoles ou autres.) au sein de l'armature verte et d'autres friches importantes sur le territoire. Le SCoT a inscrit ces deux principes et n'a pas vocation à identifier cartographiquement ces espaces car ils peuvent évoluer.



Foncier	Services de l'Etat	DOO	Réévaluation nécessaire de l'objectif après 2031 en fonction de ce qui sera réellement consommer	En effet, au regard des résultats du MOS, la prospective en matière de consommation/artificialisation foncière 2031/2041 sera ajustée.
Foncier	Services de l'Etat	DOO	Intégrer la déviation de plancoët dans les équipements structurants et la consommation foncière (le rendre visible)	La consommation foncière de la déviation de Plancoët estimée à 15 ha, sera ajoutée.
Foncier	MRAE	Evaluation environnementale / Justification des choix	Dans la justification des choix : L'EPCI ne démontre pas que la consommation de 243 ha d'ENAF est en accord avec les objectifs de la charte du PNR au regard de la préservation de la biodiversité, du cadre de vie et du paysage. L'Ae recommande d'affiner le besoin de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF), tant au regard des projections de l'Insee que des objectifs régionaux et nationaux de sobriété foncière.	<p>La présentation du scénario central de l'INSEE va être complétée au sein de la justification des choix.</p> <p>En ce qui concerne le respect des objectifs de la charte du PNR, il est important de souligner que la charte du PNR adoptée en 2023 ne prend pas en compte la dernière modification simplifiée du SRADDET qui a été adoptée en février 2024. Cette modification a modifié l'objectif 31 mentionné dans la mesure 10 de la charte. Il n'est plus fait mention d'un objectif de zéro consommation nette de terres agricoles et naturelles en 2040. Le SRADDET modifié inscrit dans son objectif 31 un objectif de réduire de moitié le rythme national de consommation entre 2021 et 2031 par rapport à la décennie précédente et atteindre d'ici à 2050 une artificialisation nette de 0%.</p> <p>En ce qui concerne la préservation de la biodiversité, le DOO identifie les continuités écologiques et corridors écologiques remarquables définis dans le PNR.</p> <p>Pour le cadre de vie, le DOO dans sa prescription 66 inscrit que les projets d'aménagement doivent contribuer à un cadre de vie de grande qualité aussi bien sur le plan des logements que des espaces collectifs et publics et participer à la préservation et/ou l'amélioration du paysage. Il est également mentionné que l'atlas départemental des Paysages et le travail sur les unités paysagères réalisé par le Parc Naturel de la Vallée de la Rance -Côte d'Emeraude sont des supports de référence pour le maintien des identités paysagères du territoire. Enfin, le DOO fait également référence aux entrées de ville identifiées par le PNR. Il est inscrit que celles-ci devront faire l'objet d'une OAP au sein du PLUi-H.</p>
Foncier	Chambre d'Agriculture	Programme d'Actions	Priorité II, Action 1, sous action 2 : Poursuivre les accompagnements à l'installation et le travail sur l'accès au foncier => Proposition de reformulation : « Engagement d'une expérimentation foncier- transmission sur trois ans avec la Chambre d'agriculture, la Région Bretagne et la SAFER sur un territoire de 10 communes. Cette expérimentation visera à faciliter les installations futures en mettant en place une instance locale de concertation multi-acteurs, dénommée "cellule foncière agricole". Celle-ci aura également pour mission d'accompagner les agriculteurs volontaires dans des démarches d'échanges parcellaires et de transmission de leur exploitation. »	La rédaction de cette action sera reprise au regard de l'expérimentation en cours.
Foncier	Région Bretagne		Protection des terres agricoles et secteurs prioritaires de remise en état agricole Le SCoT prévoit des orientations et mesures pour garantir les conditions d'exercice de l'activité agricole sur des espaces préservés de l'urbanisation. Il n'est pas spécifiquement identifié dans le document les secteurs prioritaires de remise en état agricole dans les différents espaces.	Ne suscite pas de réponse
Foncier	Région Bretagne		Réduction de la consommation foncière et de l'artificialisation des sols La Région partage l'ambition du territoire en matière de maîtrise de la consommation d'espace et salue le fait que cet objectif constitue le fil conducteur de l'élaboration du SCoT-AEC de Dinan Agglomération. En effet, le SCoT comprend différentes mesures et règles d'utilisation du foncier pour limiter une consommation foncière excessive conformément à la trajectoire ZAN et en fonction des différents secteurs : secteurs résidentiels, secteurs d'activité économique, secteurs commerciaux. La Région partage l'ambition portée par le projet de territoire en matière de renouvellement urbain, même si la résorption de la vacance est peu évoquée au travers du calcul sur les besoins de logements (les logements vacants sont au nombre de 4 475 en 2021, soit 7% du parc total). Les prescriptions du SCoT paraissent de nature à limiter significativement la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et l'artificialisation des sols sur le territoire.	Ne suscite pas de réponse
Foncier	Région Bretagne		Cibles territorialisées de consommation foncière maximale pour la tranche 2021-2031 Le SCoT de Dinan Agglomération respecte l'enveloppe de consommation d'espace maximale prévue par le SRADDET à horizon 2031. Au regard des périodes de référence, le SCoT a estimé ce qui a été consommé depuis septembre 2021 jusqu'en 2024 sur les territoires (134 ha dans le diagnostic p.9). Il semble pertinent d'apprécier cette estimation au regard des éléments chiffrés en matière de consommation effective d'espaces issus de l'outil « MOS » (Mode d'occupation du sol) pour l'année 2024, dès qu'ils seront disponibles.	Voir Mémoire en réponse pour le détail.
Friche agricole	Chambre d'Agriculture	PAS / DOO	Réserve majeur : Le changement de destination aux anciens bâtiments agricoles en friche objectifs 15 et 19 du PAS, <u>préconisation 145 du DOO (à modifier)</u> : car aucune disposition ne vient garantir la préservation de l'activité agricole à proximité. => Réaffirmer que tout bâtiment agricole de qualité (bon état structurel, sécurité assurée, présence d'un bardage sur trois faces, facilité de réutilisation), disposant de foncier attenant, situé à proximité d'une activité agricole en cours, et implanté de manière isolée (afin d'éviter le mitage non agricole en zone rurale), doit être maintenu à vocation agricole. => ce changement de destination devrait être limité à certaines fonctions économiques strictement encadrées, notamment celles relevant des destinations "commerce de gros", "industrie" ou "entrepôt", telles que définies dans le code de l'urbanisme	Le travail sur l'identification des changements de destination d'anciens bâtiments agricoles se fera dans le cadre du PLUiH. Le SCoT AEC donne des principes pour cadrer le changement de destination. Une analyse plus fine avec des critères plus précis et un regard au cas par cas (telle quelle peut être menée dans l'identification des STECAL) sera effectuée lors de l'élaboration du PLUiH.

Hebergements Saisonniers	Chambre d'Agriculture	DOO	Observation : Accueil des salariés saisonniers en agriculture La Chambre d'agriculture soutient fortement que l'accueil de ces saisonniers puisse se réaliser. Préconisation 144, prévoit que l'accueil de ce public saisonnier se fasse prioritairement dans les bourgs et villages constructibles. L'accueil des travailleurs saisonniers agricoles doit absolument tenir compte des fortes contraintes de mobilité => Demande changement de la prescription : « La création d'hébergements pour les travailleurs saisonniers agricoles doit être possible en zone urbaine et sur les exploitations agricoles. La création de nouveaux logements doit être limitée aux besoins de présence sur l'exploitation agricole et aux difficultés des mobilités rencontrées».	La création d'hébergements de saisonnier peut se faire dans les bâitments agricoles déjà existants. La construction nouvelle d'hébergements ne sera pas possible au vu du risque par la suite de changement de destination.
Hébergements Saisonniers	Région Bretagne		Habitat des actifs du tourisme Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération aborde la question de l'hébergement des saisonniers (p.32 du Diagnostic et p.54 du DOO). Il renvoie vers le volet habitat du PLUiH la charge de préciser les secteurs et besoins en logements pour travailleurs saisonniers, notamment du tourisme et de l'agriculture.	Ne suscite pas de réponse
Lien charte de Parc - Coupure d'urbanisation	MRAE	DOO	Maintenir des respirations paysagères entre les espaces urbanisés via le respect des Coupures d'urbanisation identifiées au Plan de Parc : la cartographie (en Annexe II du DOO) identifie les coupures d'urbanisation qui sont identiques à celles inscrites au plan de Parc. Elles ne concernent cependant que le littoral et les espaces proches du rivage mais pas celles sur Lanvallay, Taden, Quévert et Plancoët qui nécessiteraient d'être traduites dans le DOO	Au vu du nombre d'hectares limités et sa répartition sur l'ensemble du territoire, le risque d'extension importante est limité. L'enjeu des coupures d'urbanisation en dehors des espaces littoraux paraît donc moins prioritaire.
Logement Agricole	Chambre d'Agriculture	DOO	Réserve majeur : Logement de fonction agricole nous contestons fermement la dernière phrase de la prescription 144, qui affirme que « le nouveau logement est considéré comme un bâtiment agricole ». Lecture de la CA de la jurisprudence : Cette décision reconnaît au logement un lien de fonctionnalité avec l'exploitation agricole, mais en aucun cas une destination agricole au sens du Code de l'urbanisme. => Demande de suppression de la la phrase ci-dessus.	Au vu de la jurisprudence, la rédaction de la prescription 144 sera revue. L'objectif sera de maintenir l'intention de préserver les logements de fonction au sein de exploitation et d'éviter qu'ils soient revendus à un tiers.
Logements	Région Bretagne		Production de logements locatifs abordables et mixité Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération pose un diagnostic et des orientations concernant la production de logements à l'horizon 2050 et intègre des principes de répartition spatiale concernant leur production (résidences principales et secondaires). Il s'inscrit globalement dans la démarche régionale puisqu'il affiche son ambition de participer à l'objectif d'atteindre 30% de logements abordables. Cet objectif est exclusivement affiché pour les 12 bourgs-pôles. La Région invite le SCoT à compléter cette ambition en fixant des objectifs territorialisés et chiffrés pour la production de ces logements abordables pour l'ensemble des parties du territoire, mais également des objectifs de densité de logements à l'hectare, ainsi qu'en matière de lutte contre la vacance.	Le travail sur la production de logements locatifs abordable sera précisé dans le cadre de la territorialisation du volet Habitat du PLUiH. Une réponse plus détaillée a été rédigée dans le mémoire en réponse.
Logements	CMA		Veiller à l'existence d'un parc de logements diversifiés et abordables partout sur le territoire. Il serait cependant important de souligner plus explicitement la nécessité de répondre aux besoins spécifiques en logement des apprentis et des jeunes en formation. En effet, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat dispose d'un CFA sur le territoire, à Auceleuc, qui accueille régulièrement ces publics. Assurer une offre de logements abordables et diversifiés à leur attention est essentiel pour favoriser leur insertion et leur réussite professionnelle.	Le projet de Foyer des Jeunes Travailleurs est en cours. Les besoins de ce public spécifique seront précisés dans le volet Habitat du PLUiH
Logements	Services de l'Etat	DOO	Faire référence à l'adaptation de la taille des logements au besoins des ménages pour favoriser les parcours résidentiels. Besoin d'un rééquilibrage avec des petits logements	Le DOO affirme en effet, l'importance de la production de petits logements, notamment au regard du vieillissement de la population. Le volet Habitat du PLUiH définira une programmation plus précise. Une réponse plus détaillée a été rédigée dans le mémoire en réponse.
Logements - résidences secondaires	Services de l'Etat	DOO	S'interroge sur les RS > au RP sur les communes littorales Mise en place d'outil tel que la servitude de résidences principales - liste de secteurs pouvant concerné dans le SCoT	De nombreux outils opérationnels seront déployés pour la maîtrise des Résidences Secondaires sur l'ensemble des communes littorales. Ces dispositifs, qui évoluent dans le temps seront précisés dans le PLUiH. Une réponse plus détaillée a été rédigée dans le mémoire en réponse.
Logistiques	CMA		Prescription n°124 Les activités logistiques : La logistique liée au e-commerce, relevant de la sous-destination «entrepôt», entre dans le champ du volet commerce du DOO et du DAACL. Elle doit donc faire l'objet d'un encadrement strict, avec une localisation précise dans des zones adaptées, afin d'éviter un développement non maîtrisé qui risquerait notamment de fragiliser les ZAE	La grande logistique n'est pas promue et aucun secteur n'a été identifié pour qu'elle puisse s'implanter.
Loi littoral	Services de l'Etat	DOO	Mise à jour de la liste des espaces remarquables R 121-5 plutôt que R146-6	La liste des espaces remarquables sera mise à jour.
Loi littoral	Services de l'Etat	Justification	Coupures d'urbanisation ne peuvent pas être uniquement renvoyée au PLUiH	Dans les justifications sera précisée la méthodologie employée pour définir les coupures d'urbanisation qui apparaissent au DOO p 87 : Cartographie des coupures d'urbanisation au sens de la loi littoral et de la délimitation des espaces proches du rivages.

Loi littoral	Chambre d'Agriculture	DOO	<b>Observation : Concernant l’application de la loi littoral</b> Préconisation 151 : demande au PLUi de garantir l’inconstructibilité des coupures d’urbanisation liées à la loi Littoral, telles que cartographiées en annexe du document. => demande que la prescription 151 intègre explicitement la possibilité d’autoriser, de manière claire, les constructions nécessaires à la poursuite et au développement des activités agricoles au sein des coupures d’urbanisation.	Le SCoT applique la loi littoral. Tout ce qui est autorisé et autorisable par la loi littoral le sera dans le futur SCoT AEC. Il n’y a pas de volonté d’aller plus loin.
Loi littoral	Chambre d'Agriculture	DOO	<b>Observation : Prescription 49 – Urbanisation par densification dans les villages</b> Possibilité d’urbanisation dans les villages par le biais de la densification mais pas d’identification des villages susceptibles d’accueillir de nouvelles constructions. => Demande de préciser la prescription 49 en définissant plus explicitement les critères ou caractéristiques que devront présenter les villages ou secteurs concernés par cette possibilité d’urbanisation : typologie de l’habitat, morphologie urbaine, niveau d’équipement, desserte, liens avec le tissu économique local, etc	Les villages et leurs critères d’identification sont définis à la prescription 49 et 147, de même que les STECAL à la prescription 50 et les Secteurs Déjà Urbanisés à la prescription 148. Ils n’ont pas vocation à être précisés. L’accueil de population dans les villages et SDU est prévu uniquement par densification, c’est à dire au sein de l’enveloppe urbaine. La consommation d’ENAF est en principe évitée à l’exception de dents creuses supérieures à 2500m² (seuil du MOS pour différencier les terrains vacants des parcelles ENAF).
Loi littoral - SDU	Services de l’Etat	DOO	Refus du SDU de la Ruais (Beaussais sur Mer)	Le Secteur Déjà Urbanisé de la Ruais sera retiré de la liste des Secteurs Déjà Urbanisés.
Mise en œuvre - Suivi	Services de l’Etat		Pilotage du programme d’actions : politique et technique	Un document annexe pour détailler le pilotage technique et politique tel qu’il doit apparaître dans un PCAET, sera créé. Il précisera la gouvernance de l’ensemble de la mise en œuvre du SCoT AEC ainsi que les indicateurs de suivi nécessaire à l’évaluation en distinguant les indicateurs de moyens et de résultats.
Mobilité	CMA	PAS	12. Favoriser les mobilités alternatives à la voiture individuelle et décarbonées : Les leviers proposés dans l’objectif de décarbonation des mobilités (GNV, bornes électriques, télétravail, mobilités actives ...) vont dans le bon sens. Toutefois, l’ajout de la mixité fonctionnelle est aussi un levier pertinent, car il réduit les déplacements en rapprochant logement et emploi c’est pourquoi il pourrait être intégré à cet objectif.	L’objectif de mixité fonctionnelle est présent par la notion "d’espace de vie multifonctionnels" dans le PAS et le DOO en évoquant l’ensemble des centralités (bourgs).
Mobilité	Région Bretagne	Programme d’Actions	<b>Intégration des mobilités aux projets d’aménagement</b> Les enjeux relatifs aux mobilités sont bien pris en compte dans les principes d’aménagement (résidentiel ou commercial) fixés dans le SCoT-AEC de Dinan Agglomération. Le développement des mobilités actives et les possibilités de report modal doivent être étudiés pour tous les projets d’aménagement et des règles sont posées que ce soit sur les territoires urbains ou ruraux. La question de la gestion foncière est également traitée notamment pour les modes actifs, avec la volonté de conserver une démarche de sobriété dans tout aménagement. La Région note que ces orientations s’inscrivent en complémentarité et en cohérence avec le “Plan vélo communautaire 2022-2032” de Dinan Agglomération La bonne jonction et articulation des différents maillages (départementaux, intercommunaux, communaux) constituent également un point d’attention particulier pour proposer un maillage sans rupture et limitant les zones à risques.	Ne suscite pas de réponse.
Mobilité	Région Bretagne	Programme d’Actions	Développement des aires de covoiturage Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération pose les principes d’interconnexion avec les déplacements en mode actif ou transports en commun et de réservation du foncier nécessaire. L’identification plus fine des espaces réservés est renvoyée au PLUiH. Afin de faciliter le maillage des aires de co-voiturage à l’échelle du bassin de vie, les conclusions de l’étude mobilité devrait permettre de préciser davantage les besoins et pratiques en lien avec l’armature territoriale. Dans cette optique, l’opportunité pourrait être saisie d’encourager sur ces aires une information-voyageur multi et intermodale pour accompagner le report vers les mobilités durables actives et partagées dans une logique d’intermodalité.	La question du co-voiturage et de sa montée en puissance est présente au sein du programme d’actions du volet AEC
Nuisance sonore	ARS	Etat initial de l’env / DOO	Les nuisances sonores décrites dans l’état initial se limitent aux infrastructures de transports terrestres alors qu’elles ne constituent pas les seules sources de nuisances sonores. Il conviendrait de garantir l’absence d’exposition aux nuisances sonores dans les nouveaux quartiers d’habitat et notamment ceux à proximité des zones d’activités.	Les Installations Classées pour la Protection de l’Environnement pouvant créer des nuisances sonores seront cités.
Paysage	PNR	DOO	<b>Améliorer la qualité paysagère et environnementale de l’ensemble des zones d’activités du territoire</b> (identifiées au plan de Parc ou non) : cette disposition est transposée dans le DOO, mais se traduit principalement pour les nouvelles implantations : prescription 114 Qualité d’aménagement des zones d’activités. Un objectif de requalification de l’existant pourrait être plus fortement affirmée et étendu aux entrées de ville, notamment celles reprises dans le plan de Parc. Une cartographie des sites à enjeux traduisant ceux identifiés au Plan de Parc serait à figurer.	Le tableau des entrées à requalifier apparait dans le DOO.
Paysage	Région Bretagne	DOO	Identité paysagère du territoire. Le SCoT de Dinan Agglomération, au travers d’un certain nombre de prescriptions, pose des exigences en matière d’intégration paysagère et de qualité architecturale pour les projets d’aménagement, sans définir plus spécifiquement les caractéristiques paysagères à préserver. La Région invite le SCoT, dans la structuration de ce volet, à s’appuyer sur les unités paysagères ainsi que les 3 entités définies dans l’EIE pour identifier et détailler les mesures adaptées à la spécificité des secteurs à enjeux en matière de paysage, d’architecture et d’urbanisme.	Il est proposé d’ajouter une prescription sur les "qualités paysagères identitaires" pour détailler les caractéristiques des unités paysagères et les enjeux en matière de paysage. Le contenu de la prescription serait le suivant " Les documents d’urbanisme doivent identifier les qualités paysagères et les marqueurs identitaires qui font la qualité de chaque milieu et de chaque site, en tenant compte des facteurs d’attractivité résidentielle et touristique, ainsi que des services rendus pour l’agriculture, la biodiversité et la gestion des risques naturels. Ils doivent définir les principes pour la préservation et valorisation des singularités de chaque unité paysagère du territoire notamment : - La façade littorale armoricaine ; - L’arrière-pays regroupant le plateau agricole et vallées de l’arrière-pays, le plateau boisé et bocage breton et la vallée de la Rance entre plateaux. - L’estuaire de la Rance "

Pratiques Agricoles	Chambre d'Agriculture	DOO / Programme d'actions	Observation : Concernant les pratiques agricoles PAS,axe 1 (pages 5 et 6 du document), ainsi que dans plusieurs prescriptions du DOO (prescriptions n°14, 19, 21, 132, etc.) = référence aux pratiques agricoles, avec la formulation d’objectifs ou de recommandations en la matière. Nous souhaitons exprimer notre étonnement quant à l'intégration de telles préconisations dans un document de planification stratégique tel qu'un SCOT. En effet, ces objectifs de gestion des pratiques agricoles ne sont pas opposables et ne pourront pas être traduits de manière réglementaire dans le PLUi. => Demande leur retrait, y compris dans les éventuels plans d’actions associés au SCOT.	Bien que le SCoT AEC n'ait pas vocation à agir sur les pratiques agricoles, ce document porte un programme d'actions AEC. Ainsi, l'accompagnement des pratiques agricoles est légitime dans le cadre du Plan Alimentaire Territorial, du plan algues vertes, et du déploiement des Paiement pour Services Environnementaux et des Mesures Agro-environnementales et Climatiques.
Publicité	PNR	DOO	<b>Maitriser l’affichage publicitaire</b> : la gestion de l’affichage publicitaire est uniquement évoquée prescription 73 dans le cadre des Entrées de Villes. Le chapitre II.A.II du DOO pourrait préconiser une vigilance sur ce point, hors et en agglomération. Le Syndicat du Parc pourra accompagner les collectivités dans les démarches de résorption de l’affichage publicitaire.	La problématique de l'affichage publicitaire se concentrant sur les entrées villes, la focale restera sur ces espaces.
Qualité de l'eau	Chambre d'Agriculture	DOO	<b>Réserve majeur : La préservation de la qualité de l’eau</b> prescriptions 6 et 7 : mise en place d’une stratégie foncière et de transmission agricole => la maîtrise foncière ne peut constituer une finalité en soi. Elle ne doit être envisagée que comme un levier au service d’un véritable projet agricole, défini en lien avec les acteurs du territoire et fondé sur une vision cohérente du développement agricole. Ce projet, en particulier lorsqu’il s’inscrit dans un périmètre de protection de captage, doit précéder toute démarche d’acquisition foncière.	Les objectifs portés par la stratégie foncière sur les secteurs sensibles et à enjeux notamment autour des périmètres de captage, n'impliquent en aucun cas une maîtrise ou acquisition foncière systématique. En effet, la définition d'un projet est un préalable.
Risques	MRAE	DOO	L'Ae recommande de développer la prise en compte des différents risques sur le territoire en préconisant : · l'acquisition et le suivi des connaissances pour mieux anticiper le risque, y compris celui dû au croisement des aléas de submersion marine et d’inondation continentale ; · l'étude du repositionnement des équipements sensibles en dehors des zones à risque.	La question du suivi des aléas et des vulnérabilités sera intégrée au dispositif de suivi afin de mieux anticiper les risques. Ces éléments rentreront dans la mise en oeuvre du PICS.
Risques	Chambre d'Agriculture	PAS / DOO	Observation : Concernant les risques naturels/inondation Divergence de contenu a été relevée entre le PAS (chapitre 6) et le DOO (prescription 25) concernant les ouvrages de protection existants : ceux-ci sont mentionnés dans le DOO, mais pas dans le PAS. Si perte de terres : => Demande que des solutions de compensation soient prévues pour les exploitants agricoles impactés, à la hauteur des pertes réelles subies.	Si le PASn’ évoque pas explicitement les ouvrages de protection existants, cela n'implique pas d'incohérence. Le DOO vient préciser l'objectifs du PAS.  Les ouvrages dont l'intérêt est la protection des terres, nécessitent la création d'Association Syndicale Autorisée pour les gérer. Il n'y pas de gestion par Dinan Agglomération. Les solution fondées sur la nature doivent être envisagées avec l'ensemble des partie prenantes. Le SCoT n'a pas vocation à identifier ces ouvrages et à étudier les compensations agricoles.
Risques - Erosion trait de côte	CCI	DOO	Erosion du trait de côte : Souhait de préciser dans le DOO cette notion d'activité "nécessitant la proximité de la mer", afin qu'elle inclue de manière explicite les activités portuaires et leurs infrastructures existantes. Définition d'un statut particulier pour les ports qui permette une compatibilité fonctionnelle et évolutive avec leurs besoins opérationnels, notamment en matière d'aménagements, et plus particulièrement sur le port de Saint-Cast.	Les activités nécessitant la proximité de la mer sont définies par la jurisprudence de la loi littoral.
Risques - Erosion trait de côte	Région Bretagne		<b>Projection d’élévation du niveau de la mer</b> Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération prévoit des mesures de gestion et d’évitement au regard des risques d’inondation, de submersion marine et de recul du trait de côte présents sur le territoire. Comme le prévoit le SRADDET, le DOO envisage la possibilité de relocaliser les activités et les biens situés dans les zones à risques, y compris sur le territoire des communes rétro-littorales, et de renaturer les espaces déconstruits. Il aurait été intéressant que, comme pour le risque inondation (prescription 25), le DOO prévoit de favoriser les solutions fondées sur la nature plutôt que la construction d’ouvrages de protection pour faire face aux risques d’érosion et de submersion. Par ailleurs, si le DOO ne repère pas lui-même ces secteurs "de repli", il demande au PLUiH de le faire, dans le respect des dispositions du DOO, ce qui permet de répondre à la demande du SRADDET. Enfin, il est	La prescription 26 sera complétée par les solutions fondées sur la nature pour faire face aux risques d’érosion et de submersion.
Risques - Erosion trait de côte	Services de l'Etat		Relocalisation suite à l'érosion du trait de côte - Zone de repli à prévoir	Pour l'instant aucune zone de repli n'a été identifiée car l'impact de l'érosion et de la submersion marine sur les espaces urbanisés littoraux de Dinan Agglomération n'a pas été cartographié. Le travail sur le recul du trait de côte apportera de nouvelles connaissances pour le PLUiH
Sites pollués	ARS	Etat initial de l'env / DOO	Site pollué - Prescription 89 : A compléter en précisant que la présence de sites pollués doit systématiquement conduire à la mise en œuvre de la méthodologie nationale interministérielle sur les sites et sols pollués et qu’il convient d’éviter l’implantation d’établissements accueillant des populations sensibles sur des sols pollués	Les compléments seront apportés
Trame verte et bleue	Chambre d'Agriculture	DOO	Réserve majeur : TVB Prescriptions n°16, 17, 18 et 133 apparaissent excessivement contraignantes pour l’activité agricole. Taille trop réduite de la carte de l'armature verte Pourquoi interdiction de toute nouvelle construction dans les secteurs de « corridor écologiques”, d’autant plus que de telles interdictions ne sont pas prévues dans les réservoirs de biodiversité ? les constructions ne pourront être autorisées que à condition de ne pas impacter les fonctionnalités écologiques du milieu. Nous nous interrogeons sur la mise en pratique de cette préconisation et sur la réelle possibilité des pétitionnaires de justifier ce point et du service instructeur de le vérifier. => Permettre à minima les constructions agricoles dans les corridors écologiques	Les corridors doivent être protégés pour l'habitat et le déplacements des espèces. En revanche, l'emprise des corridors sur les exploitations agricoles doit être pris en compte dans la définition du zonage du PLUiH. Une analyse au cas /cas des projets doit être effectuée en fonction des impacts d'une éventuelle extension d'une exploitation agricole sur le corridor écologique.



Trame Verte et bleue	Chambre d'Agriculture	DOO / PLUiH	Observation : TVB Pas de souhait de traduction de la TVB par la création d'un zonage spécifique dédié à ces secteurs.	Il y aura une traduction de l'insconstructibilité de certains secteurs au PLUiH
Trame Verte et Bleue	Région Bretagne		Identification des continuités écologiques et secteurs prioritaires de renaturation écologique Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération s'appuie sur la trame verte et bleue déjà inscrite dans le PLUiH pleinement en cohérence avec le cadre méthodologique du SRADDET. La Région souligne l'ambition de Dinan Agglomération de positionner ses trames (verte et bleue, brune et noire) comme armature écologique du territoire. Pour définir cette armature, le SCoT-AEC de Dinan Agglomération s'appuie notamment sur le cadre méthodologique utilisé par le Parc Naturel Régional Vallée de la Rance Côte d'Emeraude. En transférant cette méthodologie sur les zones du territoire de l'agglomération non couvertes par le PNR, le SCoT-AEC de Dinan Agglomération propose une approche cohérente, homogène et également ambitieuse à l'ensemble du territoire de l'agglomération.	Ne suscite pas de réponse
Trame Verte et Bleue	Région Bretagne		Protection et reconquête de la biodiversité La Région souligne que les orientations et prescriptions du SCoT sont de nature à garantir la protection de la biodiversité dans les différentes zones du territoire de l'agglomération : en zone rurale, en zone urbanisée, en centralité, en zone agricole et dans les franges agri-urbaines, dans les espaces remarquables proches du littoral.	Ne suscite pas de réponse
Trame Verte et Bleue	Région Bretagne		Espaces boisés et de reboisement Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération intègre les enjeux des espaces boisés et du reboisement sous différents angles (biodiversité, changement climatique, paysage et cadre de vie), ce qui permet de prendre en compte ces enjeux dans les différents types d'espaces du territoire (zone rurale, zone urbanisée, zone littorale, ...). Par ailleurs, la Région souligne l'intérêt de préconiser la mise en place d'outils de gestion aux différentes échelles concernées (à l'échelle intercommunale, par massif forestier, par zone de boisement public) et de compléter cette vision par une stratégie de boisement de nouvelles surfaces en indiquant les zones prioritaires à enjeux : sites naturels remarquables, pourtour des cœurs de biodiversité et des corridors écologiques notamment.	Ne suscite pas de réponse
Trame Verte et Bleue - Boisement	CNPF	DOO	Prescription 11 : Espaces boisés » au point I.B.I. (page 12) l'insertion dans les documents d'urbanisme de prescriptions sylvicoles (surface maximum des coupes rases par exemple) allant au-delà du simple classement au titre des articles L113-1, L151-23 et L151-19 du Code de l'urbanisme n'est pas permise par les textes. Nous préconisons de limiter le classement en EBC aux bois et forêts de surface inférieure à 2,5 ha et ne disposant pas de document de gestion durable. La couche cartographique anonymisée des forêts privées couvertes par un document de gestion durable est disponible sur GéoBretagne	La définition sera revue
Trame Verte et Bleue - Boisement	CNPF	DOO	les plans simples de gestion (PSG) sont des documents de gestion durable (DGD) à destination des forêts privées. Ceux-ci sont obligatoires pour les bois et forêts de plus de 20 ha et réalisables volontairement pour les forêts entre 10 et 20 ha. Il est important de mentionner également le Code des Bonnes Pratiques Sylvicoles (CBPS) avec programme des coupes et travaux ainsi que le Règlement Type de Gestion (RTG), deux autres DGD qui peuvent être appliqués volontairement sur les propriétés boisées de moins de 20 ha. Ils permettent aux propriétaires de petites surfaces forestières de disposer d'une garantie de gestion durable adaptée à la taille de leur propriété. Pour les forêts publiques, les documents de gestion sont des aménagements forestiers, rédigés par l'Office National des Forêts et validés par le Préfet de région pour les collectivités ou par le Ministre en charge de la forêt pour les forêts domaniales.	Cette remarque sera prise en compte
Trame Verte et Bleue - Boisement	Chambre d'Agriculture	Programme d'Actions	Priorité I, Action 1, sous action 4 : Gérer durablement les boisements et massif forestier => Retirer la CA des financeurs.	La fiche action concernée sera reprise pour prendre en compte la remarque.
Volet AEC	MRAE	Etat Initial de l'Environnement	L'Ae recommande de dresser le bilan du PCAET précédent et d'évaluer l'actuel plan d'actions « AEC ». En l'état, l'atteinte des objectifs visés dans les secteurs « AEC » paraît difficilement envisageable au regard des trajectoires prévues (énergies et émissions de gaz à effet de serre - GES)	Un état d'avancement du plan d'actions sera intégré à l'Etat Initial de l'Environnement
Volet AEC	Services de l'Etat	Programme d'actions	Le Programme d'actions n'est pas décliné par secteurs d'activités + moyens humains et financiers sont insuffisants Intégrer des actions portés par d'autres partenaires et s'inspirer des actions de sobriété rescensées par l'Ademe.	Les différents secteurs : résidentiel, tertiaire ; transport routier et autres transports ; agriculture ; déchets ; industrie hors branche énergie, branche énergie sur lesquels doivent agir le programme d'actions AEC seront intégrés dans les fiches actions.
Volet AEC	ARS	Programme d'Actions	Radons : Evoquer les guides existants édités par l'ARS	La fiche action évoquera les guides exsistants édités par l'ARS
Volet AEC	PNR	Programme d'actions	Le Programme d'actions du SCOT, qui intègre le volet Air Energie Climat (AEC), traduit de manière opérationnelle l'ambition politique du territoire (PAS) ainsi que certaines prescriptions déclinées dans le DOO. Ainsi, dans le cadre d'un programme d'actions SCOT-AEC, le Syndicat du Parc est bien ici cité pour différentes actions comme partenaire et peut agir au côté du SCOT et des collectivités pour concrétiser ces mesures.	Ne suscite pas de réponse

Volet AEC - Adaptation	Services de l'Etat	Diagnostic /Programme d'actions	Intégrer la TRACC dans l'analyse de vulnérabilité du territoire et du volet adaptation du plans d'actions pour proposer des scénarios climatiques	La période actuelle montre une accélération des connaissances et des objectifs sur le sujet du dérèglement climatique qu'il est important de prendre en compte. Une action forte de suivi des données et de la sensibilisation, dans la mise en oeuvre du document, va être renforcée dans la fiche action 29 et le document de dispositif de suivi.
Volet AEC - Dispositif de suivi	MRAE	Dispositif suivi	Les indicateurs de suivi sont classés par thématique environnementale et comprennent effectivement les domaines « air-énergie-climat » sans pour autant aller au bout de la démarche. En effet, il <b>est nécessaire d'intégrer le suivi du plan d'actions dans le suivi général du SCoT-AEC</b> . Il est notamment nécessaire de compléter le dispositif par le suivi des pratiques agro-écologiques (gestion des intrants et pesticides) et de la qualité des sols. Mise en place d'un observatoire des consommations d'eau	Le suivi du plan d'actions fait parti du dispositif de suivi global du document SCoT AEC, en matière de gouvernance et d'observatoire.
Volet AEC - Dispositif de suivi	Services de l'Etat	Dispositif suivi	Mise en place d'un observatoire du foncier dans le PLUiH pour suivre stockage carbone	Un observatoire sera mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du SCoT AEC en lien avec l'application du PLUiH. Le stockage carbone fait parti des indicateurs.
Volet AEC - Dispositif de suivi	Services de l'Etat	Dispositif suivi	R229-51 pas respecté dans son volet gouvernance et dispositif de suivi et d'évaluation.	L'ensemble du dispositif de suivi et d'évaluation (reprise de la fiche 29 légèrement complétée) sera inscrit dans un document à part entière, tel qu'il est demandé dans le cadre d'un PCAET
Volet AEC - GES	MRAE	Evaluation environnementale / Programme d'actions	L'Ae recommande <b>d'évaluer l'ensemble des actions menées en matière de limitation des émissions de GES, au regard des leviers identifiés, afin d'apprécier l'efficacité du plan d'actions.</b> => Intégrer le Plans d'actions à l'évaluation environnementale afin d'apprécier l'efficacité du volet "air énergie climat" L'Ae recommande de démontrer l'efficacité des actions envisagées. En effet, les trajectoires actuelles de consommation énergétique rendent peu probable l'atteinte de l'objectif de réduction de moitié de la consommation d'énergie d'ici 2050.	Le Volet AEC a été analysé dans l'évaluation environnementale à travers à la fois les incidences négatives potentielles liées aux mesures prévues et en mettant en avant les impacts prévisibles positifs sur les différentes thématiques environnementales des mesures du volet AEC. Par ailleurs, de nombreuses autres mesures qui ne sont pas à proprement parler dans le volet AEC sont susceptibles de produire des co-bénéfices pour la qualité de l'air, l'énergie et l'atténuation et l'adaptation au dérèglement climatique. Ces co-bénéfices ont également systématiquement été soulignés dans l'évaluation environnementale. L'évaluation environnementale s'est donc bornée à une analyse qualitative pour démontrer que le SCoT-AEC avait au global des effets positifs sur le volet AEC, mais il serait très difficile à un stade aussi amont d'aller plus loin en prouvant l'efficacité du volet AEC de manière quantitative, notamment en matière de Gaz à Effet de Serre.
Volet AEC - GES	Services de l'Etat	Général	Analyse des GES par secteur. Attention particulière sur l'amoniac => nécessité de travailler des actions sur les effluents des élevages Les objectifs son inscrits mais pas assez de justifications quant aux moyens pour y arriver	Cf réponse ci-dessus
Volet AEC - Globalité	Services de l'Etat	Résumé non technique	Introduction des propos sur le changement climatique et l'urgence de ne plus attendre pour agir ! (Résumé non technique)	Des propos sur le changement climatique seront introduit dans le résumé non technique
Volet AEC - Globalité	Services de l'Etat	Programme d'actions	Absence de stratégie territorialisée	Les différents secteurs : résidentiel, tertiaire ; transport routier et autres transports ; agriculture ; déchets ; industrie hors branche énergie, branche énergie sur lesquels doivent agir le programme d'actions AEC seront intégrés dans les fiches actions.
Volet AEC - Globalité	Services de l'Etat	Dispositif suiv / Programme d'actions i	Absence de dispositif de suivi et d'évaluation	L'ensemble du dispositif de suivi et d'évaluation (reprise de la fiche 29 légèrement complétée) sera inscrit dans un document à part entière, tel qu'il est demandé dans le cadre d'un PCAET
Volet AEC - Globalité	PNR	DOO - EIE - Résumé non technique	Mettre en évidence l'existence du parc par : La figuration d'une carte du Parc et du périmètre SCOT en début des documents du SCOT. - La mention de l'existence du Parc de sa Charte, comme document supérieur en termes de hiérarchie des normes d'urbanisme, dont le SCOT doit se faire « l'intégrateur ». - En précisant que les réflexions nécessaires à l'élaboration du SCOT se sont appuyées sur des documents de références élaborés avec l'appui du Syndicat du Parc (études, inventaires, cartographie TVB..) et sur son expertise du Syndicat du Parc dans les domaines où il est chef de file (notamment Biodiversité et Paysage). (Préambule du PAS).	Des éléments concernant le PNR seront ajoutés dans différents document du SCoT
Volet AEC - Globalité	Services de l'Etat	Général	Repréciser les éléments de la démarche - calendrier / atelier de concertation	Voir le bilan de la concertation. Il n'y a pas eu de démarche extérieur à celle du SCoT qui a intégré l'ensemble des thématiques y compris les ateliers Air Energie Climat
Volet AEC - Globalité	Services de l'Etat	Diagnostic	Actualisation nécessaire des données du PCAET	Les données du PCAET ont été systématiquement actualisées lorsqu'une donnée mise à jour était disponible, depuis la réalisation du PCAET
Volet AEC - Programme d'actions	MRAE	Evaluation environnementale	L'Ae recommande d'intégrer le Programme d'Actions a l'évaluation environnementale afin d'apprécier l'efficacité du volet "Air Energie Climat"	Le Volet AEC a été analysé dans l'évaluation environnementale à travers à la fois les incidences négatives potentielles liées aux mesures prévues et en mettant en avant les impacts prévisibles positifs sur les différentes thématiques environnementales des mesures du volet AEC. Par ailleurs, de nombreuses autres mesures qui ne sont pas à proprement parler dans le volet AEC sont susceptibles de produire des co-bénéfices pour la qualité de l'air, l'énergie et l'atténuation et l'adaptation au dérèglement climatique --> ces co-bénéfices ont également systématiquement été soulignés dans l'évaluation environnementale. L'évaluation environnementale s'est donc bornée à une analyse qualitative pour démontrer que le SCoT-AEC avait au global des effets positifs sur le volet AEC, mais il serait très difficile à un stade aussi amont d'aller plus loin en prouvant l'efficacité du volet AEC de manière quantitative.
Volet AEC - Qualité de l'air	MRAE	Programme d'actions	L'Ae recommande enfin de se doter d'une stratégie pour prendre en compte la qualité de l'air, et d'évaluer les actions menées pour la préservation de la santé humaine.	Un Plan d'Actions Qualité de l'Air va être intégré en reprenant les actions ayant un impact sur la qualité de l'air et certaines actions du Contrat Local de Santé

Volet AEC - Qualité de l'air	Services de l'Etat	Programme d'actions	Absence du PAQA - à intégrer au projet de SCoT AEC avant adoption (à minima étude sur les populations sensibles et leur santé + liste des établissement sensibles et leur localisation)	Un Plan d'Actions Qualité de l'Air va être intégré en reprenant les actions ayant un impact sur la qualité de l'air et certaines actions du Contrat Local de Santé. L'identification des populations sensibles ainsi que les établissements a été réalisée dans le Contrat Local de Santé et pourront être intégrés au SCoT AEC.
Volet AEC - Qualité de l'air	Région Bretagne		<b>Qualité de l'air</b> La Région salue la qualité du volet qualité de l'air du SCoT-AEC de Dinan Agglomération. Celui-ci s'appuie sur les objectifs de réduction des émissions fixés par le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques à l'horizon 2030 par rapport à 2005. Les données n'étant pas disponibles sur le territoire avant 2014, les objectifs inscrits dans le SCoT-AEC ont fait l'objet d'un recalcul explicité dans l'Etat Initial de l'Environnement (p. 159 et 160). Ces objectifs fixés à l'horizon 2030 participent à l'atteinte des objectifs régionaux fixés à l'horizon 2040. La réduction de la pollution atmosphérique étant un enjeu majeur en matière de santé publique, la Région souligne l'intérêt de la démarche de rapprochement avec les objectifs du Contrat local de santé en matière de santé-environnement permettant de concrétiser des actions en direction des habitants.	Ne suscite pas de réponse
Volet AEC - Qualité de l'air	Région Bretagne		Réduction des émissions de GES S'inscrivant dans la Stratégie Nationale Bas Carbone, le SCoT-AEC de Dinan Agglomération affiche une ambition importante par la volonté de diviser par 6 les émissions de GES d'ici 2050 et de multiplier par 2 le stockage carbone, contribuant ainsi de façon affirmée aux objectifs du SRADDET.	Ne suscite pas de réponse
Volet AEC - Qualité de l'air (séquestration carbone)	Services de l'Etat	Diagnostic / Programme d'actions	Objectif séquestration carbone indiqué mais pas d'actions identifiées	La séquestration carbone est un co-bénéfice de plusieurs prescriptions et actions : renaturation, trajectoire ZAN, restauration des fonctionnalités écologiques au sein de l'armature verte, protection des éléments de la trame verte et bleue
Volet AEC - Territorialisation	Région Bretagne		Mesures d'adaptation au changement climatique Le projet de territoire du SCoT-AEC de Dinan Agglomération constitue en soi dans sa globalité un projet d'adaptation au changement climatique. L'axe 1 du projet (fil conducteur du SCoT) porte un changement de paradigme sur l'ensemble des objectifs portés par les axes 2 et 3. La question des ressources et de l'adaptation aux évolutions est posée comme un préalable à la définition du projet de développement. En ce sens, le SCoT-AEC de Dinan Agglomération détermine les mesures d'adaptation nécessaires pour faire face au changement climatique. Il identifie les vulnérabilités de son territoire au changement climatique sur des thématiques transversales (ressources et milieux, populations ou encore activités économiques), en utilisant des données fiables (Météo-France) sur le climat actuel et ses évolutions projetées selon différents scénarios climatiques. Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération adopte à juste titre une analyse transversale en privilégiant les solutions fondées sur la nature, porteuses de co-bénéfices. La Région incite le SCoT à parachever cette ambition en la déclinant en fonction des typologies d'espaces ou en fonction du niveau de polarité de l'armature territoriale.	La trajectoire AEC et le programme d'actions n'ont pas vocation à être territorialisé.
Volet AEC - Territorialisation	Services de l'Etat	Diagnostic/ DOO	L'absence de stratégie formalisée ne permet pas d'identifier les priorités et les objectifs de la collectivité ainsi que les conséquences en matière socio-économique et le coût de l'action et celui de l'inaction. R229-51 du code de l'environnement. Territorialisation des scénarios de l'Ademe "transitions 2050"	Le SCoT AEC porte une stratégie avec son Projet d'Aménagement Stratégique qui porte les objectifs d'un SCoT modernisé mais également ceux du PCAET. L'intérêt du SCoT AEC est bien d'articuler l'ensemble des objectifs et de ne pas séparer les approches dans deux documents différents.
Volet AEC - Territorialisation	Services de l'Etat	DOO	Objectifs chiffrés par secteurs d'activités (résidentiel, transport, tertiaire, industrie, agriculture, déchets) avec une déclinaison 2026 / 2030 / 2050 A faire pour l'énergie (conso et production) / GES/ polluants atmosphériques (surtout polluants au regard du plan national et du Sraddet)	Pour les Gaz à Effet de Serre, les objectifs chiffrés sectorisés et déclinés à horizon 2030 et 2050 sont déjà affichés dans l'état initial de l'environnement p.152 Pour les polluants atmosphériques, les objectifs sont déclinés à 2030 conformément au Plan national de Réduction des Polluants Atmosphériques (PREPA) (pas de déclinaison sectorielle dans le PREPA). Dans l'état initial de l'environnement, les émissions actuelles de polluants sont déclinées pour chaque secteur. Dans le PCAET, des objectifs étaient fixés par polluant et par secteur, ils pourraient être repris dans le SCoT-AEC
Volet mer du SCoT	MRAE	DOO	Pas de volet relatif à l'aménagement et la protection de la mer et du littoral	Une étude en commun avec le Pays de Saint Malo est en cours de lancement sur le volet mer et littoral
Volet mer du SCoT	CCI	DOO / PAS	Activités maritimes : Affirmer davantage le rôle structurant des ports et leur contribution aux activités économiques (pêche) et touristiques (plaisance, croisières locales)	Une étude en commun avec le Pays de Saint Malo est en cours de lancement sur le volet mer et littoral
Volet mer du SCoT	Région Bretagne		Activités maritimes Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération affirme clairement la priorité donnée aux activités économiques nécessitant une proximité avec la mer (pêche, conchyliculture, activités portuaires, ...). La cohabitation des différents usages de la zone littorale étant une problématique particulièrement aigue en haute saison, les actions en faveur de la maîtrise des flux touristiques prévues par le DOO permettent de contribuer au maintien des activités de production dans cette zone littorale. Le DOO précise ainsi justement que les activités de plaisance ne doivent pas nuire aux activités de pêche et de conchyliculture et que des zones spécifiques pour le carénage des bateaux doivent être identifiées pour éviter toute pollution. La Région note que le développement d'un volet maritime au sein du SCoT permettrait de compléter les orientations du territoire sur les sujets à fort enjeu régional tels que l'optimisation du foncier disponible, la réaffirmation de la vocation des espaces portuaires et rétro-portuaires au service des projets économiques, la planification spatiale maritime, et le fonctionnement des écosystèmes marins et côtiers.	Une étude en commun avec le Pays de Saint Malo est en cours de lancement sur le volet mer et littoral

Zones Humides	MRAE	DOO	L'Ae recommande de renforcer le DOO, pour la préservation des zones humides, en prescrivant l'étude de leurs fonctionnalités écologiques (alimentation, type de milieu, etc.), en amont de tout projet d'aménagement.	Le DOO du SCoT AEC reprendra les recommandations des SAGE et n'ira pas au delà
Zones Humides	Chambre d'Agriculture	PAS / DOO	Réserve majeur : Zones humides Le PAS (chapitre 9) ainsi que le DOO (prescription 12) prévoient la mise en place d'une zone de protection systématique autour de toute zone humide => Demande de suppression	Le DOO du SCoT AEC reprendra les recommandations des SAGE et n'ira pas au delà



## Annexe 2 : Réponses aux observations des Communes

Communes	Avis	Remarques	Réponses proposées
AUCALEUC	Favorable		
BEAUSSAIS-SUR-MER	Favorable		
BOBITAL			
BOURSEUL	Favorable		
BROONS			
BRUSVILY	Favorable		
CALORGUEN	Prend acte		
CAULNES	Favorable	Emet trois réserves : prise en compte des parcelles situées en dent creuse dans les villages, modification de la prescription 144 du DOO (logement des agriculteurs), trop grande rigidité du SCoT qui ne prend pas en compte les situations particulières en ruralité. Voir délibération.	La constructibilité des villages sera définie dans le PLUIH, en fonction des critères identifiés dans le SCoT La définition du logement des agriculteurs sera revue pour qu'il puisse rester logement de fonction, sans pour autant être considéré comme un bâtiment agricole.
CORSEUL	Favorable	Emet des réserves sur le fait que le logement des agriculteurs soit considéré comme un bâtiment agricole. Concernant la ressource en eau, mise en avant d'une possibilité incompatible avec la réglementation : innovation au niveau pratique peut engendrer des dysfonctionnements et être source de contentieux avec la population car contraire aux prérogatives faites aux usagers	La définition du logement des agriculteurs sera revue pour qu'il puisse rester logement de fonction, sans pour autant être considéré comme un bâtiment agricole.
CREHEN			
DINAN	Favorable		
EVRAIN			
FREHEL	Favorable avec réserves	Le conseil municipal souhaite une meilleure prise en compte des trois bourgs sur Fréhel, de ne pas avoir de surtransposition réglementaire dans un but de cohérence, et un assouplissement des dérogations pour les changements de destinations des friches agricoles.	Les trois bourgs de Fréhel apparaîtront. Les changements de destination de friches agricoles seront possibles dans le respect de certaines conditions.
GUENROC	Favorable		
GUITTE	Favorable	Demande des précisions sur les trames vertes et bleues, notamment pour les conséquences sur les zones limitrophes, ne pas contraindre l'installation artisanale et commerciale en zone rurale, faciliter le changement de destination des bâtiments agricoles.	Le zonage de la TVB sera transcrit dans le PLUIH en prenant en compte les exploitations agricoles à proximité. Le SCoT n'amène pas de contrainte particulière pour l'installation des artisans dans les bourgs ruraux. Les changements de destination de friches agricoles seront possibles dans le respect de certaines conditions.
LA CHAPELLE-BLANCHE	Défavorable	Le conseil municipal constate l'occultation du développement économique et des prescriptions susceptibles de rendre difficile l'installation de commerces ; l'impossibilité de changement de destination d'un hangar agricole vers une autre activité ; incohérence de vouloir créer de l'emploi en contraignant les possibilités, tout comme la non-utilisation des habitations non occupées sur des fermes abandonnées ; l'aménagement d'une liaison vélo en enrobé est en contradiction avec la non-artificialisation des sols ; Le SCoT fige le paysage pour des décennies.	Le développement économique est promu sur les zones d'activités et en centralité, dans un souci de mixité au sein des bourgs (pour les activités compatibles avec de l'habitat). Les changements de destination de friches agricoles seront possibles dans le respect de certaines conditions.
LA LANDEC	Favorable		
LANDEBIA			
LANGROLAY-SUR-RANCE	Favorable		
LANGUEDIAS	Favorable		
LANGUENAN			
LANVALLAY	Favorable avec observations	Le CM constate la qualité du travail et la prise en compte des enjeux mais émet des doutes sur la prescription pour l'utilisation de matériaux biosourcés et souhaite la mise en avant de la pédagogie et de la sensibilisation. Il souhaite également un affichage plus net sur la maîtrise des résidences secondaires et Air BnB. Il estime que la prise en compte de la biodiversité n'est pas suffisante pour la biodiversité marine et l'impact de certaines activités (conchyliculture ou carénage par exemple) sur cette biodiversité. Enfin, il souhaite des pistes d'amélioration concrètes pour la lutte contre les polluants atmosphériques.	Concernant les Résidences Secondaires et les Airbnb, le SCoT AEC affiche une volonté forte de priorisation des résidents principaux. En revanche, les outils de lutte contre leur développement est de la compétence des communes. Le volet mer, y compris dans la protection de la biodiversité marine, sera étudié dans le cadre d'une étude spécifique qui intégrera le SCoTAEC par la suite. Un Plan d'Actions de la Qualité de l'Air sera ajouté au document
LA VICOMTE-SUR-RANCE	Favorable		
LE HINGLE	Favorable avec observations	Le CM souligne la nécessité de préserver les ressources en eau et la biodiversité. Il est sceptique sur les objectifs d'attractivité des centralités et regrette que les prescriptions en matière de foncier et de programmation de logements soient très défavorables au secteur de Guinefort. Enfin, il constate une rédaction trop rigide et trop encadrée du document.	Ne suscite pas de réponse
LE QUIOU			
LES CHAMPS-GERAUX	Prends acte		
MATIGNON			
MEGRIT	Prend acte		
PLANCOET			
PLEBOULLE	Présentation en CM sans délibération		
PLELAN-LE-PETIT	Favorable		
PLESLIN TRIGAVOU		Délibération avec avis favorable à l'unanimité du 17/06/25 non parvenue ?	
PLEUDIHEN-SUR-RANCE	Défavorable	Le CM regrette la complexité du document (d'où la difficulté à émettre un avis formel), avec des prescriptions trop contraignantes pour les habitants. Il partage les objectifs généraux visés par le SCoT mais regrette l'inefficacité à la défense du commerce de centralité. Voir délibération.	Ne suscite pas de réponse
PLEVENON	Favorable avec réserves	Le CM regrette une vision trop centripète du territoire et un manque de coordination et de coopération au-delà du périmètre de l'agglomération. Il explique que la commune est davantage tournée vers Erquy, Saint Brieuc et Lamballe que Matignon/Saint Cast ou Dinan. Souhaite que les orientations du PLH prennent en compte l'enjeu des aînés et jeunes y compris sur Plévenon (financement Logts sociaux) Prescription 150 semble réduire les aménagements possibles en espaces proche du rivage. Souhaite le développement du transport à la demande. Souhaite valoriser une commune rurale, agricole, maintien des commerçants... et pas que touristique	La prescription 150 sur les espaces proches du rivage correspond à la mise en oeuvre de la loi Littoral. Il n'y a pas de nouveauté vis à vis du PLUIH actuel.
PLOREC-SUR-ARGUENON			
PLOUASNE			
PLOUER-SUR-RANCE	Favorable		
PLUMAUDAN			
PLUMAUGAT	Présentation en CM sans délibération		
QUEVERT	Favorable avec observations	Les prescriptions touristiques paraissent trop fortes et devraient être précisées afin de ne pas compromettre tout projet d'hébergement touristique ; de même, en matière de camping, la rédaction apparaît trop restrictive.	Seules les extensions de campings sur les communes littorales présentant d'ores et déjà une offre importante en hébergement de plein air ne sont pas autorisées.
RUCA	Prend acte		
SAINT-ANDRÉ-DES-EAUX			

SAINT-CARNE	Favorable		
SAINT-CAST LE GUILDO	Présentation en CM sans délibération		
SAINT-HELEN	Favorable avec réserves	Le CM demande une plus grande flexibilité pour les communes rurales afin de ne pas bloquer leur développement, aussi il demande des dérogations sur les plafonds de croissance des communes rurales. L'objectif de réduction de consommation foncière doit être partagé mais différencié selon la typologie des communes et s'interroge sur l'éventuel assouplissement du ZAN. Par ailleurs, il y a une nécessité d'assurer une cohérence nécessaire avec la Bretagne Romantique limitrophe. Il souhaite un affichage clair dans le SCoT du rôle de la forêt de Coëtquen comme cœur de biodiversité qui devrait être explicitement intégré comme espace stratégique à préserver et valoriser.	La traduction du ZAN dans le PLUIH prendra en compte les gisements existants dans chaque commune, comme l'indique le SCoT AEC. La forêt de Coëtquen est un cœur de biodiversité qui sera donc préservé et valorisé,
SAINT-JACUT-DE-LA-MER			
SAINT-JOUAN-DE-L'ISLE	Défavorable	Le CM déplore une présentation succincte et considère qu'un territoire qui ne se développe pas meurt. Le SCoT présente un ensemble de contraintes figées jusque 2050 où l'aspect économique et la localisation de la commune ne sont pas pris en compte.	Le SCoT AEC porte un projet de territoire de préservation des ressources locales et de l'armature verte, dans lequel croissance démographique, développement économique et renforcement de l'ensemble des centres-bourgs s'insèrent, dans un souci d'équilibre territorial.
SAINT-JUDOCE	Prend acte		
SAINT-JUVAT	Prend acte		
SAINT-LORMEL	Favorable		
SAINT-MADEN			
SAINT-MAUDEZ	Favorable		
SAINT-MELOIR-DES-BOIS	Favorable avec observations	Estime que la condition de proximité de la friche agricole avec les équipements et services est beaucoup trop limitative et s'interroge sur le devenir de celles-ci si elles ne peuvent être valorisées.	Des conditions de mutation des fiches agricoles vers l'artisanat et l'habitat ont été posées afin d'éviter de mitiger le territoire. Certaines friches agricoles auront d'avantage vocation à être renaturées.
SAINT-MICHEL-DE-PLELAN	Favorable		
SAINT-POTAN	Favorable		
SAINT-SAMSON-SUR-RANCE	Favorable avec réserves	Le CM partage les grands objectifs énoncés dans le DOO du SCoT-AEC mais effectue diverses remarques sur les prescriptions suivantes : 42-acceptabilité sociale (moyen des petites communes), 48-offre de logements dans les bourgs (manque de clarté et insiste sur la nécessité d'avoir une variété de typologie des logements), 54- itinéraires cyclables express (financement), 57-gares-pôles d'échange de Dinan, Caulnes et Plancoët (amélioration du cadencement, financement des aménagements, contraintes d'espace de la gare de la Hisse), 58-Accessibilité multimodale des gares (voir 57), 59- liaison vers les pôles urbains extérieurs (voir 57), 62-périmètre de centralité commerciale (demande de précision sur l'interdiction de s'installer en ZA et manque de cartographie), 77-offre de stationnement véhicules (financement et ingénierie pour la mise en œuvre de la prescription), 86-compacité des formes urbaines (acceptabilité sociale de cette prescription, risque de recours et financement), 88-sobriété foncière de la production de logements (aides financières), 93-objectif de production de logements (objectif très ambitieux au regard du ZAN, voir 88), 97-typologie des logements (s'interroge sur la production de petits logements au regard des besoins des familles et de l'occupation par les personnes âgées de grands logements), 125- itinéraires de randonnée pédestre et cyclotourisme (aide financière et ingénierie), 127- hébergement dans les espaces retro-littoraux et ruraux (prise en compte de la situation particulière de la commune, incohérence des types d'habitat en camping) Voir délibération	Les remarques concernant le financement des pistes cyclables, des gares, l'offre de stationnement, le cadencement des trains, les aides financières sur la mise en œuvre de la sobriété foncière, le financement des itinéraires de randonnées ... ne sont pas du ressort du SCoT AEC.  Sur la typologie de logements, le besoin en petit logements est avéré. Voir le mémoire en réponse pour plus de détail.  Concernant la remarque sur le camping, la loi Littoral s'applique sur Saint Sanson sur Rance. Le SCoT AEC ne peut pas revenir sur cette application.
TADEN	Prend acte		
TREBEDAN	Favorable avec réserves	Emet des réserves concernant le développement des énergies renouvelables dans les zones « sensibles », notamment dans les prescriptions 16,17,18, arguant que le SCoT se contente du critère « éviter » de la démarche ERC (exemple du projet sur sa commune qui devrait bénéficier d'un régime dérogatoire). Le CM souligne également que le DOO réserve trop peu de place aux conséquences de la disparition des haies bocagères.	La préservation des cœurs, réservoirs et corridors de biodiversité est une priorité. La rédaction de la prescription 17 sera revue (voir le mémoire en réponse pour plus de détail)
TREFUMEL			
TRELIVAN			
TREVRON			
VAL D'ARGUENON	Favorable		
VILDE-GUINGALAN	Favorable		
YVIGNAC-LA-TOUR	Prend acte		

Annexe 3 : Réponses aux contributions des citoyens					
Réf	Lieu	Auteur	Catégories d'analyse	Résumé contribution	Réponses
@E4	Courriel	COLLEAUX Valérie	Agriculture	Remarque sur les prescriptions 143 et 144 d'une part car elle souhaite créer sa maison d'habitation à proximité de son exploitation agricole. Sur les prescriptions 135 et 136 d'autre part car elle souhaite récupérer sa parcelle pour y intégrer un projet d'énergie renouvelable (photovoltaïque). Voir documents joints à la contribution	Cette demande concerne un projet particulier qui pourra être étudié dans le cadre du PLUiH ou d'une demande d'autorisation d'urbanisme
@2	Web	Kher	Agriculture Environnement (eau, espaces naturels,...)	Elle exprime ses préoccupations face au projet de SCoT-AEC et insiste sur la valeur écologique et patrimoniale des landes, zones humides et espaces naturels (biodiversité, régulation de l'eau, stockage du carbone, préservation des sols). Leur destruction représenterait une perte irréversible. Aussi, elle s'oppose à toute orientation du SCoT favorisant : l'urbanisation excessive, l'implantation d'industries, d'éoliennes ou de commerces invasifs, l'artificialisation des sols dans les secteurs sensibles de Trébédan. Elle demande que le document inclue des garanties fortes et contraignantes pour : interdire toute implantation en zones humides ou landes, renforcer leur protection réglementaire, soutenir une agriculture durable, préserver l'identité rurale et naturelle de la commune. Enfin, elle rappelle que le SCoT doit absolument prendre en compte les enjeux de biodiversité, de résilience climatique et de qualité de vie locale, en faisant de la sauvegarde de ces espaces une priorité absolue.	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@4	Web	Anonyme	Agriculture Environnement (eau, espaces naturels,...)	Voir @2	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@156	Web	GOUPIL	Agriculture Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contribution d'un "paysan éleveur de vaches en agriculture paysanne et biologique sur la commune de Taden". En compatibilité avec le SRADET qui encourage le développement des circuits courts alimentaires, la structuration des filières bio et la vente directe à la ferme, le contributeur demande : - De protéger les pâturages attenants aux bâtiments d'élevage (levier de qualité de l'eau) ; - Donner la priorité à l'agriculture paysanne biologique en identifiant les fermes bio comme espaces stratégiques agricoles à protéger, en favorisant les projets de vente directe à la ferme ou sur les marchés, en cohérence avec le Projet Alimentaire Territorial ; · Conditionner toute extension urbaine sur des terres agricoles biologiques pâturables à la démonstration préalable de l'épuisement des capacités de densification et de réhabilitation du bâti existant ; "A mon sens, le SCoTAEC doit aller plus loin pour être véritablement compatible avec la trajectoire ZAN, le SRADET Bretagne, les engagements du PNR Vallée de la Rance – Côte d'Émeraude et le Projet Alimentaire Territorial"	Ne suscite pas de réponse
@157	Web	BERGER Marie pour Oikos Kaï Bios	Agriculture Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	7ème contribution de l'association OÏKOS KAÏ BIOS Témoignages concernant les désordres de santé affectant des vaches, des chevaux et des volailles dans des établissements à proximité d'éoliennes. (implantées sur des failles du sol où transite du courant électrique)	Ne suscite pas de réponse
@E17	Courriel	GOUPIL Daniel	Agriculture, Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Soucieux de la santé publique et de la protection des terres agricoles, il appelle à renforcer le SCOT de Dinan Agglomération. Il demande des prescriptions plus précises pour protéger les populations des pesticides, préserver et développer l'agriculture biologique, sauvegarder les prairies menacées par la monoculture et mieux protéger les cours d'eau, essentiels à l'alimentation en eau potable.	Le SCoT AEC n'a pas vocation à porter des actions contre les pesticides. Des actions d'accompagnement des agriculteurs dans les Paiements pour Services Environnementaux et les Mesures Agri-Envrionnementales et Climatiques sont en cours.
@112	Web	Me BOUQUET-ELKAÏM AVOCAT	Développement économique	Par l'intermédiaire de son avocat, Monsieur Frédéric Gwendal JOUON DES LONGRAIS domicilié à Plévenon et propriétaire de la maison du gardien de Fort La Latte formule ses observations. Gérant de la boutique Fort La Latte, il envisage de transformer la maison du gardien , aujourd'hui vacante, en un commerce de restauration et de débit de boissons en complément de la boutique existante. La prescription 63 qui envisage de freiner la construction de nouveaux locaux commerciaux hors périmètre de centralité lui paraît trop restrictive et ne pas tenir compte de toutes les situations existantes, notamment du cas de figure où des constructions existantes et non utilisées pourraient faire l'objet d'un changement de destination en activité commerciale sans induire d'augmentation de flux routiers et de trafic. Il note que le Conseil Municipal de Plévenon dans son avis du 22 mai 2025 regrette les termes de la prescription 63 et pense que des activités commerciales pourraient se développer au sein des sites Touristiques déjà artificialisés dans des constructions existantes. Deux projets sont concernés sur le territoire de la commune de Plévenon, celui du Bar Restaurant dans la maison du gardien du Fort La Latte, et celui du réaménagement du phare du cap Fréhel. En conséquence , il souhaiterait que la prescription 63 intègre une exception supplémentaire en autorisant le changement de destination des constructions existantes ou de dépendances de monuments historiques ouverts à la visite en locaux à usage commercial, tout en les conditionnant à l'absence de modification de l'emprise au sol et à l'absence d'augmentation significative des flux de trafic. Par ailleurs, , il considère que la prescription 130 qui indique que : « l'accès aux sites , (Cap Fréhel et Fort La Latte notamment) doit être limité pour éviter la sur fréquentation par l'éloignement et la gestion de stationnement, voire des restrictions d'accès » repose sur une dénaturation des faits et une appréciation erronée. Il rappelle que le Fort La Latte est une propriété privée et que la légalité de cette orientation se pose et que dans la gestion de ce site, les propriétaires ont toujours pris les mesures pour le préserver avec un taux de fréquentation stable depuis des années. Au regard de la gestion rigoureuse du site (zonage de protection et un encadrement administratif et réglementaire strict), les termes vulnérables et sur fréquenté lui paraissent inappropriés, voire inacceptables. Il demande que cette prescription soit supprimée , ou voire remplacée par la rédaction suivante : « L'accès aux sites les plus emblématiques ( Cap Fréhel et Fort La Latte notamment) doit rester maîtrisé. Il demande à la commission d'enquête d'assortir son avis de ces réserves	La réponse à la demande de M. Jouon des Longrais a été détaillée dans le mémoire en réponse.
@170	Web	Eugène CARO	Développement économique	La commune de Beaussais-sur-Mer souhaite s'assurer que l'extension de la zone de Coutelouche soit bien permise.	Les zones d'activité déconnecté des bourgs littoraux seront identifiées comme espace urbanisé à vocation économique dans le cadre de l'application de la loi littoral, afin de permettre soit leur extension ou densification.
MC1	Registre	Anonyme	Développement économique Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET Logements	Approuve la vitalisation des centralités par l'implantation et le développement de commerces de proximité et l'impossibilité de créer de nouveaux SIP en périphérie des villes. Demande une souplesse des orientations du document pour les changements de destination en campagne afin de favoriser la rénovation et l'arrivée de nouveaux habitants. Note que le développement des ENR est un point fort du SCoT mais considère que les énergies intermittentes ne sont pas une réponse adaptée à la lutte contre le changement climatique, que l'éolien n'apporte pas d'avantages à la hauteur de ses inconvénients mais est moins réservé sur les éoliennes en mer, et craint l'agri-voltaïsme consommateur de terres agricoles.	Ne suscite pas de réponse
MIM5	Registre	VILT Gérard	Développement économique Littoral	Souhaite que les zones d'activités situées en zone littorale puissent évoluer en matière de densité afin de s'adapter aux nouveaux besoins économiques et aux entreprises souhaitant s'implanter. Il y a un besoin de souplesse dans ce document pour répondre aux besoins des investisseurs.	Les zones d'activités déconnectées des bourgs littoraux seront identifiées comme espaces urbanisés à vocation économique dans le cadre de l'application de la loi littoral, afin de permettre soit leur extension ou densification.
@83	Web	Anonyme	Développement économique Enveloppe/consommation foncière Généralités Infrastructures	Le contributeur observe une incohérence entre les objectifs du SCOT et les projets et pratiques développés par les collectivités et les acteurs locaux . Il cite des exemples pour argumenter son propos , notamment en matière de de mobilité, d'implantation des services et équipements. Le Bimby lui paraît difficile à mettre en œuvre au regard des cahiers des charges des lotissements qui s'y opposent la plupart du temps. Il trouve qu'il y a peu de cohérence et de solidarités entre les collectivités du territoire. Les enjeux du territoire lui semblent totalement différents entre le pôle de Dinan, les secteurs ruraux et le littoral.	Ne suscite pas de réponse
@42	Web	Anonyme	Développement économique Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.

@109	Web	Frederic JOUN DES LONGRAIS	Développement économique Environnement (eau, espaces naturels,...)	Propriétaire de Fort la Latte S'interroge sur les prescriptions 63 et 130 du DOO. Dérogation pour les monuments historiques. Arbitrage entre patrimoine bâti et patrimoine environnemental. Veut conserver le plan simple de gestion de la forêt environnante. Plévenon n'est pas une commune adaptée au développement des commerces et services en centralité exclusivement.	La prescription 130 sera revue. Voir le mémoire en réponse pour plus de détail.
@162	Web	Marie	Développement économique Environnement (eau, espaces naturels,...)	Cette contributrice s'inquiète de voir la multiplication des éoliennes dans la campagne Bretonne, notamment près de Broons. Ces projets soutenus par les Elus impactent le paysage .Ils préfèrent la manne que les promoteurs leur offrent au détriment des paysages et des riverains de leurs communes. Les éoliennes portent atteinte au Tourisme. Les estivants reviennent déçus du spectacle affligeant des éoliennes qui polluent les plus belles vues sur la campagne bretonne. La fédération Gite de France a d'ailleurs décidé de retirer le label Gite de France aux loueurs de gîtes situés à moins de 2 km d'une éolienne.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@140	Web	Anonyme	Développement économique Logements	Besoin de logements accessibles et bien intégrés pour attirer des talents pour les entreprises, pas d'urbanisation brutale qui affecterait le cadre de vie.	Ne suscite pas de réponse
C3	Courrier	JOUN DES LONGRAIS Guénolé	Développement économique, Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Le contributeur conteste la qualification de « sites vulnérables » appliquée au Cap Fréhel et au Fort la Latte, déjà soumis à une gestion stricte et à des capacités d'accueil limitées. Il souligne que leur fréquentation est saisonnière et maîtrisée, qu'ils soutiennent l'économie locale et l'entretien des espaces naturels, et que des restrictions supplémentaires d'accès seraient injustifiées et contraires à la liberté de circulation. Il demande que la prescription 130 soit modifiée et que soit supprimé son dernier paragraphe.	La prescription 130 sera revue. Voir le mémoire en réponse pour plus de détail.
@58	Web	Anonyme	Enveloppe/consommation foncière Environnement (eau, espaces naturels,...)	Ce contributeur de Trélivan exprime son attachement à la préservation des espaces naturels de Trélivan (landes, zones humides, bois, prairies), essentiels pour la biodiversité et l'équilibre écologique local. Il s'inquiète des orientations du futur SCoT susceptibles d'encourager l'urbanisation excessive, l'implantation d'activités invasives et l'artificialisation des sols, particulièrement autour de Trébédan et Trélivan. Il demande des garanties contraignantes pour interdire les constructions sur les zones sensibles, renforcer la protection réglementaire, soutenir une agriculture durable, préserver les corridors écologiques et l'identité rurale, et faire de la sauvegarde de ces espaces une priorité dans la convention d'aménagement.	Les espaces naturels présentant une fonctionnalité écologique forte (landes, zones humides,bois..) constitutive de la Trame Verte est Bleue ont vocation à être préservés de l'urbanisation dans le cadre du zonage du PLUiH, en traduction des prescriptions 10 à 14 du Document d'Orientations et d'Objectifs.
@141	Web	Martial Bellec	Enveloppe/consommation foncière Environnement (eau, espaces naturels,...) Infrastructures Logements Scénario démographique	L'association "Les riverains du quartier du Bouloir" a soumis une contribution, elle ne s'oppose pas à la densification urbaine en principe, mais elle exprime des préoccupations concernant la manière dont cette densification est actuellement mise en œuvre, elle prend comme exemple la démolition de l'école du Sacré-Cœur pour la construction de logements et s'appuie sur la législation (en annexe de sa contribution) pour étayer ces recommandations. Les principaux points soulevés par l'association sont les suivants : Préservation du cadre de vie et du patrimoine : L'association souligne l'importance de préserver le patrimoine architectural et l'ambiance architecturale de Dinan, qui sont des atouts pour le territoire. Elle recommande l'introduction d'une clause de diagnostic patrimonial obligatoire avant toute démolition en centre ancien ou à proximité immédiate d'un site à valeur patrimoniale reconnue. Mobilités et circulations : Le DOO évoque la nécessité d'apaiser les circulations, or, dans la pratique, de nombreux quartiers de Dinan, dont celui du Bouloir, souffrent déjà de congestion, de stationnement saturé et d'infrastructures étroites. La densification sans étude approfondie de ses effets sur les flux automobiles apparaît comme une incohérence. Elle demande que soit rendue obligatoire une étude de circulation et de nuisances sonores préalable à toute opération de densification supérieure à un certain seuil (par exemple, 20 logements). Santé publique et nuisances : Elle note que l'ARS a formulé des avis clairs sur la nécessité de protéger les habitants des nuisances sonores, de la pollution atmosphérique et du risque radon. Or, ces aspects sont peu repris dans les prescriptions opposables du DOO. Elle propose l'ajout d'une prescription opposable imposant une analyse sanitaire de compatibilité (air, bruit, pollutions, radon) pour tout projet de construction ou de densification. Mixité sociale et intergénérationnelle : Elle rappelle que les habitants, dans le cadre de la concertation, ont exprimé une forte attente pour des logements accessibles, en particulier des petits logements adaptés aux jeunes ménages, aux familles monoparentales et aux seniors. Or, les projets actuellement envisagés, comme celui du site du Sacré-Cœur, semblent davantage orientés vers du logement libre de standing, accentuant ainsi un risque de spéculation foncière. Elle demande que le DOO impose une part minimale de logements sociaux et intergénérationnels dans tout projet de renouvellement urbain, en particulier lorsqu'il résulte de la transformation d'équipements collectifs publics (écoles, casernes, hôpitaux). Cohérence avec la trajectoire ZAN : L'association estime que la mobilisation foncière prévue par le SCoT est en contradiction avec l'exigence nationale de réduction de la consommation foncière. Les juridictions administratives, à travers plusieurs arrêts, ont déjà sanctionné des documents d'urbanisme insuffisamment rigoureux dans la justification de leur consommation foncière. Concertation citoyenne : Le bilan de la concertation préalable fait état d'une large participation, mais cette participation est restée trop générale, sans permettre d'aborder les projets précis qui, comme celui du Sacré-Cœur, ont un impact direct sur la vie quotidienne des riverains. L'association demande une clause de concertation de proximité obligatoire pour les projets de transformation d'équipements collectifs en logements. Hypothèse démographique et programmation de logements : L'association critique l'hypothèse démographique du SCoT-AEC, jugée trop optimiste et susceptible de surestimer les besoins en logements. Selon elle, la croissance retenue de +0,6 % par an conduit à prévoir 1 000 nouveaux logements, alors que les projections de l'INSEE, plus prudentes (+0,3 à +0,4 %), n'en justifieraient que 500, voire 250 selon des calculs alternatifs. Cette surestimation entraînerait une mobilisation foncière excessive, contraire à la politique de sobriété foncière (ZAN). L'association recommande donc d'aligner les prévisions sur celles de l'INSEE, de réduire les objectifs de construction à 500 logements et d'instaurer une révision périodique des hypothèses démographiques tous les 5 ans. Symétrie des évaluations : L'association dénonce un déséquilibre dans les analyses du SCoT-AEC : les projections démographiques sont très détaillées et optimistes, tandis que les impacts sur l'agriculture, la disponibilité des terres et les nuisances liées à la circulation sont insuffisamment évalués. Elle demande donc une révision du SCoT-AEC afin d'imposer des exigences statistiques équivalentes pour l'agriculture et les nuisances. Elle propose l'intégration d'une obligation systématique de justifier pour l'utilisation de nouveaux terrains qu'il n'existe pas d'alternative en friche ou en renouvellement urbain. À défaut, la trajectoire ZAN serait compromise et le document fragilisé. En conclusion, l'association appelle à une densification réfléchie, graduée et respectueuse, articulée avec la préservation patrimoniale, la mixité sociale et la qualité de vie.	<p>La ville de Dinan, en parallèle de l'élaboration du SCoT AEC et du PLUiH, élabore son Site Patrimonial Remarquable afin de préserver le patrimoine de Dinan. Ce document d'urbanisme va permettre la définition d'un règlement spécifique sur ces questions patrimoniales.</p> <p>Le SCoT AEC n'a pas vocation à rentrer dans de la réglementation. Certaines propositions vont également au delà des possibilités des collectivités à imposer des études de circulation, de nuisances sonores, de pollution atmosphérique... opérationnelle (exemple diagnostic avant démolition).</p> <p>Les recommandations qui sont faites par l'association des riverains du quartier du Bouloir concernent davantage la municipalité de Dinan dans la mise en oeuvre de certains projets urbains. Ainsi, concernant le projet de démolition du Sacré Coeur, une concertation auprès de la population va être ouverte du 17 novembre au 1er décembre pour échanger sur le projet.</p> <p>Concernant les projections démographiques et la mobilisation, les réponses apportées dans le mémoire en réponse permettront de répondre aux interrogations de l'association.</p>
C6	Courrier	Association « Les riverains du quartier du Bouloir »	Enveloppe/consommation foncière Environnement (eau, espaces naturels,...) Infrastructures Logements Scénario démographique	Voir @141	cf réponse ci-dessus
@64	Web	doucette dominique	Enveloppe/consommation foncière Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	La concertation du SCoT AEC est jugée trop orientée et éloignée des préoccupations réelles des habitants, qui subissent déjà de fortes nuisances (sonores, olfactifs, visuelles). L'auteur appelle à protéger les terres agricoles, privilégier le solaire en toiture et organiser une véritable concertation citoyenne.	La concertation autour de l'élaboration du SCoT AEC n'a pas vocation a rentrer dans le détail des projets. Le mix énergétique prône en effet, largement la production de photovoltaïque en toiture.
@65	Web	hubert Bouan	Enveloppe/consommation foncière Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Demande l'arrêt de l'éolien mais préconise le développement du solaire, excepté l'agrivoltaïque, qui est en contradiction avec la non artificialisation des sols	Le mix énergétique prône en effet, largement la production de photovoltaïque en toiture. L'agrivoltaïsme ne peut être interdit dans le cadre du SCoT AEC.
@137	Web	Yvonnick BOIVIN	Enveloppe/consommation foncière Loi littoral	En tant qu'habitant de VAL D'ARGUENON (PLUDUNO), constate que les contraintes du SCoT et de la loi ZAN enferment le territoire rural et menacent sa vitalité. Les objectifs de préservation des espaces naturels et agricoles, bien que nécessaires, risquent d'isoler les hameaux et villages, aggravant le vieillissement de la population et limitant l'accès au logement pour les jeunes. Le SCoT privilégie le développement autour de Dinan et des bourgs relais, reléguant les petits villages malgré leur rôle essentiel. Il est demandé davantage de flexibilité, notamment la réutilisation des dents creuses et la construction limitée dans les hameaux structurés, avec une prise en compte des réalités locales. Parallèlement, l'implantation d'éoliennes crée un sentiment d'injustice : les zones rurales sont contraintes sur le plan humain mais accueillent des infrastructures dont les bénéfices profitent surtout aux villes. Les habitants réclament une réelle concertation, des droits en matière de développement local et des contreparties tangibles pour les projets éoliens. La transition énergétique ne doit pas se faire au détriment des villages ruraux, qui ne doivent pas être sacrifiés au nom d'une vision urbaine de l'aménagement du territoire.	Ne suscite pas de réponse
@78	Web	Creze	Enveloppe/consommation foncière PCAET	Voir @77	Les espaces naturels présentant une fonctionnalité écologique forte (landes, zones humides,bois..) constitutive de la Trame Verte est Bleue ont vocation à être préservés dans le cadre du zonage du PLUiH, en traduction des prescriptions 10 à 14 du Document d'Orientations et d'Objectifs.

[illegible]



[illegible]

@44	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@45	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@46	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@47	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@48	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@49	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@50	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@51	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@52	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@53	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@54	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@55	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@56	Web	Tronel Christian	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Il considère que les éoliennes détruisent les zones humides les landes et les paysages	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@57	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@59	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes d'une manière générale qui défigure la nature et pour lesquelles nous n'avons pas de recul	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@60	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Doublon de @59	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@61	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Refus des éoliennes au sens large	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@63	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@69	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Desire être au calme dans une nature florissante et s'interroge sur le devenir des éoliennes	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.

@70	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Le contributeur dénonce un projet de densification urbaine avec moins de voitures et plus de mobilités douces, qu'il perçoit comme une menace pour l'identité et l'activité d'une cité d'art et d'histoire. Selon lui, cela entraînerait fermetures de commerces, hausse des impôts, insécurité et nuisances, au nom d'une idéologie jugée destructrice.	Ne suscite pas de réponse
@81	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Opposé aux éoliennes en général et à trébédan en particulier	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@84	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre le projet d'éoliennes à Trébédan et sur le territoire de Dinan Agglomération. Projets lucratifs pour les promoteurs aux détriment des ruraux (biodiversité paysage...)	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@85	Web	LEFORT Estelle	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre le projet d'éoliennes à TREBEDAN	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@86	Web	LEFORT Jacky	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les Eoliennes incompatibles avec les zones humides et la Faune	Les espaces naturels présentant une fonctionnalité écologique forte (landes, zones humides,bois..) consitutif de la Trame Verte est Bleue ont vocation à être préservés dans le cadre du zonage du PLUiH, en traduction des prescriptions 10 à 14 du Document d'Orientations et d'Objectifs.
@90	Web	de SALINS Jean Loup	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Il critique le projet éolien de Trébédan, jugé dangereux pour l'environnement local depuis son lancement en 2020. La municipalité elle-même a reconnu, dans son bulletin, les impacts négatifs sur les zones humides, les forêts classées, les couloirs migratoires et la biodiversité, ce qui rejoint les inquiétudes exprimées par de nombreux habitants. Pourtant, malgré ces constats et l'opposition de Dinan Agglo, la mairie a relancé le promoteur ABO Energy et demandé des dérogations pour poursuivre le projet, allant jusqu'à contester la prescription n°17 du SCOT qui protège les réservoirs de biodiversité. L'auteur appelle les élus de Dinan Agglo à rester fermes et à ne céder aucune dérogation afin de préserver l'avenir du territoire.	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@91	Web	THIERRY REVEAU DE CYRIERES	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes à Trébédan, car le projet va porter de graves atteintes à l'environnement et comporte de nombreuses nuisances.	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@92	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes en forêt de Coetquen, car elles vont détériorer l'ensemble du cadre de vie.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@93	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes aux Champs Géaux	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@94	Web	HAMON CATHERINE	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Le contributeur exprime son opposition à l'éolien sur la commune de Lanvallay, jugé intermittent et peu fiable, avec de nombreux impacts négatifs : destruction de la biodiversité, nuisances sonores et visuelles, dévalorisation immobilière et bétonisation. Il considère que cette énergie, présentée trop rapidement comme écologique, relève davantage d'une opportunité financière que d'une véritable solution durable.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@95	Web	Brizard Clement	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes aux Champs Géaux car de faible rendement et c'est une abération écologique	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@96	Web	San Emeterio	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre l'installation d'une batterie d'éoliennes de 200 mètres de haut a un peu plus de 500m de nos habitations aux Champs Géaux qui va provoquer un effondrement de la valeur foncière et immobilière. Quel dispositif l'agglomération de Dinan prévoit-elle pour indemniser les propriétaires?	Dinan Agglomération n'est pas compétente pour indemniser les propriétaires de projets portés par des développeurs privés.
@97	Web	Faucher Nathalie	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes aux Champs Géaux car perte de valeur immobilière et nuisances diverses en plein parc naturel Régional. Ce modèle de production d'énergie est dépassé.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@98	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Le contributeur s'oppose à l'implantation d'éoliennes à Trébédan, estimant que leur gigantisme (jusqu'à 200 m de haut, socles massifs de béton) est incompatible avec un territoire rural, forestier et écologiquement fragile. Elle dénonce leur production aléatoire, leurs coûts techniques, leurs impacts durables sur les sols et la biodiversité, ainsi que l'absence de solution de recyclage, jugeant l'éolien plus industriel qu'écologique et inadapté aux petites campagnes.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@99	Web	Allano gaetan	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Favorable au développement des énergies renouvelables dont l'impact visuel ne peut être le seul facteur de prise en compte. Chacun est content de pouvoir appuyer sur l'interrupteur malgré l'impact visuel des infrastructures électriques.	Ne suscite pas de réponse
@100	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Déplore l'implantation croissante d'éoliennes dans la vallée de la Rance et la côte d'Émeraude, jugée incohérente car elle dénature les paysages sans réelle concertation, tout en soulevant des inquiétudes sur la santé et la dévalorisation immobilière.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@101	Web	doucette dominique	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contribution d'un habitant de Saint-Maudez, voisin de la carrière de Corseul, source de désagréments, Souhaite consultation citoyenne. Contre l'éolien.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@110	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre les éoliennes en général	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@116	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Le contributeur pense qu'au regard de la densité et de la qualité de l'urbanisation sur le secteur de Pluduno, il est peu judicieux d'y implanter des Eoliennes de plus de 200 m de haut. Si l'intérêt d'avoir des Eoliennes était confirmé, d'autres secteurs dans le Département seraient moins conflictuels.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.

@118	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Ce contributeur mentionne le projet de parc Eolien aux Champs-Geraux, à proximité de Lanvallay et Tressaint. Il conteste ce projet qui serait constitué de 30 Eoliennes , au regard de leur impact sur l'environnement et la vie des habitants , notamment la santé. Il pense que les panneaux photovoltaïques impacteraient beaucoup moins l'environnement.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@121	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Contre le développement de l'éolien mais pour le développement du nucléaire et de l'hydroélectrique	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@122	Web	Hotellier Emmanuel	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Le contributeur critique l'objectif du SCOT AEC de doubler la production d'énergies renouvelables d'ici 2050, jugeant le photovoltaïque peu adapté au territoire et l'éolien déjà surdéveloppé malgré un rendement limité. L'auteur estime qu'une recherche d'autonomie énergétique locale n'a pas de sens sans un réseau interconnecté, et que l'augmentation de la production doit être pensée au niveau national. Enfin, il souligne les effets négatifs des éoliennes sur les paysages, le tourisme, la biodiversité et la valeur immobilière des habitations proches.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@125	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Les contributeurs, habitants et entrepreneurs du secteur de Dinan, s'opposent à l'installation d'éoliennes près de Saint-Hélen, qu'ils jugent nuisibles aux paysages, à la biodiversité, à la tranquillité des riverains et aux espaces agricoles nécessaires à la production locale. Ils préconisent plutôt des alternatives comme le solaire et demandent que l'avis des citoyens et l'impact sur le tourisme soient pleinement pris en compte.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@128	Web	Association Follentez	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Le texte proposé par l'Association Follentez développe une critique approfondie du « tout électrique » et de l'énergie éolienne, jugée intermittente, coûteuse, nuisible aux paysages, à la biodiversité et au bien-être des riverains. L'auteur estime que les réglementations et financements actuels favorisent abusivement l'éolien au détriment de solutions plus efficaces, locales et durables comme la géothermie, l'hydrogène blanc ou encore la réduction des gaspillages énergétiques. Il conclut qu'il est urgent d'abandonner une voie ruineuse et centralisée au profit d'alternatives plus respectueuses des habitants, de l'environnement et de l'économie.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@130	Web	Sonia et Yannick	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Les contributeurs critiquent vivement l'énergie éolienne, jugée intermittente, dangereuse pour le réseau électrique et coûteuse en subventions depuis plus de 20 ans. Ils dénoncent les dégâts causés par des catastrophes naturelles sur les infrastructures renouvelables, ainsi que l'impact des éoliennes sur la biodiversité, notamment les oiseaux et les chauves-souris. Ils concluent que leur implantation, notamment dans des zones forestières, entraîne souffrances humaines et animales et appelle à stopper ce « carnage » pour préserver la nature et les générations futures.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@143	Web	BERGER Marie pour Oikos Kaï Bios	Environnement (eau, espaces naturels,...)	L'association Oikos Kaï Bios domiciliée dans le 74 note que le bilan de la concertation met en avant l'absence de consensus autour des Eolienne et de la méthanisation et que les ENR ne doivent pas s'implanter dans les espaces abritant de la biodiversité. Les ENR restent des installations industrielles et tentent de masquer la tragédie de la perte de notre souveraineté alimentaire. Les panneaux solaires (confusion avec une surface d'eau) et les Eoliennes (ref à l'étude du LPO) nuisent aux oiseaux. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental de ces installations sont versées par les exploitants et collectées par le Museum national d'Histoire naturelle. L'association s'interroge sur un éventuel conflit d'intérêt. Elle note que le CNPN dans un rapport du 19 juin 2024 affirme que le Photovoltaïque industriel est un danger pour la biodiversité	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture. Les espaces naturels présentant une fonctionnalité écologique forte (landes, zones humides,bois..) constitutive de la Trame Verte est Bleue ont vocation à être préservés de l'urbanisation dans le cadre du zonage du PLUiH, en traduction des prescriptions 10 à 14 du Document d'Orientations et d'Objectifs.
@144	Web	Danet Eric	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Eric Danet s'interroge sur la prescription 17 qui interdit l'implantation d'ENR méthanisation dans les réservoirs écologiques , concerne-t-elle les exploitations agricoles ? Les gisements entrant en concurrence avec l'alimentaire valorisés en méthanisation ne sont pas souhaités. Il demande si ces gisements à hauteur de 15% des intrants en méthanisation (par injection) ce qui est conforme à la réglementation, seront interdits.	La prescription 17 sur les réservoirs écologiques concerne toute construction. Cela concerne principalement des espaces boisés. La traduction des corridors écologiques en matière de zonage au sein du PLUiH prendra en compte les exploitations agricoles existantes à proximité.
@145	Web	Eric	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Ce contributeur demande si les gisements évoqués (à proximité des méthanisations) sont ceux équivalent du territoire de l'agglomération?	oui
@146	Web	Eric	Environnement (eau, espaces naturels,...)	Ce contributeur demande si Le SCOT exclu la possibilité conforme à la réglementation d'intrant en méthanisation par injection à hauteur de 15%	Le SCoT AEC n'a pas vocation à réglementer la part d'intrant en méthanisation.
@127	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) Généralités	Le contributeur dénonce une enquête publique menée pendant les vacances et sans réelle considération pour les habitants, critiquant l'opacité des documents du SCoT et la possibilité d'implanter jusqu'à 30 éoliennes dans la forêt de Coëtquen. Il estime que l'éolien est un désastre écologique et financier, imposé par des acteurs motivés uniquement par les subventions, au détriment des terres agricoles et de la souveraineté énergétique. Enfin, il accuse les promoteurs de se cacher derrière de nouveaux noms pour imposer leurs projets, tout en affirmant que la France n'a pas besoin de recourir à l'éolien ni à l'agrivoltaïsme.	Ne suscite pas de réponse
@66	Web	Collectif pour la sauvegarde du pays breton	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Le collectif pour la sauvegarde du pays breton est opposé à toute nouvelle implantation d'éoliennes car la région est saturée et que le pays est décarboné à 95%	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@71	Web	WIECKOWSKI Antoine	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Opposé aux éoliennes (interférences avec radio)	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@73	Web	Raguet de Brancion Philippe	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Préservation de la trame verte incompatible avec éolien	Les espaces naturels présentant une fonctionnalité écologique forte (landes, zones humides,bois..) constitutive de la Trame Verte est Bleue ont vocation à être préservés dans le cadre du zonage du PLUiH, en traduction des prescriptions 10 à 14 du Document d'Orientations et d'Objectifs.
@74	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Voir @E3	
@75	Web	Cherry, Pamela B	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Voir @E3	

@76	Web	Bidet Tatiana	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contribution d'ABO Energy porteur du projet d'éoliennes sur Trébédan. Rappelle que le projet se situe dans une zone identifiée au SCoT comme réservoir de biodiversité et soulève l'illégalité de la prescription 17 indiquant : "La production d'énergie renouvelable par méthanisation, éolienne n'est pas autorisée dans les réservoirs de biodiversité." et conteste ainsi le pouvoir prescriptif du SCoT de Dinan Agglomération. Explique que le DOO vise à protéger les réservoirs de biodiversité contre l'urbanisation en cohérence avec la Charte du Parc Naturel Régional Vallée de la Rance Côte d'Emeraude. Toutefois, il est souligné qu'aucune disposition de cette charte ne justifie, dans ce cas précis, l'interdiction d'implanter des éoliennes dans la zone concernée par le projet de la société. Rappelle qu'aucune disposition de la Charte du Parc Naturel Régional ni de son annexe 9 (prévoyant les dispositions à transposer dans les SCoT) ne s'oppose explicitement à l'implantation d'éoliennes dans la zone concernée. La localisation du projet dans un « site naturel remarquable » ou un « réservoir de biodiversité » ne constitue pas, en soi, un obstacle juridique à la réalisation du projet, en l'absence d'incohérence avec la Charte et conformément à la jurisprudence. La société demande donc la suppression ou la modification de la prescription 17 du projet de DOO, afin que la production d'énergie renouvelable (dont l'éolien) puisse être envisagée dans les réservoirs de biodiversité, sous réserve de la prise en compte des enjeux écologiques, ces derniers étant déjà étudiés lors des procédures d'autorisation. Enfin, il est proposé que cette modification soit examinée à l'issue de l'enquête publique.	La prescription17 n'autorisant pas la production d'ENR dans les réservoirs de biodiversité sera réécrite afin de correspondre aux jurisprudences. Voir le mémoire en réponse pour plus de détail.
@77	Web	Creze	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contre les éoliennes et la destruction des zones humides et pour la conservation du patrimoine neturel	Les espaces naturels présentant une fonctionnalité écologique forte (landes, zones humides,bois..) constitutive de la Trame Verte est Bleue ont vocation à être préservés dans le cadre du zonage du PLUiH, en traduction des prescriptions 10 à 14 du Document d'Orientations et d'Objectifs.
@79	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Opposé aux éoliennes en général et à trébédan en particulier	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@80	Web	Picard Gaelle	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	S'interroge sur l'intérêt de développer l'éolien pour diverses raisons : paysages défigurés, dévalorisation immobilière, énergie non pilotable, surproduction d'électricité. Préférerait qu'on se préoccupe de la réhabilitation des habitations	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@82	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Le contributeur critique les éoliennes, soulignant qu'elles produisent peu d'électricité en raison des conditions de vent et de la surproduction nationale. Elles génèrent cependant d'importants profits pour les promoteurs, financés par l'argent public, et pèsent sur les factures des consommateurs. L'électricité excédentaire est parfois exportée à perte vers des pays voisins. Les riverains, quant à eux, subissent des nuisances visuelles, sonores et sanitaires, ainsi qu'une dépréciation de la valeur de leur bien immobilier, sans bénéficier d'un traitement équitable par rapport aux autres habitants de leur commune.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@87	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Ce Contributeur souhaiterait que la distance imposée entre les secteurs d'habitations et les Eoliennes soit de 1000 m	Le SCoT AEC ne précise pas de distance. La distance règlementaire est de 500m.
@88	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Les projets d'installation de l'éolien doivent être rendus publics avant les signature des promesses de vente du foncier nécessaire.	Cela ne dépends pas des prescriptions du SCoT AEC mais du fonctionnement des développeurs.
@89	Web	PÉDRON, Christian	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Le contributeur pense qu'il faut augmenter la distance d'implantation des éolienne de 500 à 1000 m pour les générateurs pouvant atteindre 200 m de hauteur. Cette hauteur devrait être encadrée et ne pas dépasser 200 m. L'acceptation locale de ce type d'équipement est aussi essentielle.	Le SCoT AEC ne précise pas de distance. La distance règlementaire est de 500m.
@102	Web	LE FLOHIC JACQUELIN E	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Habitante d'Yvignac La Tour : refuse éolien dans un secteur déjà pourvu	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@103	Web	OLD	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Habitante de Corseul contre l'éolien.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@104	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Manque de discernement dans la détermination des zones de potentiel éolien.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@105	Web	Smith Isabelle	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contribution opposée aux éoliennes : empreinte écologique, dévalorisation du patrimoine, augmentation du prix de l'électricité.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@107	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contribution opposée au développement de l'éolien sur Dinan en raison de ses effets négatifs.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@108	Web	Jean ROPERT	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Approuve les orientations du SCoT touchant à la préservation et la restauration de la biodiversité. Interpelé par la contribution 76 (ABO Energy) Demande aux élus communautaires de faire bloc contre le projet.	Ne suscite pas de réponse



@111	Web	AEDD	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	L'Association pour un Environnement et un Développement Durable à TREBEDAN et communes environnantes (AEDD) (180 adhérents) soutient le projet du SCOT-AEC de DINAN AGGLO, dans son ambition de préservation et de renforcement des mesures visant à préserver l'intérêt écologique du territoire et formule plusieurs suggestions dont elle demande la prise en compte. Elle salue le travail réalisé, mais alerte sur la densité des documents qui risque faire préjudice à la compréhension et à l'adhésion au projet. Elle note que le bilan de la concertation fait de l'écologie « une priorité collective », précisant que « la préservation et la restauration de la biodiversité sont des prérequis au développement du territoire. » et que « les installations d'Energies Renouvelables ne doivent pas s'implanter dans des espaces abritant de la biodiversité. » Elle note que la lecture des cartographies est difficile car les contours de zones sont imprécis. Concernant l'état initial de l'environnement, elle note que les inventaires de la biodiversité sont incomplets et datent pour beaucoup de 2010. Ainsi, n'y figurent pas certaines espèces protégées. Fort de ce constat, elle suggère que les bois et landes de TREBEDAN fassent l'objet d'un arrêté préfectoral de protection du biotope et soient inscrits au schéma départemental des espaces naturels sensibles. Elle propose de reclasser les sites remarquables, les cœurs de biodiversité, les corridors écologiques, la trame verte et bleue, les espaces boisés et forestiers en "zones à forts enjeux" pour mieux protéger la biodiversité. L'association demande des politiques de soutien aux particuliers pour les zones à forte consommation énergétique. Concernant l'éolien, elle critique la cartographie des zones favorables, issue des consultations réalisées auprès des communes dans la cadre de la loi APER qui ne répond pas aux critères environnementaux. Au regard de la hauteur des mats, aujourd'hui plus élevée (230m), elle souhaiterait que DINAN AGGLO appuie une demande de réévaluation à la hausse des distances imposées vis-à-vis des habitations et des axes routiers. Concernant le projet du parc Eolien de TREBEDAN, elle alerte sur le fait qu'en cohérence avec tous les diagnostics et toutes les mesures de préservation de la biodiversité aujourd'hui préconisées dans le projet de SCOT, l'impossibilité factuelle de le réaliser. Elle soutient le développement des énergies renouvelables produites et consommées localement, mais s'oppose aux méthodes de certains opérateurs qui revendent leurs projets à d'autres pays.	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@114	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Ce contributeur mentionne être contre les éoliennes car elles dégradent le paysage, ont un impact sur l'environnement. Elles nuisent à la fréquentation touristique et ont donc un impact économique. Elles déprécient l'immobilier. Elle ne servent en rien la production d'électricité et profitent à des lobbies	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@115	Web	pierre-yves Rescan	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Pierre Yves Rescan habitant à Saint Sauveur des Landes en Ile et Villaine pense qu'il faut arrêter l'implantation d'Eoliennes, car elle dévaste le paysage, elles dévaluent les propriétés riveraines, elles ont un coût exorbitant, une production nulle en hiver. Une augmentation du facteur de charge de 67% à 85% de la puissance nucléaire permettrait de produire un supplément d'électricité par an 10 fois supérieure à celle produite par les éoliennes. La France n'est pas tenue par l'UE d'en réaliser.(cf ouvrage Anne Lauvergeon).L'Institut de France, l'Autorité environnementale, le Haut Conseil pour le climat, et le haut-commissaire à l'Énergie atomique ont sévèrement critiqué le PPE3 notamment en raison d' une forte composante "éolienne"	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@117	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Ce contributeur demande à ce que les institutions soient à l'écoute des concitoyens par l'intermédiaire d'un vote sur le développement des Eoliennes. Il pense qu'il y a d'autres énergies à mettre aux normes ou à développer que celles des Eoliennes sur terres et en mer. Il est contre le développement de l'éolien pour préserver la biodiversité, l'environnement de la Bretagne	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@119	Web	Anne-Marie Tomine	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Le Contributeur mentionne que le Scot identifie plusieurs zones susceptibles d'accueillir des usines à éoliennes, spécialement dans la forêt de Coëtquen. Il y est opposé pour de multiples raisons environnementales et économiques (augmentation des factures)	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@120	Web	LEFORESTIER Patrick	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Patrick Leforestier exprime son opposition à l'implantation d'éoliennes à Pluduno (Val d'Arguenon), évoquant la protection de l'environnement, de la biodiversité, de la santé humaine et animale, ainsi que la sécurité et la valeur immobilière. Il dénonce le manque de consultation publique, le financement par les contribuables, la faible fiabilité et rentabilité des éoliennes, leur impact visuel et la difficulté de recyclage. L'auteur estime que d'autres énergies renouvelables, moins coûteuses et mieux adaptées à la région, devraient être privilégiées.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@131	Web	Berger Marie pour Oikos Kaï Bios	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	La contribution dénonce les impacts négatifs des éoliennes sur l'environnement, la biodiversité, la santé humaine et animale, ainsi que la dévalorisation des biens immobiliers. S'inquiète de l'atteinte portée au réseau électrique national et à la préservation des paysages traditionnels façonnés par l'agriculture. Cite le discours du Premier Ministre du 1er octobre 2024, qui privilégie le nucléaire et appelle à une évaluation plus rigoureuse des effets des éoliennes. L'arrivée de l'EPR de Flamanville est saluée comme une solution fiable, contrairement aux énergies intermittentes. Relais l'alerte de la Fédération Environnement Durable sur la fragilité du réseau due à ces énergies. Un rapport du CNRS souligne la mauvaise gouvernance énergétique actuelle, liée à une promotion excessive des renouvelables au détriment du nucléaire. Les auteurs concluent en appelant à refuser les projets éoliens et photovoltaïques dans les futurs schémas territoriaux.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@132	Web	Berger Marie pour Oikos Kaï Bios	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	4ème contribution de l'association OÏKOS KAÏ BIOS Exprime une opposition ferme au déploiement de projets éoliens dans le cadre du SCOT AEC, mettant en avant leur caractère intermittent et la baisse de performance due à leur concentration sur un même site. L'effet de sillage, bien documenté, réduit la vitesse du vent derrière les éoliennes, ce qui diminue leur productivité, notamment lorsque les parcs sont trop rapprochés. En 2024, la production éolienne française a reculé de 12,6 % malgré l'extension du parc, principalement à cause d'une baisse de la vitesse des vents. L'éolien, énergie intermittente, nécessite un appui des centrales à gaz ou charbon, sources importantes de CO2, comme en témoigne la remise en service de la centrale à charbon de St Avoird en janvier 2024. Le remplacement du nucléaire par l'éolien est jugé illusoire, la France restant dépendante de l'importation d'électricité d'origine fossile en cas de baisse de production locale. L'académie des sciences rappelle que 92 % de l'électricité française est déjà décarbonée grâce au nucléaire et à l'hydroélectricité. Angela Merkel et des experts français corroborent la nécessité du nucléaire pour atteindre les objectifs climatiques. Enfin, des spécialistes comme Fabien Bouglé soulignent les limites de la transition énergétique basée sur l'éolien.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@133	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Voir @110	
@134	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Le contributeur s'oppose à l'installation d'éoliennes dans l'agglomération de Dinan, invoquant des nuisances (sonores, visuelles, magnétiques), des effets négatifs sur la santé humaine, animale et la biodiversité, ainsi que le coût élevé et la faible rentabilité énergétique. Il souligne également la dévaluation des biens immobiliers proches et la perte d'agréments pour les hébergements touristiques.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@135	Web	jolly,philippe	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	L'auteur exprime son opposition à l'installation d'éoliennes sur le territoire, qu'il considère comme nuisible à l'environnement et peu efficace en raison de leur production intermittente, nécessitant le recours à d'autres sources d'énergie (gaz, charbon, nucléaire, hydroélectricité) pour compenser. Il s'interroge sur la politique nationale qui favorise massivement ce type d'énergie, suggérant que ces choix pourraient être motivés par l'idéologie plutôt que par l'efficacité énergétique.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.

@142	Web	BERGER Marie pour Oikos Kai Bios	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	L'association Oikos Kai BioS domiciliée dans le 74 , dans ses contributions 142 143 , 147s'opposent fermement à tout projet éolien et à tout projet photovoltaïque (en dehors des toits des parkings des supermarchés ou des locaux commerciaux, industriels....) dans le cadre du projet de Schéma de Cohérence Territoriale Air Energie Climat (SCoT AEC). Cette association considère que selon la FED, la surproduction d'électricité est avérée, elle perturbe le cours des marchés. La France a produit 19% de plus d'électricité que ce qui est consommé. Cette électricité ne pouvant pas être stockée, le système affiche une réelle surcapacité. Surproduction liée aux économies d'énergie volontaires, voire contrainte (pouvoir d'achat), la désindustrialisation du pays. Elle perturbe les réseaux, les usant prématurément. Elle note que le bilan de la concertation met en avant l'absence de consensus autour des eoliennes et de la méthanisation et que les ENR ne doivent pas s'implanter dans les espaces abritant de la biodiversité. Les ENR restent des installations industrielles et tentent de masquer la tragédie de la perte de notre souveraineté alimentaire. Les panneaux solaires (confusion avec une surface d'eau) et les Eoliennes (ref à l'étude du LPO) nuisent aux oiseaux. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental de ces installations sont versées par les exploitants et collectées par le Museum national d'Histoire naturelle. L'association s'interroge sur un éventuel conflit d'intérêt. Elle note que le CNPN dans un rapport du 19 juin 2024 affirme que le Photovoltaïque industriel est un danger pour la biodiversité. Elle s'étonne que le PNR ait émis un avis favorable sans réserves concernant la production d'ENR intermittentes, elle considère que les surfaces déjà artificialisées sont suffisantes pour les développer, la France comptant entre 24 000 et 32 000 ZA soit 450 000 ha déjà artificialisés (selon le CEREMA°	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@147	Web	BERGER Marie pour Oikos Kai Bios	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	L'association Oikos Kai Bios, s'oppose à tout projet d'usines photovoltaïques. Elle indique que le CNPN dans un rapport du 19 juin 2024 affirme que le Photovoltaïque industriel est un danger pour la biodiversité. Elle s'étonne que le PNR ait émis un avis favorable sans réserves concernant la production d'ENR intermittentes, elle considère que les surfaces déjà artificialisées sont suffisantes pour les développer, la France comptant entre 24 000 et 32 000 ZA soit 450 000 ha déjà artificialisés (selon le CEREMA°)	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@149	Web	BRIGITTE	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Le contributeur dénonce les éoliennes en raison de leurs impacts négatifs sur la santé, les animaux, la biodiversité et les paysages. Il critique leur coût élevé, leur faible fiabilité, leur dépendance à l'étranger, leur faible création d'emplois et les difficultés de démantèlement et de recyclage. Considérées comme une filière subventionnée et destructrice de valeur, elles devraient être remplacées par des solutions d'économies d'énergie et d'autres renouvelables moins nuisibles. Il exprime donc son opposition totale à toute construction d'éoliennes.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@150	Web	GERARD MONTFORT	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Gérard Montfort estime qu'en matière de production d'énergie , la France est autosuffisante grâce au parc nucléaire qui combinée à l'énergie hydraulique permet de produire une énergie presque totalement décarbonée. Le développement d'une énergie intermittente , à coût prohibitif et dévastatrice du paysage lui paraît aberrant	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@151	Web	Marine Keravis	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contributrice opposée à l'implantation d'éoliennes a Trébédan et à Pluduno, au nom du respect de la nature.	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@153	Web	BERGER Marie pour Oikos Kai Bios	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	5ème contribution de l'association OIKOS KAI BIOS Opposée à l'éolien notamment sur secteur 30 (forêt de Coetquen) en raison des risques pour la biodiversité, la pollution, la santé (extraction des matériaux de construction, incendie, chute d'éléments)	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@154	Web	LEBARBIER Dominique	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contributrice opposée au développement de l'éolien sur le territoire de DA en fonction de divers arguments : - énergie intermittente dont l'installation est couteuse pour l'environnement et le contribuable, avec des équipements nécessitant la consommation de terres rares ; - installations néfastes pour la santé des hommes et des animaux ; - dévalorisation des paysages, des habitations a proximité ; - pas de recyclage des pales ; DEMANDE : - la réévaluation de la distance entre les éoliennes et les habitations les plus proches. "Pour rappel la distance en vigueur au Danemark et aux Pays Bas est fixée à 4 fois la hauteur de l'éolienne" - que tout projet éolien fasse l'objet d'une consultation citoyenne ; - "que les décisions prises par nos élus, qui ne sont que nos représentants, se basent sur les résultats des consultations explicites et pas sur leurs idéologies et intérêts personnels."	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@158	Web	BERGER Marie pour Oikos Kai Bios	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	8ème contribution de l'association OIKOS KAI BIOS. Les zones d'implantations d'éoliennes perdent de la valeur en termes de patrimoine (dont habitations) et attractivité touristique. Opposée à l'éolien et au photovoltaïque en zone agricole et naturelle	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@159	Web	Leux Guillaume	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Idem 160	Idem 160
@160	Web	Leux Guillaume	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contribution faisant état des impacts négatifs d'éoliennes (vue, biodiversité) sans bénéfice pour les Trébannais. Affirme l'absence de recyclage des éoliennes.	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.
@161	Web	LEBRANCHU Michelle	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Evoque MEGA-éoliennes	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@165	Web	ANDERSON, Stuart	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Stuart Anderson de ST Maden pense que le bois peut être une énergie renouvelable, il explique que son exploitation raisonnée peut être compatible avec la préservation des forêts et de la biodiversité. Il détaille différentes méthodes de gestion forestière durable : la futaie (éclaircie progressive pour le bois d'œuvre et de chauffage), le taillis simple (coupe cyclique favorisant la régénération naturelle) et le taillis surélevé (production de branches pour le chauffage). L'auteur souligne l'importance d'une pratique locale, supervisée par l'ONF illustrée par l'affouage. Il met en garde contre les interventions industrielles dommageables et insiste sur la nécessité de restaurer certains systèmes anciens, parfois abandonnés. Il propose de valoriser les ressources locales et d'encourager la collaboration communautaire, en faisant appel au soutien du CNPF pour les propriétaires privés et se tient à disposition pour accompagner d'éventuelles démarches.	La filière bois énergie est identifiée dans le mix énergétique de Dinan Agglomération
@168	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	L'auteur exprime une vive opposition à la prolifération des éoliennes et des panneaux photovoltaïques en plein champ, dénonçant leur impact négatif sur les paysages, la santé, l'agriculture et la biodiversité. Il critique aussi la méthanisation, estimant qu'elle détourne l'agriculture de sa vocation alimentaire. Il déplore le coût élevé et l'aléa de ces énergies pour les finances publiques, mettant en cause les choix politiques responsables de la dette. Il appelle à réorienter les subventions publiques en priorité vers les services publics essentiels (écoles, hôpitaux, justice), condition selon lui pour préserver l'avenir des territoires ruraux et des générations futures, plutôt que d'enrichir les industriels de l'énergie.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@173	Web	Anonyme	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Opposé à l'éolien en général	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@E1	Courriel	TRICOIRE Christian	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Réitère sa priorité sur l'eau potable, puisque celle-ci est aujourd'hui contaminé par des micro-mousses ou des micro-algues. L'eau est importante pour les générations futures.	La préservation de la ressource en eau est le 1er chapitre du Document d'Orientations et d'Objectifs et fait partie des priorités de l'agglomération

@E3	Courriel	Pamela CHERRY	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	L’auteur dénonce la géo-ingénierie, accusée de polluer l’air, l’eau, les sols et de rendre absurdes les efforts pour améliorer l’environnement ou développer l’agriculture biologique. Il cite des exemples d’impacts sanitaires et écologiques liés aux substances pulvérisées (aluminium, baryum, soufre, etc.) et critique l’opacité des autorités face à ces pratiques. Enfin, il rappelle que plusieurs instances internationales (ONU, UE, Mexique) ont déjà instauré des moratoires ou restrictions sur ces techniques, tandis que certains pays poursuivent néanmoins leurs recherches.	Ne suscite pas de réponse
@E7	Courriel	SUAS Bernard	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contre les éoliennes à Saint-Hélen et aux Champs Géraux	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@E8	Courriel	NEDELEC Marie	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contre les éoliennes aux Champs Géraux pour des raisons de destruction des paysages et des forêts, de la biodiversité et des impossibilités de randonnée, alors même que cette énergie est peu efficace.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@E9	Courriel	LEJARD Laëtitia	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contre les éoliennes proches de lanvallay afin de conserver la biodiversité, le paysage et la santé des habitants	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@E10	Courriel	COURTOIS Jean-Marie	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Prospectus contre les éoliennes	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@E11	Courriel	DEFOSSEZ marie-Antoinette	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Pas favorable aux implantations d’éoliennes et se plaint de désagréments liés à une armoire téléphonique	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@E12	Courriel	NOURY Pierrick	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Contre les projets éoliens du SCoT du fait de multiples problèmes humains (santé notamment), de la dévalorisation immobilière, et les dégâts sur la faune. Une augmentation de la production d’énergie va encourager la sur-consommation alors qu’il faut aller vers une sobriété indispensable.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@E13	Courriel	DE COUËSSIN Joëlla	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Elle conteste l’inscription de la zone des Vaux comme « zone d’opportunité » pour l’éolien dans le SCOT, alors que le conseil municipal de Mégrit avait refusé toute implantation et privilégié le photovoltaïque. Il souligne que le site est situé en vallée, sur une pente de plus de 10 %, en zone humide et inondable, à proximité immédiate d’habitations, ce qui contrevient aux règles de protection. De plus, des contraintes archéologiques, environnementales et aéronautiques existent, et le secteur est déjà entouré de nombreux parcs éoliens. En conséquence, il réaffirme son opposition ferme à tout projet éolien dans cette zone.	La carte, présente à la page 62 du diagnostic énergétique, a été établie au regard des critères nationaux permettant l’identification des gisements. Cette carte n’a aucune valeur de projet.
@E14	Courriel	DE COUËSSIN Gwenola	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Elle conteste le classement de la zone des Vaux (n°33, Mégrit) comme zone « d’opportunité » pour l’éolien, rappelant que le conseil municipal avait refusé toute implantation et privilégié le photovoltaïque. Il souligne que ce site, situé en vallée, sur une forte pente et en zone humide, présente des risques écologiques (pollution de la Rosette et de l’étang de Jugon), ne respecte pas les distances réglementaires par rapport aux habitations, et est grevé de contraintes archéologiques, agricoles et aéronautiques. Déjà entouré de nombreux parcs éoliens, le secteur ne répond pas aux critères requis et l’auteur réaffirme son opposition ferme à toute installation d’éoliennes.	La carte page 61 correspond à la carte des gisements bruts, fournie par les services de l'Etat. Il est précisé sur le portail cartographique du gouvernement que ces zones n’ont aucune valeur juridique ou politique, ne sont que des aides à destination des élus locaux et ne préjugent en rien de la possibilité de développer des projets ou de définir des zones d’accélération. La carte page 62 est un traitement de la carte des gisements bruts afin de définir des gisements nets et de définir un potentiel théorique d’éolien. Pour déterminer cette carte des enjeux ont été identifiés afin de qualifier l'impact d'un projet. Cette analyse au préalable ne remplace en aucun cas l'ensemble des études environnementales nécessaires à la définition d'un projet d'implantation d’éoliennes. Une réponse plus détaillée a été apportée dans le mémoire en réponse.
@E15	Courriel	BAILLOT René	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Il s’interroge le seuil minimal de 10 MWc imposé aux projets photovoltaïques au sol dans le DOO, jugé contreproductif car il exclut de nombreux projets de 1 à 10 MWc pourtant essentiels pour l’autoconsommation locale et valorisant des friches ou anciennes décharges de moins de 10 ha. Il propose de supprimer ce seuil afin de favoriser le déploiement de champs solaires adaptés au territoire.	Le seuil inscrit à la prescription 83 sera supprimé car il exclut, en effet, de nombreux projets.
@E16	Courriel	Le PIRONNEC Gaëlle	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Le SCOT est salué pour son état des lieux et son ambition de modernisation, mais il est critiqué pour ses coûts, ses normes contraignantes et son manque de prise en compte de la résilience des habitants. L’implantation massive et anarchique des éoliennes terrestres est dénoncée pour ses impacts négatifs sur la qualité de vie, les paysages ruraux, les forêts et le tourisme, ainsi que pour les souffrances qu’elle engendre chez les riverains. L’auteur appelle à une meilleure écoute des habitants, à plus de distance entre éoliennes et habitations, et à une meilleure formation des élus pour des décisions éclairées.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
C4	Courrier	FAUCHE Karine	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	L’APTERR critique l’incomplétude de l’étude du SCOT AEC sur l’éolien, qui ne prend pas en compte les éoliennes déjà installées ni le phénomène de mitage, et juge insuffisants les critères retenus, limités au raccordement électrique. L’association demande une cartographie complète intégrant les installations existantes, la révision du classement de plusieurs zones (dont la 33, située en zone humide près de la Rosette), et le respect des décisions communales, afin d’assurer une analyse plus rigoureuse et réaliste.	La carte page 61 correspond à la carte des gisements bruts, fournie par les services de l'Etat. Il est précisé sur le portail cartographique du gouvernement que ces zones n’ont aucune valeur juridique ou politique, ne sont que des aides à destination des élus locaux et ne préjugent en rien de la possibilité de développer des projets ou de définir des zones d’accélération. La carte page 62 est un traitement de la carte des gisements bruts afin de définir des gisements nets et de définir un potentiel théorique d’éolien. Pour déterminer cette carte des enjeux ont été identifiés afin de qualifier l'impact d'un projet. Cette analyse au préalable ne remplace en aucun cas l'ensemble des études environnementales nécessaires à la définition d'un projet d'implantation d’éoliennes. Une réponse plus détaillée a été apportée dans le mémoire en réponses.
C5	Courrier	JOSSELIN Martine	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Elle conteste la réapparition dans le SCOT AEC de six zones « d’opportunité éolienne » à Mégrit, identiques à celles rejetées par le conseil municipal le 28 mai 2024. Il souligne en particulier l’inadéquation de la zone 33 (vallée, sols argileux et inondables, proximité de la Rosette et risques de pollution) et dénonce le non-respect de la décision communale. Il demande donc la suppression de ces six zones du diagnostic.	La carte p61 correspond à la carte des gisements bruts, telle que l'a fournie les services de l'Etat. Il est précisé sur le portail cartographique du gouvernement que ces zones n’ont aucune valeur juridique ou politique, ne sont que des aides à destination des élus locaux et ne préjugent en rien de la possibilité de développer des projets ou de définir des zones d’accélération. La carte p62 est un traitement de la carte des gisements bruts afin de définir des gisements nets et de définir un potentiel théorique d’éolien. Pour déterminer cette carte des enjeux ont été identifiés afin de qualifié l'impact d'un projet. Cette analyse au préalable ne remplace en aucun cas l'ensemble des études environnementales nécessaires à la définition d'un projet d'implantation d’éoliennes. Une réponse plus détaillée a été apportée dans le mémoire en réponse. Ce diagnostic n’étant pas une carte de projets, il ne prend pas en compte les zones d’accélération des communes.

DA1	Registre	VAUBERT Maryline	Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Exprime sa réserve concernant l’implantation potentielle d’éoliennes dans le secteur de la forêt de Coetquen et des Champs Géraux, du fait de la proximité des villages de Saint Solen et de Tressaint, où il y a plus de 200 habitants à moins d’un kilomètre à la ronde, entraînant des nuisances significatives.	Dinan Agglomération s’inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l’énergie de production d’ENR par le déploiement d’un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@123	Web	béatrice	Généralités	La personne déplore qu’un projet de Maison d’Assistants Maternelles ait été annulé par une préemption municipale, laissant le bâtiment inutilisé et privant les familles d’un service essentiel. Elle signale aussi des problèmes d’infiltrations liés à une mauvaise gestion des eaux pluviales, qui dégradent son logement. Elle demande que le SCoT AEC soutienne davantage les initiatives locales utiles, gère mieux les biens préemptés et veille à l’entretien urbain pour préserver la qualité de vie.	Hors sujet
@139	Web	Anonyme	Généralités	Nécessité d’étude patrimoniale approfondie avant destruction de bâtiments sur Dinan	Cf réponse à l’association des riverains du quartier du Bouloir
MIM1	Registre	FROSTIN Françoise	Généralités	Fait remarquer que la société civile manque d’intérêt pour les politiques publiques	Ne suscite pas de réponse
MIM4	Registre	BURNOUF Joëlle	Généralités	Décue à la lecture du document car l’Ouest de DA n’est pas pris en compte. Il y a un certain nombre d’erreurs en matière de connaissance en général et d’environnement en particulier. Toutes les photos du document représentent l’Est du territoire. Le PNR est d’une grande arrogance en matière environnementale. En résumé, tout le travail est soigné sur la forme mais défailant sur le fond au regard des besoins connus de longue date.	Ne suscite pas de réponse
MIP2	Registre	PRIVE Isabelle et Franck	Généralités	Les contributeurs ont souhaité s’informer sur les objectifs et la teneur du SCoT	Ne suscite pas de réponse
MIP1	Registre	DUGUETZ Damien	Généralités Environnement (eau, espaces naturels,...) PCAET	Opposé aux éoliennes à Trébédan. Dit qu’il y a un besoin de stratégie d’urbanisme et déconomique.	Dinan Agglomération s’inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l’énergie de production d’ENR par le déploiement d’un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
MIM2	Registre	KARCHER-BAUDOUAN D Annie	Généralités Littoral	Interrogations sur le SCoT et le PLUi en zone littorale	Ne suscite pas de réponse
@124	Web	Anonyme	Généralités Logements	Une banalisation du centre par la multiplication d’immeubles standardisés serait préjudiciable à l’économie locale.	Ne suscite pas de réponse
@126	Web	Anonyme	Généralités Logements	Le contributeur considère qu’il est possible de concilier densification et réhabilitation. Il serait pertinent de développer des projets mixtes, incluant logements sociaux, logements intergénérationnels et espaces partagés, en conservant le bâti existant plutôt que de le détruire.	Ne suscite pas de réponse
@138	Web	Anonyme	Généralités Logements	Le SCoT doit garantir que les nouvelles opérations respecteront le patrimoine existant (Dinan)	Ne suscite pas de réponse
@164	Web	LEPORCHER Emile	Généralités Loi littoral PCAET	Emile Leporcher signe le caractère instructif et exhaustif du rapport. Toutefois, il appelle à plus de discernement, en citant notamment le coût élevé des énergies renouvelables intermittentes subventionnées par rapport à l’énergie thermique classique, et dénonce le gaspillage d’argent public. Il remet également en question la méthodologie et l’opportunité du CDEC en soulignant la diversité des motivations aux le réchauffement climatique et relatives.	Ne suscite pas de réponse
@62	Web	Anonyme	Généralités PCAET	Le SCOT de Dinan Agglomération est très restrictif, notamment en matière de développement des énergies renouvelables (EnR), car les installations EnR sont purement et simplement interdites sur certains territoires (prescriptions 16 – Cœur de biodiversité). Cette préconisation va à la fois à l’encontre des objectifs nationaux en matière d’EnR et soulève des questions sur sa validité juridique.	La prescription 17 n’autorisant pas la production d’ENR dans les réservoirs de biodiversité sera réécrite afin de correspondre aux jurisprudences. Voir le mémoire en réponse pour plus de détail.
@3	Web	Thierry	Hors-sujet	Hors-sujet, demande de constructibilité	Hors sujet
@8	Web	Anonyme	Hors-sujet	Propos sans aucun sens	Hors sujet
@E5	Courriel	LECRUBIER Loïc	Hors-sujet	Constructibilité d’une parcelle	Hors sujet
@E6	Courriel	LECRUBIER Loïc	Hors-sujet	Constructibilité d’une parcelle	Hors sujet
C1	Courrier	LEBRET	Hors-sujet	Constructibilité d’une parcelle	Hors sujet
C2	Courrier	LEBRET	Hors-sujet	Doublon de C1	Hors sujet
MIM3	Registre	BARBU Jacqueline et michel	Hors-sujet	Courrier joint à l’appui de la visite. Hors-sujet, demande de constructibilité	Hors sujet
MIP4	Registre	Mme et M. HUET	Hors-sujet	Les contributeurs se sont présentés pour des questions relevant du PLU(i). Ils se sont cependant informé sur les objectifs du SCOT sur le secteur de Saint Cast	Hors sujet
@148	Web	Eric	Infrastructures	Le contributeur corrige les chiffres avancés sur le gaz vert : le potentiel réel est d’environ 2360 nm³, avec un objectif théorique de 213 GWh produits en 2030 (contre 100 GWh seulement fixés dans le SCoT pour 2050).	Ne suscite pas de réponse
@167	Web	Gilles Frostin	Infrastructures	Gilles Frostin note que le SCOT favorise les mobilités alternatives, il pense que ce pourrait être l’objet d’un schéma directeur articulant cette démarche au niveau du territoire, d’autant plus que la pratique du vélo s’est énormément développée depuis ces dix dernières années, et que pendant les périodes estivales elle s’avère dangereuse. Il se demande pourquoi par exemple le projet liaison cyclable Notre Dame du Guildo _ Matignon se soit soldé par un échec.	Ne suscite pas de réponse
@106	Web	Anonyme	Logements	Habitant du site patrimonial de DINAN : qualité de vie compromise par une urbanisation rapide.	Ne suscite pas de réponse
@113	Web	Anonyme	Logements	Le contributeur mentionne le projet de démolition de l’école du Sacré Cœur à Dinan. Il souhaiterait que les futurs projets immobiliers réservent une part significative aux logements sociaux ou abordables afin de permettre une mixité et aux jeunes du pays de revenir à Dinan.	Cf réponse à l’association des riverains du quartier du Bouloir
@166	Web	Gilles Frostin	Logements	Gilles Frostin de Saint Cast note que la MRAE souligne un certain optimisme vis-à-vis des prévisions démographiques Que le bilan de la concertation fait ressortir le besoin de permettre à chacun de se loger d’assurer un parcours résidentiel, de réguler le développement des résidences secondaires pour favoriser l’accès aux résidents à l’année. Que sur le secteur du littoral, pour la première période du SCOT, le nombre de résidences secondaires programmées est plus élevé que celui des résidences principales. Il pense que Le parc trop important de résidence secondaire a un impact : les jeunes des familles locales sont évincées du marché immobilier, la location de courte durée réduit l’offre de logements, un vieillissement de la population, un déclin des services publics , des dotations de l’Etat plus faible, une représentativité locale faussée dans la corp électoral. Le sujet de la maitrise du développement des résidences secondaires prôné par le SCOT est donc pour lui un enjeu important. Il pense cependant que ce sujet doit être piloté au plus près ( PLUIH, fiscalité, interdiction de nouvelles résidences secondaire de manière temporaire ) Ceci de manière à contribuer à l’amélioration de la problématique du logement pour les habitants permanents qui ont une importance pour une vie économique plus équilibrée et plus pérenne du territoire.	De nombreux outils opérationnels seront déployés pour la maîtrise des Résidences Secondaires sur l’ensemble des communes littorales. Ces dispositifs, qui évoluent dans le temps, seront précisés dans le PLUIH. Une réponse plus détaillée a été rédigée dans le mémoire en réponse.
@E2	Courriel	Association des résidents de la Prée neuve	Logements	Remarque sur une construction menant à une densification trop importante sur la commune de Beaussais-sur-mer, et modifiant l’environnement immédiat : bassin, végétation, dangerosité des accès.	Ne suscite pas de réponse
MIP3	Registre	Anonyme	Logements Développement économique Loi littoral	Il note que la diversification de l’habitat risque d’être difficile à mettre en œuvre, qu’il est important de prendre en compte les activités maritimes et d’équilibrer le développement du tourisme et le développement économique	Ne suscite pas de réponse

@67	Web	SIX Laurence	PCAET	Contre les énergies intermittentes	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@68	Web	ASSOCIATI ON PLUDEOLIE NNES	PCAET	L'association PLUDEOLIENNES critique l'éolien qu'il juge non fiable, coûteux pour les contribuables et responsable du déficit commercial en raison des équipements importés. Il dénonce aussi ses impacts négatifs sur le patrimoine, la santé, la valeur immobilière et l'absence de retombées locales en emplois.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture. Dinan Agglomération prône le développement d'ENR avec des retombées économiques et financières locales.
@72	Web	Daniel	PCAET	Contre les éoliennes en général	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@155	Web	BERGER Marie pour Oikos Kai Bios	PCAET	6ème contribution de l'association OÏKOS KAI BIOS Les éoliennes ont des effets néfastes sur la santé quand elles sont implantées trop près des habitations (500 m est une distance insuffisante, cf législations étrangères) : syndrome éolien, bruit.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@163	Web	Panel Valentin	PCAET	Opposé à l'éolien en général	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@169	Web	Anonyme	PCAET	Le contributeur affirme que l'Union européenne n'impose pas le développement de l'éolien, du photovoltaïque ou de la méthanisation, chaque État conservant sa souveraineté énergétique selon l'article 191 du traité. Il souligne que l'énergie française est déjà décarbonée à 95 %, majoritairement grâce au nucléaire (67 %), et propose d'augmenter cette part à 85 % pour réduire les coûts et produire davantage que les énergies renouvelables. Il préconise de réorienter les subventions vers la recherche sur la gestion des déchets nucléaires et la sécurité des installations, ce qui offrirait sécurité, énergie abordable et emplois. L'auteur dénonce le coût élevé de l'éolien par rapport au nucléaire et s'appuie sur les avis de l'Académie des sciences et du Haut Conseil pour le climat pour critiquer la politique énergétique actuelle. Il conclut en rappelant que la majorité des contributions à l'enquête publique s'opposent à l'éolien sur le territoire.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@171	Web	Anonyme	PCAET	Le contributeur , suite aux réunions publiques n'est pas convaincu de l'utilité des éoliennes, énergie non rentable sans subventions. L'intérêt de ces énergies seraient d' être utilisées localement avec une baisse des prix.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@172	Web	Benjamin MAREC	PCAET	Benjamin MAREC de la société IEL, spécialisée dans les énergies renouvelables sur le territoire de Dinan Agglomération, alerte sur la contradiction entre deux prescriptions du projet de SCoT-AEC : la limitation à 10 MWc pour les projets photovoltaïques au sol (prescription 83), alors que les boucles locales d'énergie et l'autoconsommation collective sont encouragées (prescription 85). IEL souligne que le seuil de 10 MWc est difficilement atteignable et que le nouvel arrêté du 21 février 2025 fixe déjà un plafond de 5 MWc pour l'autoconsommation collective, rendant la limitation du SCoT contre-productive pour le développement des énergies renouvelables locales.	Le seuil inscrit à la prescription 83 sera supprimé car il exclut, en effet, de nombreux projets.
@1	Courrier	GAILLIEGUE	Test	Test	Hors sujet
@129	Web	Association Follentez		Doublon de @128	
@136	Web	Anonyme		Dans un contexte économique difficile, il serait préférable que la France oriente ses investissements énergétiques vers des sources sûres et durables, plutôt que de privilégier des projets coûteux d'énergies renouvelables qui pourraient fragiliser le parc nucléaire existant et alourdir la facture pour les contribuables. Il est important de planifier le renouvellement du parc nucléaire sans multiplier les dépenses, afin d'éviter une hausse excessive des prix de l'électricité.	Dinan Agglomération s'inscrit dans les objectifs nationaux et régionaux de décarbonation de l'énergie de production d'ENR par le déploiement d'un mix énergétique, largement favorable au déploiement du photovoltaïque en toiture.
@152	Web	MARCHADIER THIBAUT		"En tant qu'habitant de Trébédan, Bénévole pour Bretagne Vivante, Arboriste Grimpeur à mon compte, Apiculteur, vice président de la société de chasse communale, Diplômé en Gestion des milieux naturels et de la faune et plus proche voisin de cette lande je m'oppose incontestablement à ce projet qui n'a que pour seul intérêt d'enrichir un groupe financier complètement désintéressé par notre écosystème et notre bien-être. "	Le secteur des Landes de Trébédan a été identifié comme réservoir de biodiversité dans le cadre de l'armature de la Trame Verte et Bleue. Cet espace n'a pas vocation à recevoir des dispositifs d'ENR tels que des éoliennes.